

# Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis  
juridiques

124<sup>e</sup> année

2 mai

1992

No 18

Québec 



# Gazette officielle du Québec

## Partie 1 Avis juridiques

124<sup>e</sup> année  
2 mai 1992  
No 18

### Sommaire

Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'  
Assurance-récolte, Loi sur l'  
Avis divers  
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le  
Code de procédure civile  
Compagnies, Loi sur les  
Compagnies étrangères, Loi sur les  
Déclarations des compagnies et sociétés, Loi sur les  
Inspecteur général des institutions financières  
Ministères, Avis concernant les  
Mise en marché des produits agricoles, Loi sur la  
Projet de loi d'intérêt, Avis de présentation d'un  
Renseignements sur les compagnies, Loi concernant les  
Ventes par shérif  
Ventes pour taxes, avis de publication

## AVIS AUX ANNONCEURS

---

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

### Contenu:

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

### Normes de recevabilité:

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

### Conditions générales:

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 12 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de: « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde publication. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure de tombée.

### Tarif de publication\*

Le tarif de publication est de 0,70 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

### Tarif de traduction\*

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

### Tarif pour les feuilles volantes\*

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 \$ la douzaine.

### Prix à l'exemplaire\*

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 4,40 \$.

**Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit:**

Division de la *Gazette officielle*  
1279, boul. Charest Ouest, 9<sup>e</sup> étage  
Québec G1N 4K7  
Téléphone: (418) 644-7795

### Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

### Tarif d'abonnements\*

Partie 1 « Avis juridiques »: 53 \$ pour 12 mois  
Partie 2 « Lois et règlements »: 77 \$ pour 12 mois  
Partie 2 « Laws and Regulations »: 77 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au:

Service à la clientèle  
Division des abonnements  
C.P. 1190  
Outremont (Québec)  
H2V 4S7  
Téléphone: (514) 948-1222

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

\* Taxes non comprises

## TABLE DES MATIÈRES

### AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME — LOI SUR L'

CANTON DE RAWDON ( <i>Prolongation de délai pour permettre d'adopter des règlements d'urbanisme</i> )	1571
CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL ( <i>Prolongation de délai pour examiner un plan ou des règlements d'urbanisme</i> )	1571
MUNICIPALITÉ DE RIVIÈRE-ÉTERNITÉ ( <i>Prolongation de délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i> )	1571
MUNICIPALITÉ DE SACRÉ-COEUR ( <i>Nouveau délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i> )	1571
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-ROSE-DU-NORD ( <i>Prolongation de délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i> )	1571
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ANDRÉ-DU-LAC-SAINT-JEAN ( <i>Prolongation de délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i> )	1571
MUNICIPALITÉ DE SAINT-DAVID-DE-FALARDEAU ( <i>Prolongation de délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i> )	1571
MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAULIN ( <i>Prolongation de délai pour permettre d'adopter des règlements d'urbanisme</i> )	1572
MUNICIPALITÉ DE SAINT-PRIME ( <i>Prolongation de délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i> )	1572
M.R.C. DE MARIA-CHAPDELAINÉ ( <i>Nouveau délai pour permettre de procéder et examiner un plan d'urbanisme</i> )	1572
M.R.C. DE SEPT-RIVIÈRES ( <i>Nouveau délai pour permettre d'adopter des règlements d'urbanisme</i> )	1572
PAROISSE DE SAINTE-MADELEINE-DE-RIGAUD ( <i>Prolongation de délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i> )	1572
PAROISSE DE SAINT-MATHIEU ( <i>Nouveau délai pour permettre d'adopter des règlements d'urbanisme</i> )	1572
PAROISSE DE SAINT-TÉLESPHORE ( <i>Prolongation de délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i> )	1572
VILLAGE DE GRANDES-BERGERONNES ( <i>Nouveau délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i> )	1572
VILLE DE ROBERVAL ( <i>Nouveau délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i> )	1573
VILLE DE SCHEFFERVILLE ( <i>Nouveau délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i> )	1573
VILLE DE SENNETERRE ( <i>Nouveau délai pour permettre d'adopter un plan d'urbanisme</i> )	1573

### ASSURANCE-RÉCOLTE — LOI SUR L'

PROGRAMME D'ASSURANCE DES CÉRÉALES ET PROTÉAGINEUSES DE CULTURE COMMERCIALE (HARICOT SEC, POIS SEC ET FÉVEROLE) ( <i>Prix unitaires, taux de cotisation et d'escompte</i> )	1573
---	------

### AVIS DIVERS

CONSEIL SCOLAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL ( <i>Rachat d'obligations</i> )	1573
CONSEIL SCOLAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL ( <i>Rachat d'obligations</i> )	1574
MARKAZ-EL-ISLAM DE LA RIVE-SUD (L.P.)	1574
SUCCESSION ALDÉRIC LAROSE ( <i>Bénéfice d'inventaire</i> )	1574
SUCCESSION JEAN-PAUL HUET ( <i>Bénéfice d'inventaire</i> )	1574
VILLE DE POINTE-CLAIRE ( <i>Rachat d'obligations</i> )	1574
VILLE DE SAINT-EUSTACHE ( <i>Rues et ruelles</i> )	1575

### CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

#### ACCORDÉS

André Éric Métras	1576
Andrew Maxwell Reback	1576
Andry Bang Seang Cheng	1576
Any Lee Watson	1576
Auxilius Henny Blom	1576
Betty Keoroghlian	1576
Caroline Nha-Phuong TranMinh	1576
Cécilia Sun-Ny Mach	1576
Clairette Yvette Désormiers	1576
Cynthia Sophie Pauline Morin	1576
Eden Gayle Seal	1577
France Morin	1577
Heather Jessie Hélène Massé	1577
Hung Chet Truong	1577
Ioana Maria Danet	1577
Jean Patrick Lanctôt	1577
Joseph Berchmans Pierre-David Tremblay	1577
Joseph Claude Michel Langlois	1577
Joseph Daniel Sylvain Jean Champagne	1577
Joseph David Tremblay	1577
Joseph Fernand Jamil Assaly-Lessard	1578
Joseph Georges Henri Emmanuel Champagne	1578
Joseph Gérard Alexandre Éric Massé	1578
Joseph Gilles Gaston Réjean Boulay	1578
Joseph Henri Jean Louis Desrochers	1578
Joseph Jean Jules Gilles Raymond Champagne	1578
Joseph Jean Paul Mario Gagné	1578
Joseph Jocelyn Pierre Champagne	1578
Joseph Noël Grant Harry Baillargeon	1578
Joseph Ovila Benoit Nantel	1579
Lillian Winnifred Travers	1579
Marie Annie Gallichand	1579
Marie Antoinette Nathalie Cyr	1579
Marie Carmel Terry David	1579
Marie Claude Lapiere	1579
Marie Gisèle Ghislaine Faucher	1579
Marie Huguette Nicole Laplante	1579
Marie Jeanne Anita Dupuis	1579
Marie Julie Sylvie Champagne	1579
Marie Lise Nathalie Tatiana Lefrançois	1580
Marie Madeleine Lily Poliquin	1580
Marie Nadine Apollon-Cabana	1580

Marie Paule Lise Andrée Lyne Beauchamp	1580
Marie Sylvie Louise Raymond	1580
Marie Thérèse Juliette Villeneuve	1580
Marie Yvette Yane Brassard	1580
Mary Stéphanie Jeane Smith	1580
Noella Natalina Giovannina D'Amico	1580
Philippe de Medeiros Pires	1580
Pierre Boutros Youssef Elias	1581
Sasha Dean Bhīyan	1581
Steven Bang Chhun Cheng	1581
Timothy Karl Walton	1581
Vicky Morin	1581
Wayne Douglas Braithwaite	1581

## DEMANDES

Amwar Nayeen Ahmed	1581
Berthe Jacqueline Mabel Carol Bengivengo	1581
Charles Auguste Lambert	1581
Dany Turcotte	1582
Darlene Brown	1582
Fleurette Garant	1582
François Bérubé	1582
Frederick Smith	1582
Jean Rivest	1582
Jean-Baptiste-Antoine Lafleur	1582
Jocelyn Noiret	1582
Joseph Charles Guy Currier	1583
Joseph Gilbert	1583
Joseph Lucien Venard	1583
Julie Blouin	1583
Karine Tremblay	1583
Klemento Shtevi	1583
Manon Boies	1583
Marguerite Brisson	1583
Maria Giovanna Vincelli	1583
Marie Alice Christiane Aubé	1584
Marie Nicole Suzanne Mathé	1584
Marie-Claire Habbott	1584
Marie-Florence-Wilhelmine Paradis	1584
Marie-Francine Tremblay	1584
Maron Sok	1584
Nathalie Picard	1584
Nicolas Montreuil	1584
Présentine Jeannotte	1585
Rachel Surch	1585
Vo Tri Dung	1585

## CODE DE PROCÉDURE CIVILE (ARTICLE 139)

GUY ET MARIO BOULIANNE (Vente à l'enchère)	1585
---	------

## COMPAGNIES (PARTIE I-A) — LOI SUR LES

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONSTITUTION	1586
---	------

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION	1597
---	------

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE FUSION	1598
---	------

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE MODIFICATION	1600
---	------

## COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES

LETTRES PATENTES	1606
------------------	------

LETTRES PATENTES DE FUSION (ARTICLES 18 ET 224)	
--	--

CONSEIL RÉGIONAL DE L'ÂGE D'OR. MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	1609
---	------

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	1609
----------------------------------	------

## COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES

DISSOLUTION (ARTICLE 28)	1610
--------------------------	------

## DISSOLUTION — DEMANDES DE

2156-2095 QUÉBEC INC.	1612
-----------------------	------

2323-6813 QUÉBEC INC.	1612
-----------------------	------

2530-7844 QUÉBEC INC.	1612
-----------------------	------

2536-2260 QUÉBEC INC. (Erratum)	1672
---------------------------------	------

2617-5018 QUÉBEC INC.	1612
-----------------------	------

2618-5967 QUÉBEC INC.	1612
-----------------------	------

2627-4084 QUÉBEC INC.	1612
-----------------------	------

2644-1410 QUÉBEC INC.	1613
-----------------------	------

2739-3693 QUÉBEC INC.	1613
-----------------------	------

ASSOCIATION DES ASSUREURS-VIE DE MONTRÉAL	1613
--	------

ASSOCIATION DES GENS DE DAMASSIN À MONTRÉAL INC.	1613
---	------

ATOMIC GENERAL STORES INC.	1617
----------------------------	------

BABOR CANADA INC.	1613
-------------------	------

CAFÉ RESTAURANT LE PETIT PIERRE INC.	1613
--------------------------------------	------

CAPSO INC.	1613
------------	------

CARRIÈRE HAMEL ET FRÈRES INC.	1613
-------------------------------	------

CÉLÉBRATIONS CH 91 INC.	1613
-------------------------	------

CENNAT LTÉE	1613
-------------	------

CENTRE CULTUREL ÉGYPTIEN - TOI ET LE MOYEN ORIENT LA VOIX DES ÉGYPTIENS AU CANADA	1614
---	------

CENTRE DE RÉHABILITATION DE HAUTERIVE INC.	1614
---	------

CHAUSSURES SAINTE-CROIX INC.	1614
------------------------------	------

CLINIQUE DENTAIRE EMERILLON INC.	1614
----------------------------------	------

CLUB SOCIAL ET RÉCRÉATIF MARK-HOT INC.	1614
--	------

COFFRE-FORT PROTECTION INC.	1614
-----------------------------	------

CONSTRUCTION S.T.A. INC.	1614
--------------------------	------

CROISIÈRES DES FORGES INC.	1614
----------------------------	------

DEBAMAS CO. LTD.	1614
------------------	------

DEBAMAS CO. LTÉE	1614
------------------	------

DEBELCO INC.	1614
--------------	------

DÉCORATION CARON & FILS LTÉE	1615
------------------------------	------

DISTRIBUTION BOIS-LINE INC.	1615
-----------------------------	------

ENTREPRISES WILHELMY LTÉE	1615
---------------------------	------

FONDATION DES ASSUREURS-VIE DE MONTRÉAL	1615	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BORD DE L'EAU	1619
GARAGE CHAMBLY-LEMOYNE INC.	1615	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DISTRIBUTION KEYSTONE I	1619
GESTION HENRI-PAUL JETTÉ INC.	1615		
GESTION JEAN ACHARD LTÉE	1615	<b>REMPLACEMENT D'UN COMMANDITE</b>	
GESTION MICHEL GROLEAU INC.	1615		
JEAN ACHARD LTÉE	1615	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B-M ENR.	1620
JULIEN DÉRY INC.	1615		
LA SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS DANS L'ENTREPRISES QUÉBÉCOISE R.L. LTÉE	1616	<b>INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES</b>	
LES ACTIVITÉS SOCIALES ET SPORTIVES TROIS-SAUMONS INC.	1616	<b>ASSURANCES — LOI SUR LES</b>	
LES CIMENTIERIS FRANÇOIS MERCIER INC.	1616		
LES CONSTRUCTIONS HUOT LTÉE	1616	LA PRUDENTIELLE D'ANGLETERRE, COMPAGNIE D'ASSURANCE GÉNÉRALE (CANADA) ( <i>Modification de permis</i> )	1620
LES ENGRANGEURS INC.	1616		
LES ENTREPRISES COLAB INC.	1616	<b>MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES</b>	
LES JARDINS LA MOUILLÈRE INC.	1616	<b>AFFAIRES MUNICIPALES</b>	
LES PLACEMENTS DU CHENAL LTÉE	1616		
LES PLACEMENTS JEAN-PAUL CLOUTIER INC.	1616	MUNICIPALITÉ DE FRONTENAC ( <i>Extension de limites</i> )	1620
LES RUCHERS DU MIELBEC INC.	1616		
LÉVEILLÉ LIMITÉE	1617	<b>ÉNERGIE ET RESSOURCES</b>	
L'ABC DES RELEVAILLES DE ST-FÉLICIEN	1617		
MAGASINS GÉNÉRAUX ATOMIC INC.	1617	INTERDICTION D'ALIÉNATION ENTRE VIFS	1621
MESSAGERIE GEORGES FILLION INC.	1617	INTERDICTION D'ALIÉNATION ENTRE VIFS	1621
MÉTROLITHO INC.	1617	INTERDICTION D'ALIÉNATION ENTRE VIFS	1622
NETTOYEUR DE TAPIS L.D.T.M. INC.	1617	INTERDICTION D'ALIÉNATION ENTRE VIFS	1622
OXYGÈNE SOUDEST INC.	1617		
SALON DE BEAUTÉ ROYAL INC.	1617	<b>FORÊTS</b>	
SERVICE CATHOLIQUE D'ANIMATION			
SPIRITUELLE LA LOUANGE	1617	DROITS PAYABLES PAR LES TITULAIRES DE PERMIS D'EXPLOITATION D'USINE DE TRANSFORMATION DU BOIS ( <i>Indexation</i> )	1622
SERVICES FINANCIERS G.B. INC.	1617		
SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES RESSOURCES DE PETITE RIVIÈRE	1618	<b>INDUSTRIE, COMMERCE ET TECHNOLOGIE</b>	
TOITURES ST-MICHEL INC.	1618		
VOLUMEX INC.	1618	CORDONNERIE EUROPEAN ( <i>Autorisation</i> )	1623
		GILBERT & DAUGHTER ( <i>Autorisation</i> )	1623
<b>COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES</b>		LIQUIDATION TASCHEREAU ( <i>Autorisation</i> )	1623
		VAN HORNE QUINCAILLERIE ET PEINTURE ( <i>Autorisation</i> )	1623
<b>PERMIS DE FAIRE AFFAIRES (NOUVEAU PERMIS)</b>	1618	<b>MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS AGRICILES — LOI SUR LA</b>	
<b>DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES</b>		ACHETEURS DE SIROP D'ÉRABLE ( <i>Accréditation</i> )	1623
		ACHETEURS DE SIROP D'ÉRABLE ( <i>Accréditation</i> )	1623
<b>CHANGEMENT DE LEUR ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL</b>		<b>PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ — AVIS DE PRÉSENTATION D'UN</b>	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B-M ENR.	1618	LA CAISSE CENTRALE DESJARDINS DU QUÉBEC	1624
		VILLE DE VANIER	1624
<b>CHANGEMENT DU NOMBRE DES COMMANDITÉS</b>			
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B-M ENR.	1619		
<b>FORMATION</b>			
KEYSTONE I DISTRIBUTION AND COMPANY LIMITED PARTNERSHIP	1619		
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GESCOM	1619		

**RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES  
— LOI SUR LES**

**DISSOLUTION ÉVENTUELLE DE  
CORPORATIONS — AVIS DE** 1625

**VENTES PAR SHÉRIF**

**ABITIBI**

JACQUES, DAVIS, LEFAIVRE & ASSOCIÉS  
c. LES RESSOURCES COMMANDER  
LTÉE *ET AL.* (*Erratum*) 1673

**ARTHABASKA**

BANQUE NATIONALE DU CANADA  
c. LAINESSE *ET AL.* 1661  
CAISSE POPULAIRE DE PRINCEVILLE  
c. NAULT *ET AL.* 1661

**HULL**

CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC. c. LE  
GROUPE CITADELLE TRANS-CANADA INC. 1662

**LONGUEUIL**

LES IMMEUBLES HOUSEHOLD LIMITÉE  
c. LYUH *ET AL.* 1662

**MONTREAL**

BANQUE DE NOUVELLE ÉCOSSE c. PERSAUD  
*ET AL.* 1662  
BANQUE LEUMI LE-ISRAEL (CANADA)  
c. ENTREPRISES BATIBEL INC. *ET AL.* 1663  
BANQUE NATIONALE DU CANADA  
c. KERGOAT *ET AL.* 1664  
BANQUE ROYALE DU CANADA c. DUMAS 1664  
BANQUE TORONTO-DOMINION c. STRATTON  
INVESTMENTS LTD *ET AL.* 1665  
BANQUE TORONTO-DOMINION c. STRATTON  
INVESTMENTS LTD *ET AL.* 1665  
GAZ MÉTROPOLITAIN INC. c. OBAMBI 1665

**TERREBONNE**

CAISSE POPULAIRE ST-VINCENT DE PAUL  
(LAVAL) c. RAYMOND 1666  
CAISSE POPULAIRE DE SAINTE-ADÈLE  
c. ROBERT JR. 1666  
ITT SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT COMMERCIAL  
c. DEMERS *ET AL.* 1667  
MUNICIPALITÉ DE SAINT-HIPPOLYTE  
c. BOURDEAU 1667  
MUNICIPALITÉ DE SAINT-HIPPOLYTE  
c. LES HÉRITIERS DE FEU K. HABIB 1668  
MUNICIPALITÉ DE SAINT-HIPPOLYTE  
c. PETRONILLA 1668

MUNICIPALITÉ DE SAINT-HIPPOLYTE  
c. RUSSO 1669  
M.R.C. DES PAYS-D'EN-HAUT  
c. 2750-7425 QUÉBEC INC. 1669  
TRUST LA LAURENTIENNE DU CANADA  
INC. c. ROY 1671

**VENTES POUR TAXES, AVIS DE PUBLICATION**

M.R.C. DE D'AUTRAY 1671  
M.R.C. DE KAMOURASKA 1672  
M.R.C. DE LA HAUTE-YAMASKA 1672  
M.R.C. DE LA MATAPÉDIA 1672  
M.R.C. DE VALLÉE-DE-L'OR 1672  
M.R.C. D'ASBESTOS 1672  
VILLE DE RICHMOND 1672  
VILLE DE ROSEMÈRE 1672

## Aménagement et l'urbanisme — Loi sur l'

### Canton de Rawdon

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 14 septembre 1992, le délai pour permettre au canton de Rawdon d'adopter à l'égard de son territoire des règlements d'urbanisme conformes à son plan d'urbanisme ainsi qu'aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de les transmettre à la municipalité régionale de comté de Matawinie.

Québec, le 15 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDOC

### Conseil de la Communauté urbaine de Montréal

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge le délai accordé au Conseil de la Communauté urbaine de Montréal pour examiner le plan ou les règlements d'urbanisme de certaines municipalités et les approuver s'ils sont conformes aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire, et ce, de la façon suivante :

- Règlements 1310-3, 1310-4 et 1310-5 amendant le règlement de zonage de la ville de Mont-Royal Délai: 15 mai 1992
- Règlements 1391A-2-92, 1391A-3-92, 1391A-4-92 amendant le règlement de zonage de la cité de Dorval Délai: 15 mai 1992
- Règlements d'urbanisme de la ville d'Outremont Délai: 30 avril 1992
- Règlements 533-4 et 533-5 amendant le règlement de zonage de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue Délai: 15 mai 1992

Québec, le 1<sup>er</sup> avril 1992

3720

*Le directeur général de l'urbanisme  
et de l'aménagement du territoire,*  
GEORGES FELLI

### Municipalité de Rivière-Éternité

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 15 septembre 1992, le délai prescrit à la municipalité de Rivière-Éternité pour adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et le transmettre à la municipalité régionale de comté du Fjord-du-Saguenay.

Québec, le 13 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDOC

### Municipalité de Sacré-Coeur

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 10 août 1992, pour permettre à la municipalité de Sacré-Coeur d'adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de le transmettre à la municipalité régionale de comté de La Haute-Côte-Nord.

Québec, le 13 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDOC

### Municipalité de Sainte-Rose-du-Nord

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 14 septembre 1992, le délai prescrit à la municipalité de Sainte-Rose-du-Nord pour adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et le transmettre à la municipalité régionale de comté du Fjord-du-Saguenay.

Québec, le 13 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDOC

### Municipalité de Saint-André-du-Lac-Saint-Jean

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 13 octobre 1992, le délai prescrit à la municipalité de Saint-André-du-Lac-Saint-Jean pour adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et le transmettre à la municipalité régionale de comté du Domaine-du-Roy.

Québec, le 15 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDOC

### Municipalité de Saint-David-de-Falardeau

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 30 août 1992, le délai prescrit à la municipalité de Saint-David-de-Falardeau pour adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et le transmettre à la municipalité régionale de comté du Fjord-du-Saguenay.

Québec, le 13 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDDUC**Municipalité de Saint-Paulin**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1992, le délai pour permettre à la municipalité de Saint-Paulin d'adopter à l'égard de son territoire des règlements d'urbanisme conformes à son plan d'urbanisme ainsi qu'aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de les transmettre à la municipalité régionale de comté de Maskinongé.

Québec, le 15 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDDUC**Municipalité de Saint-Prime**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 13 octobre 1992, le délai prescrit à la municipalité de Saint-Prime pour adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et le transmettre à la municipalité régionale de comté du Domaine-du-Roy.

Québec, le 13 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDDUC**Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 12 mai 1992, à la municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine pour lui permettre de procéder à l'examen et l'émission de l'avis de conformité du plan d'urbanisme des municipalités de Girardville, Sainte-Jeanne-d'Arc et de Saint-Edmond au schéma d'aménagement.

Québec, le 13 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDDUC**Municipalité régionale de comté de Sept-Rivières**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 10 juin 1992, à la municipalité régionale de comté de Sept-Rivières pour lui permettre d'adopter, à l'égard de ses territoires non organisés, des règlements d'urbanisme qui soient conformes aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire.

Québec, le 13 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDDUC**Paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 10 décembre 1992, le délai prescrit à la paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud pour adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et le transmettre à la municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges.

Québec, le 15 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDDUC**Paroisse de Saint-Mathieu**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 2 septembre 1992, pour permettre à la paroisse de Saint-Mathieu d'adopter à l'égard de son territoire des règlements d'urbanisme conformes à son plan d'urbanisme ainsi qu'aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de les transmettre à la municipalité régionale de comté d'Abitibi.

Québec, le 13 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDDUC**Paroisse de Saint-Télesphore**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 31 octobre 1992, le délai prescrit à la paroisse de Saint-Télesphore pour adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et le transmettre à la municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges.

Québec, le 15 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDDUC**Village de Grandes-Bergeronnes**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 30 septembre 1992, pour permettre au village de Grandes-Bergeronnes d'adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux disposi-

tions du document complémentaire et de le transmettre à la municipalité régionale de comté de Haute-Côte-Nord.

Québec, le 13 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDDUC

#### Ville de Roberval

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 16 mai 1992, pour permettre à la ville de Roberval d'adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de le transmettre à la municipalité régionale de comté du Domaine-du-Roy.

Québec, le 15 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDDUC

#### Ville de Schefferville

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 31 décembre 1992, pour permettre à la ville de Schefferville d'adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de le transmettre à la municipalité régionale de comté de Caniapiscau.

Québec, le 9 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDDUC

#### Ville de Senneterre

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 22 septembre 1992, pour permettre à la ville de Senneterre d'adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire et de le transmettre à la municipalité régionale de comté de Vallée-de-l'Or.

Québec, le 13 avril 1992

3720

*Le sous-ministre adjoint,*  
NORMAND BOLDDUC

## Assurance-récolte — Loi sur l'

### Avis de correction

#### Programme d'assurance des céréales et protéagineuses de culture commerciale (haricot sec, pois sec et féverole)

La Régie des assurances agricoles du Québec donne avis que les taux de cotisation pour l'année d'assurance 1992, dans le programme d'assurance des céréales et protéagineuses de culture commerciale (haricot sec, pois sec et féverole) publiés à la page 1131 de la *Gazette officielle du Québec* du 28 mars 1992, ont été corrigés pour:

17,50 % au lieu de 8,75 % pour le féverole;  
11,50 % au lieu de 5,75 % pour le haricot sec; et  
8,25 % au lieu de 4,13 % pour le pois sec.

79238

*Le secrétaire général,*  
JEAN-MARC LAFRANCE

## Avis divers

### Conseil scolaire de l'île de Montréal

#### Rachat d'obligations

Émission C-10 de 15 000 000 \$ Can. d'obligations à fonds d'amortissement, 10 1/2 %, échéant le 17 juin 1995.

Avis public est, par les présentes, donné aux détenteurs des obligations mentionnées ci-dessus que selon les termes et conditions régissant les obligations, le Conseil scolaire de l'île de Montréal procédera au rachat le 17 juin 1992 de la totalité des obligations à fonds d'amortissement de l'émission C-10 (datée du 17 juin 1975) 10 1/2 %, échéant le 17 juin 1995 dont la valeur nominale en circulation à la date du présent avis est de 10 500 000 \$ au prix de 100 % plus l'intérêt couru et payé à la date fixée pour le rachat.

Une copie de cet avis de rachat a été envoyée par la poste aux détenteurs d'obligations entièrement nominatives ou d'obligations à coupons immatriculées quant au principal seulement.

Les obligations ainsi rachetées deviendront dues et payables le 17 juin 1992 et seront payées en monnaie légale du Canada à toute succursale au Canada de la Banque Nationale du Canada, La Banque Royale du Canada, la Banque Canadienne Impériale de Commerce et la Banque de Montréal, au choix du détenteur, sur présentation et remise des obligations accompagnées, s'il y a lieu, de tous les coupons d'intérêt échéant après le 17 juin 1992 à défaut de quoi la valeur nominale ou des coupons manquants sera déduite du montant autrement payable. L'intérêt dû le 17 juin 1992 sera payé de la manière habituelle.

Avis public est aussi, par les présentes, donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations rachetées cessera de courir le et après le 17 juin 1992.

Montréal, le 2 mai 1992

79284

*La secrétaire générale,*  
NICOLE M. PELLETIER, *avocate*

**Conseil scolaire de l'île de Montréal**  
*Rachat d'obligations*

Émission C-3 de 12 500 000 \$ Can. d'obligations à fonds d'amortissement, 10 1/4 %, échéant le 20 juin 1994.

Avis public est, par les présentes, donné aux détenteurs des obligations mentionnées ci-dessus que selon les termes et conditions régissant les obligations, le Conseil scolaire de l'île de Montréal procédera au rachat le 20 juin 1992 de la totalité des obligations à fonds d'amortissement de l'émission C-3 (datée du 20 juin 1974) 10 1/4 %, échéant le 20 juin 1994 dont la valeur nominale en circulation à la date du présent avis est de 2 250 000 \$ au prix de 100 % plus l'intérêt couru et impayé à la date fixée pour le rachat.

Une copie de cet avis de rachat a été envoyée par la poste aux détenteurs d'obligations entièrement nominatives ou d'obligations à coupons immatriculées quant au principal seulement.

Les obligations ainsi rachetées deviendront dues et payables le 20 juin 1992 et seront payées en monnaie légale du Canada à toute succursale au Canada de la Banque Nationale du Canada, La Banque Royale du Canada, la Banque Canadienne Impériale de Commerce et la Banque de Montréal, au choix du détenteur, sur présentation et remise des obligations accompagnées, s'il y a lieu, de tous les coupons d'intérêt échéant après le 20 juin 1992 à défaut de quoi la valeur nominale du ou des coupons manquants sera déduite du montant autrement payable. L'intérêt dû le 20 juin 1992 sera payé de la manière habituelle.

Avis public est aussi, par les présentes, donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations rachetées cessera de courir le et après le 20 juin 1992.

Montréal, le 2 mai 1992

79285

*La secrétaire générale,*  
NICOLE M. PELLETIER, *avocate*

**MARKAZ-EL-ISLAM DE LA RIVE-SUD**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 15), il a accordé des lettres patentes, en date du 1992 03 06, constituant en corporation, régie par la Loi sur les corporations religieuses, les membres actuels de « MARKAZ-EL-ISLAM DE LA RIVE SUD » déjà constituée en corporation le 1985 08 01 en vertu de la Loi sur les compagnies Partie III (L.R.Q., c. C-38, a. 218) sous la dénomination sociale de « MARKAZ-EL-ISLAM DE LA RIVE-SUD ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 1 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé au 1885, Nielsen, Saint-Hubert, district judiciaire de Longueuil.

*L'inspecteur général des institutions financières,*  
JEAN-MARIE BOUCHARD  
2321-3002

79264

**Succession Aldéric Larose**

Avis est, par les présentes, donné que Ghislaine Larose, en sa qualité de légataire universelle, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de Aldéric Larose, décédé le 9 mars 1992, par acte passé, le 6 avril 1992, devant Claude Bertrand, notaire, pratiquant au 28, Côte Saint-Louis Ouest, bureau 103, à Blainville, sous le numéro 5797 de ses minutes, et dont copie a été enregistrée au bureau de la division de Terrebonne sous le numéro 987183.

Blainville, le 9 avril 1992

79231

*Le procureur,*  
CLAUDE BERTRAND, *notaire*

**Succession Jean-Paul Huet**

Avis est, par les présentes, donné que Alpheé Huet a accepté la succession, sous bénéfice d'inventaire, de son frère Jean-Paul Huet aux termes d'un acte reçu devant Gilles Moulin, notaire, le 23 janvier 1992 et dont copie fut enregistrée à la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, sous le numéro 68121.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Gilles Moulin, notaire, et peut être consulté à son bureau situé à Paspébiac, comté Bonaventure, QC, G0C 2K0.

Paspébiac, le 8 avril 1992

79266

*Le procureur du requérant,*  
GILLES MOULIN, *notaire*

**Ville de Pointe-Claire**  
*Rachat d'obligations*

À tous les détenteurs d'obligations émises par la ville de Pointe-Claire en date du 1<sup>er</sup> juillet 1973, pour un montant total de 125 000 \$.

Avis est, par la présente, donné par la soussignée, Monique Trudeau, greffier de la ville de Pointe-Claire, district de Montréal, qu'il a été procédé au tirage au sort de cinq (5) numéros d'obligations, émission du 1<sup>er</sup> juillet 1973, échéant le 1<sup>er</sup> juillet 1992, et portant intérêt au taux de 8 % l'an, au montant de 25 000 \$ chacun, en vue de leur rachat.

Les obligations ainsi rachetées par voie de tirage au sort sont les suivantes:

A-001, A-003, A-005, A-006 et A-008

Avis est également donné que les obligations portant les numéros ci-dessus mentionnés cesseront de porter intérêt le 1<sup>er</sup> juillet 1992, et que la valeur en capital de ces obligations sera versée aux détenteurs de ces obligations par toute succursale de la Banque Nationale du Canada, dans la province de Québec, ou au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario, sur remise desdites obligations.

Ce rachat est effectué en vertu des clauses stipulées dans lesdites obligations.

Pointe-Claire, le 30 mars 1992

79265

*Le greffier,*  
MONIQUE TRUDEAU

#### Ville de Saint-Eustache

Prenez avis, à toutes fins que de droit, de ce qui suit :

1. Le Conseil de la ville de Saint-Eustache a adopté, le 23 mars 1992, la résolution numéro 92-03-235 par laquelle il a approuvé la description de lots, ouverts comme rues au public au-delà de dix (10) ans, au sens et suivant la portée de l'article 422 de la Loi sur les cités et villes.

2. Une description sommaire des rues concernées est la suivante :

A) Une parcelle de terrain située dans la ville de Saint-Eustache étant une partie du lot 37 (22<sup>e</sup> Avenue), du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache, division d'enregistrement de Deux-Montagnes, bornée vers le nord-est et le sud-ouest par une autre partie du lot 37, vers le sud-est par la rivière des Mille-Îles, sans numéro cadastral et vers le nord-ouest par une partie du lot 37, chemin Grande-Côte.

Contenant une superficie de mille quarante-cinq mètres carrés et deux dixièmes (1 045,2 m<sup>2</sup>).

B) Une parcelle de terrain située dans la ville de Saint-Eustache étant une partie du lot 37 (21<sup>e</sup> Avenue), du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache, division d'enregistrement de Deux-Montagnes, bornée vers le nord-est et le sud-ouest par une autre partie du lot 37, vers le sud-est par la rivière des Mille-Îles, sans numéro cadastral et vers le nord-ouest par une partie du lot 37, chemin Grande-Côte.

Contenant une superficie de neuf cent cinquante-cinq mètres carrés et huit dixièmes (955,8 m<sup>2</sup>).

3. Une description complète des lots en question a été faite suivant la Loi du cadastre (L.R.Q., c. C-1) et les références sont les suivantes, dans le même ordre que l'article 2 qui précède :

a) Description technique et plan préparés le 23 mars 1992 par monsieur Alain Tremblay, arpenteur-géomètre, sous le numéro 3418 de ses minutes.

b) Description technique et plan préparés le 23 mars 1992 par monsieur Alain Tremblay, arpenteur-géomètre, sous le numéro 3418 de ses minutes.

4. Les originaux de ces descriptions techniques et plans ont été déposés au bureau du greffier de la ville de Saint-Eustache et une copie certifiée par l'arpenteur-géomètre a été déposée au bureau du registraire de la division d'enregistrement de Deux-Montagnes.

5. Le texte intégral de l'article 422 de la Loi sur les cités et villes se lit comme suit :

« Les rues et ruelles ouvertes au public depuis au moins dix ans deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplies les formalités suivantes :

1) Le Conseil approuve par résolution une description de toutes rues ou ruelles ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article ;

2) Cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la Loi sur le cadastre (chapitre C-1) ;

3) L'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau du registraire de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés ;

4) Le greffier de la municipalité fait publier deux fois dans la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant :

a) le texte intégral du présent article ;

b) une description sommaire des rues ou ruelles concernées ;

c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 ont été accomplies.

Tout droit auquel des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds desdites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard de rues ou ruelles sur lesquelles elle a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes. »

Saint-Eustache, le 25 mars 1992

79259-18-2

*Le greffier,*  
GILLES GOUGEON

## Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

### Accordés

#### André Éric Métras

Par le certificat numéro 92-165 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de André Éric Simoneau, né le 18 septembre 1973, en celui de André Éric Métras.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### Andrew Maxwell Reback

Par le certificat numéro 92-171 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Andrew Maxwell Rapkowski, né le 1<sup>er</sup> novembre 1967, en celui de Andrew Maxwell Reback.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### Andy Bang Seang Cheng

Par le certificat numéro 92-160 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Bang Seang Cheng, né le 5 mai 1971, en celui de Andy Bang Seang Cheng.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### Anya Lee Watson

Par le certificat numéro 92-173 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Anya Lee Mills, née le 19 septembre 1970, en celui de Anya Lee Watson.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### Auxilius Henny Blom

Par le certificat numéro 92-174 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Auxilius Henri Blom, né le 26 octobre 1960, en celui de Auxilius Henny Blom.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### Betty Keoroghlian

Par le certificat numéro 92-132 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Barkivouhie Keoroghlian, née le 5 septembre 1970, en celui de Betty Keoroghlian.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### Caroline Nha-Phuong TranMinh

Par le certificat numéro 92-162 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Nha-Phuong TranMinh, née le 17 mars 1968, en celui de Caroline Nha-Phuong TranMinh.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### Cécilia Sun-Ny Mach

Par le certificat numéro 92-135 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Sun-Ny To, née le 25 août 1969, en celui de Cécilia Sun-Ny Mach.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### Clairette Yvette Désormiers

Par le certificat numéro 92-134 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Clairette Yvette Désormiers, née le 30 décembre 1922, en celui de Clairette Yvette Désormiers.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### Cynthia Sophie Pauline Morin

Par le certificat numéro 92-124 du 24 mars 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Cynthia Sophie Pauline Dubois, née le 28 mai 1973, en celui de Cynthia Sophie Pauline Morin.

Sainte-Foy, le 31 mars 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Eden Gayle Seal

Par le certificat numéro 92-167 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Eden Gayle Barmash, née le 3 octobre 1973, en celui de Eden Gayle Seal.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### France Morin

Par le certificat numéro 92-150 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Providence Lemay-Dit-Morin, née le 7 mars 1971, en celui de France Morin.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Heather Jessie Hélène Massé

Par le certificat numéro 92-154 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Heather Jessie Massey, née le 18 mai 1942, en celui de Heather Jessie Hélène Massé.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Hung Chet Truong

Par le certificat numéro 92-129 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Hung Chet Tran, né le 14 août 1958, en celui de Hung Chet Truong.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Ioana Maria Danet

Par le certificat numéro 92-156 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Ioana Maria Dancescu, née le 2 septembre 1966, en celui de Ioana Maria Danet.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Jean Patrick Lanctôt

Par le certificat numéro 92-142 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Jean Patrick Saint-Denis, né le 3 septembre 1968, en celui de Jean Patrick Lanctôt.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Joseph Berchmans Pierre-David Tremblay

Par le certificat numéro 92-146 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Berchmans Pierre-David Paquin, né le 18 décembre 1972, en celui de Joseph Berchmans Pierre-David Tremblay.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Joseph Claude Michel Langlois

Par le certificat numéro 92-137 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Claude Michel Sévigny, né le 11 novembre 1956, en celui de Joseph Claude Michel Langlois.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Joseph Daniel Sylvain Jean Champagne

Par le certificat numéro 92-177 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Daniel Sylvain Jean Dubois dit Champagne, né le 20 mai 1964, en celui de Joseph Daniel Sylvain Jean Champagne.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Joseph David Tremblay

Par le certificat numéro 92-145 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph David Paquin, né le 5 avril 1944, en celui de Joseph David Tremblay.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### **Joseph Fernand Jamil Assaly-Lessard**

Par le certificat numéro 92-168 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph-Fernand-Jamil Assaly, né le 17 février 1966, en celui de Joseph Fernand Jamil Assaly-Lessard.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### **Joseph Georges Henri Emmanuel Champagne**

Par le certificat numéro 92-175 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Georges Henri Emmanuel Dubois, né le 14 mars 1943, en celui de Joseph Georges Henri Emmanuel Champagne.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### **Joseph Gérard Alexandre Éric Massé**

Par le certificat numéro 92-166 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Gérard Éric Massé, né le 21 mai 1969, en celui de Joseph Gérard Alexandre Éric Massé.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### **Joseph Gilles Gaston Réjean Boulay**

Par le certificat numéro 92-164 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph-Gilles-Gaston-Réjean Boulette dit Boulay, né le 24 mai 1968, en celui de Joseph Gilles Gaston Réjean Boulay.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### **Joseph Henri Jean Louis Desrochers**

Par le certificat numéro 92-130 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph-Henri-Louis Desrochers, né le 21 juin 1929, en celui de Joseph Henri Jean Louis Desrochers.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### **Joseph Jean Jules Gilles Raymond Champagne**

Par le certificat numéro 92-158 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph-Jean-Jules-Raymond Champagne, né le 28 mars 1925, en celui de Joseph Jean Jules Gilles Raymond Champagne.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### **Joseph Jean Paul Mario Gagné**

Par le certificat numéro 92-138 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Jean Paul Mario Jacques, né le 19 novembre 1962, en celui de Joseph Jean Paul Mario Gagné.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### **Joseph Jocelyn Pierre Champagne**

Par le certificat numéro 92-176 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Jocelyn Pierre Dubois dit Champagne, né le 18 juin 1965, en celui de Joseph Jocelyn Pierre Champagne.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### **Joseph Noël Grant Harry Baillargeon**

Par le certificat numéro 92-131 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Grant Harry Partridge, né le 25 décembre 1964, en celui de Joseph Noël Grant Harry Baillargeon.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718 *Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Joseph Ovila Benoit Nantel

Par le certificat numéro 92-141 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Ovila Benoit Gingras, né le 21 avril 1967, en celui de Joseph Ovila Benoit Nantel.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718 *Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Lillian Winnifred Travers

Par le certificat numéro 92-155 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Winnifred Lillian Di Stasio, née le 15 mai 1933, en celui de Lillian Winnifred Travers.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718 *Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Marie Annie Gallichand

Par le certificat numéro 92-159 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Anne Gallichand, née le 20 mai 1959, en celui de Marie Annie Gallichand.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718 *Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Marie Antoinette Nathalie Cyr

Par le certificat numéro 92-148 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Antoinette Cyr, née le 26 novembre 1952, en celui de Marie Antoinette Nathalie Cyr.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718 *Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Marie Carmel Terry David

Par le certificat numéro 92-151 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Carmel Thérèse David, née le 5 mars 1937, en celui de Marie Carmel Terry David.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718 *Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Marie Claude Lapierre

Par le certificat numéro 92-157 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Claude Dubé, née le 20 janvier 1964, en celui de Marie Claude Lapierre.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718 *Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Marie Gisèle Ghislaine Faucher

Par le certificat numéro 92-170 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Gisèle Ghislaine Faucher, née le 18 novembre 1940, en celui de Marie Gisèle Ghislaine Faucher.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

3718 *Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Marie Huguette Nicole Laplante

Par le certificat numéro 92-144 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Huguette Laplante, née le 17 septembre 1947, en celui de Marie Huguette Nicole Laplante.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718 *Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Marie Jeanne Anita Dupuis

Par le certificat numéro 92-143 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Jeanne Dupuis, née le 21 février 1928, en celui de Marie Jeanne Anita Dupuis.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718 *Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Marie Julie Sylvie Champagne

Par le certificat numéro 92-178 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Julie Sylvie Dubois dit Champagne, née le 9 décembre 1966, en celui de Marie Julie Sylvie Champagne.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

3718

### Marie Lise Nathalie Tatiana Lefrançois

Par le certificat numéro 92-139 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Lise Nathalie Lefrançois, née le 29 octobre 1963, en celui de Marie Lise Nathalie Tatiana Lefrançois.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

3718

### Marie Madeleine Lily Poliquin

Par le certificat numéro 92-169 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Madeleine Liette Poliquin, née le 15 février 1958, en celui de Marie Madeleine Lily Poliquin.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

3718

### Marie Nadine Apollon-Cabana

Par le certificat numéro 92-161 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Nadine Charron Cabana, née le 8 avril 1973, en celui de Marie Nadine Apollon-Cabana.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

3718

### Marie Paule Lise Andrée Lyne Beauchamp

Par le certificat numéro 92-163 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Paule Lise Andrée Lyne Beauchamp, née le 10 septembre 1961, en celui de Marie Paule Lise Andrée Lyne Beauchamp.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

3718

### Marie Sylvie Louise Raymond

Par le certificat numéro 92-153 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Sylvie Louise Normandeau, née le 12 mai 1948, en celui de Marie Sylvie Louise Raymond.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

3718

### Marie Thérèse Juliette Villeneuve

Par le certificat numéro 92-152 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Thérèse Villeneuve, née le 29 janvier 1932, en celui de Marie Thérèse Juliette Villeneuve.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

3718

### Marie Yvette Yane Brassard

Par le certificat numéro 92-147 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Yvette Brassard, née le 7 septembre 1936, en celui de Marie Yvette Yane Brassard.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

3718

### Mary Stéphanie Jeane Smith

Par le certificat numéro 92-172 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Mary Jean Smith, née le 3 juin 1946, en celui de Mary Stéphanie Jeane Smith.

Sainte-Foy, le 7 avril 1992

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

3718

### Noella Natalina Giovannina D'Amico

Par le certificat numéro 92-140 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Maddalena Giovannina D'Amico, née le 24 décembre 1925, en celui de Noella Natalina Giovannina D'Amico.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

3718

### Philippe de Medeiros Pires

Par le certificat numéro 92-125 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Filipe Pires, né le 26 septembre 1964, en celui de Philippe de Medeiros Pires.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Pierre Boutros Youssef Elias

Par le certificat numéro 92-126 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Boutros Youssef Elias, né le 19 juillet 1957, en celui de Pierre Boutros Youssef Elias.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Sasha Dean Bhïyan

Par le certificat numéro 92-133 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Shahriar Bhuiyan, né le 1<sup>er</sup> octobre 1967, en celui de Sasha Dean Bhïyan.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Steven Bang Chhun Cheng

Par le certificat numéro 92-127 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Bang Chhun Cheng, né le 7 juillet 1966, en celui de Steven Bang Chhun Cheng.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Timothy Karl Walton

Par le certificat numéro 92-128 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Timothy Karl Flewelling, né le 21 janvier 1959, en celui de Timothy Karl Walton.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Vicky Morin

Par le certificat numéro 92-149 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Richère Lemay-Dit-Morin, née le 10 mars 1970, en celui de Vicky Morin.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Wayne Douglas Braithwaite

Par le certificat numéro 92-136 du 2 avril 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Wayne Douglas Ross, né le 31 janvier 1941, en celui de Wayne Douglas Braithwaite.

Sainte-Foy, le 6 avril 1992

3718

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

### Demandes

#### Amwar Nayeem Ahmed

Prenez avis que Amwar Nayeem Ahmed, domicilié au 2195, avenue Melrose, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Anwar Nayeem Ahmed MCEntee.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Montréal, le 14 avril 1992

79260-18-2

*Le requérant,*  
AMWAR NAYEEM AHMED

#### Berthe Jacqueline Mabel Carol Bengivengo

Prenez avis que Berthe Jacqueline Mabel Carol Bengivengo, domiciliée au 532, Bellefeuille, Lavaltrie, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Christine Bengivengo.

Montréal, le 16 avril 1992

79293-18-2

*La requérante,*  
BERTHE JACQUELINE MABEL  
CAROL BENGIVENGO

#### Charles Auguste Lambert

Prenez avis que Charles Auguste Lambert, domicilié au 495, rue Loranger, appartement 102, Saint-Jérôme, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Auguste Charles Roy.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Saint-Jérôme, le 7 avril 1992

79191-17-2

*Les procureurs du requérant,*  
SAULNIER, TRÉPANIÉ & ASS.

### Dany Turcotte

Prenez avis que Dany Turcotte, domiciliée au 132, Bergeron, Bromptonville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ann-Marie Nadeau.

Bromptonville, le 1<sup>er</sup> avril 1992

79195-17-2

*La requérante,*  
DANY TURCOTTE

### Darlene Brown

Prenez avis que Darlene Brown, domiciliée au 362, rue Knowlton, LaSalle, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Chynna Darlene Brown,

LaSalle, le 6 avril 1992

79192-17-2

*Le procureur de la requérante,*  
DANIEL DEMONTIGNY, notaire

### Fleurette Garant

Prenez avis que Fleurette Garant, domiciliée au 1050, Champlain, appartement 3, Sherbrooke, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Laurette Garant.

Sherbrooke, le 1<sup>er</sup> avril 1992

79153-17-2

*La requérante,*  
FLEURETTE GARANT

### François Bérubé

Prenez avis que François Bérubé, domicilié au 565, Bruges, appartement 106, Longueuil, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de François Sharp.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Longueuil, le 8 avril 1992

79262-18-2

*Le procureur du requérant,*  
MONIQUE WISTAFF, notaire

### Frederick Smith

Prenez avis que Frederick Smith, domicilié au 520, rue Gordon, Verdun, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Frederico Rosettani.

Verdun, le 6 avril 1992

79291-18-2

*Le requérant,*  
FREDERICK SMITH

### Jean Rivest

Prenez avis que Jean Rivest, domicilié au 259, rue Beaudry Sud, Joliette, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Réjean Rivest.

Joliette, le 14 avril 1992

79286-18-2

*Les procureurs du requérant,*  
DUPONT LANDREVILLE & ASSOCIÉS

### Jean-Baptiste-Antoine Lafleur

Prenez avis que Jean-Baptiste-Antoine Lafleur, domicilié au 851, 5<sup>e</sup> Avenue, Val-d'Or, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph-Jean Lafleur.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Rouyn-Noranda, le 13 avril 1992

79167-17-2

*Le procureur du requérant,*  
GUSTAVE TASCHEREAU, notaire

### Jocelyn Noiret

Prenez avis que Jocelyn Noiret, domicilié au 86B, de Laperrière, Boucherville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jocelyn Noiret-Collin.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Longueuil, le 9 avril 1992

79232-18-2

*Les procureurs du requérant,*  
LAFONTAINE, PARADIS & LESSARD

**Joseph Charles Guy Currier**

Prenez avis que Joseph Charles Guy Currier, domicilié au 93, Mulberry, Dollard-des-Ormeaux, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Charles Guy Currier.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Dollard-des-Ormeaux, le 8 avril 1992

79193-17-2

*Le requérant,*  
JOSEPH CHARLES GUY CURRIER

**Joseph Gilbert**

Prenez avis que Joseph Gilbert, domicilié au 915, rue Thibault, Ascot, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Gilbert Lachance.

Ce changement affectera aussi son épouse Monique Glaude.

Sherbrooke, le 30 mars 1992

79171-17-2

*Le procureur du requérant,*  
FRANCINE GLADU, *avocate*

**Joseph Lucien Venard**

Prenez avis que Joseph Lucien Venard, domicilié au 4041, rue Ontario Est, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Lucien Menard.

Montréal, le 9 avril 1992

79252

*Le requérant,*  
JOSEPH LUCIEN VENARD

**Julie Blouin**

Prenez avis que Julie Blouin, domiciliée à Godbout, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Julie Vaillancourt.

Baie-Comeau, le 6 avril 1992

79151-17-2

*Le procureur de la requérante,*  
ME FRANÇOIS WULLAERT

**Karine Tremblay**

Prenez avis que Karine Tremblay, domiciliée au 702, des Crécerelles, Chicoutimi, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Carine Tremblay.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Chicoutimi, le 8 avril 1992

79174-17-2

*La requérante,*  
KARINE TREMBLAY

**Klemento Shtevi**

Prenez avis que Klemento Shtevi, domicilié au 1062, rue Saint-Aubin, Saint-Laurent, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jack Shtevi.

Saint-Laurent, le 13 avril 1992

79287-18-2

*Le procureur du requérant,*  
DIANE DUNN, *avocate*

**Manon Boies**

Prenez avis que Manon Boies, domiciliée au 328, rue Sainte-Élisabeth, Chicoutimi, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Manon Gagnon.

Ce changement de nom affectera également les actes de naissance et de baptême de ses enfants Christine Tremblay et de Joël Boies.

Chicoutimi, le 6 avril 1992

79152-17-2

*Les procureurs de la requérante,*  
PERIGNY, BEAULIEU, VÉZINA,  
GAUTHIER & VACHON

**Marguerite Brisson**

Prenez avis que Marguerite Brisson, domiciliée au 2002, Champigny Ouest, Sainte-Foy, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Margot Brisson.

Sainte-Foy, le 15 avril 1992

79292-18-2

*La requérante,*  
MARGUERITE BRISSON

**Maria Giovanna Vincelli**

Prenez avis que Maria Giovanna Vincelli, domiciliée au 7, Maple Crest, Léry, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Johanne Vincelli.

Aucune autre personne n'est affectée par ce changement de nom.

Ville Mercier, le 27 janvier 1992

79194-17-2

*Le procureur de la requérante,*  
FRANCE MORIN, *avocate*

### Marie Alice Christiane Aubé

Prenez avis que Marie Alice Christiane Aubé, domiciliée au 958, 2<sup>e</sup> Avenue, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Alice Christiane Dupuis.

Québec, le 7 avril 1992

79170-17-2

*Le procureur de la requérante,*  
GAÉTAN MARINEAU, *avocat*

### Marie Nicole Suzanne Mathé

Prenez avis que Marie Nicole Suzanne Mathé, domiciliée au 488, rue Nicolet, Gatineau, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Nicole Suzanne Desormeaux.

Hull, le 14 avril 1992

79289-18-2

*Le procureur de la requérante,*  
ÉRIC GAGNON, *avocat*

### Marie-Claire Habbott

Prenez avis que Marie-Claire Habbott, domiciliée au 140, village Saint-Pierre, Joliette, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie-Claire Abbott.

Joliette, le 14 avril 1992

79288-18-2

*Les procureurs de la requérante,*  
DUPONT LANDREVILLE & ASSOCIÉS

### Marie-Florence-Wilhelmine Paradis

Prenez avis que Marie-Florence-Wilhelmine Paradis, domiciliée au 656, rue Chabanel, Chicoutimi, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Fleur-Ange Florence Wilhelmine Paradis.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Chicoutimi, le 9 avril 1992

79263-18-2

*La requérante,*  
MARIE FLORENCE WILHELMINE PARADIS

### Marie-Francine Tremblay

Prenez avis que Marie-Francine Tremblay, domiciliée au 2108, rue Évangéline, Jonquière, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie France Guilbault.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Jonquière, le 9 avril 1992

79175-17-2

*La requérante,*  
MARIE-FRANCINE TREMBLAY

### Maron Sok

Prenez avis que Maron Sok, domicilié au 1160, rue Villeray, appartement 26, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Maron Phan.

Ce changement affectera aussi son fils, Masophin Sok, pour celui de Masophin Phan.

Montréal, le 9 avril 1992

79261-18-2

*Le requérant,*  
MARON SOK

### Nathalie Picard

Prenez avis que Nathalie Picard, domiciliée au 5881, Cartier, appartement 6, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Nathalie-Jade Picard.

Montréal, le 1<sup>er</sup> avril 1992

79173-17-2

*La requérante,*  
NATHALIE PICARD

### Nicolas Montreuil

Prenez avis que Nicolas Montreuil, domicilié au 3799, rue de Belfort, Jonquière, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Paul Perron.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Jonquière, le 6 avril 1992

79150-17-2

*Les procureurs du requérant,*  
FILLION, DUROCHER & GRAVEL

**Présentine Jeannotte**

Prenez avis que Présentine Jeannotte, domiciliée au 1826, rue Gareau, Longueuil, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Claudette Jeannotte.

Longueuil, le 15 avril 1992

79328-18-2

*La requérante,*  
PRÉSENTINE JEANNOTTE

**Rachel Surch**

Prenez avis que Rachel Surch, domiciliée au 59, rue Lanctôt, appartement 15, Hull, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Laura Rachel Lachapelle.

Hull, le 10 avril 1992

79290-18-2

*Les procureurs de la requérante,*  
LAUZON-GRONDIN, THÉBERGE,  
ROSS ET GAUVREAU

**Vo Tri Dung**

Prenez avis que Vo Tri Dung, domicilié au 70, avenue Wicksteed, Mont-Royal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Vo Tri Dung (Dan).

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Montréal, le 10 avril 1992

79244-18-2

*Le procureur du requérant,*  
DENYS PELLETIER, notaire

**Code de procédure civile (Article 139)****Guy et Mario Boulianne**

Avis public est, par les présentes, donné que, conformément à un jugement de la Cour supérieure, district d'Alma, rendu le 31 mars 1992 (Dossier no 160-14-00001-852), il sera procédé, le 20 mai 1992 à 14 : 00 heures de l'après-midi, au bureau du notaire soussigné, au numéro 15 de la rue Saint-Antoine, en la cité de Métabetchouan (Tél. : 418-349-3465) à la vente à l'enchère et à l'adjudication publiques de l'immeuble appartenant aux mineurs Guy et Mario Boulianne et désigné comme suit, savoir :

**Désignation**

Deux tiers (2/3) indivis d'un terrain ou emplacement situé en la municipalité de Saint-Bruno, comté Lac-Saint-Jean, division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Est, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro onze-D (ptie 11-D), du rang quatre, du

cadastre officiel du canton de Labarre, mesurant, mesures anglaises, quarante-cinq pieds (45 pi) de front plus ou moins, sur toute la profondeur qu'il y a de la rue Saint-Alphonse jusqu'au terrain appartenant à monsieur Joseph-Louis Tremblay ou représentants, et borné comme suit : en front vers l'est par la rue Saint-Alphonse ; en arrière à l'ouest par le terrain appartenant à monsieur Joseph-Louis Tremblay ou représentants ; au nord par le terrain de monsieur Louis-Joseph Desbiens ou représentants et au sud par celui appartenant à monsieur J.A. Labrecque ou représentants.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet aux droits concédés suivant titres dûment enregistrés.

Pour les conditions, s'adresser au notaire soussigné.

Métabetchouan, le 16 avril 1992

79345

*Le procureur,*  
RÉGIS BRASSARD, notaire,  
15, rue Saint-Antoine  
Métabetchouan, G0W 2A0

## Compagnies (Partie IA) — Loi sur les

### Délivrance d'un certificat de constitution

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2949-0307 2949-0307 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Québec
2949-0315 2949-0315 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Québec
2949-0323 2949-0323 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Saint-Hyacinthe
2949-0331 2949-0331 QUÉBEC INC.	1992 04 02	Saint-Maurice
2949-0356 2949-0356 QUÉBEC INC.	1992 04 02	Québec
2949-0372 2949-0372 QUÉBEC INC.	1992 04 02	Québec
2949-0380 2949-0380 QUÉBEC INC.	1992 04 02	Québec
2949-0398 2949-0398 QUÉBEC INC.	1992 04 02	Sainte-Foy
2949-0463 2949-0463 QUÉBEC INC.	1992 04 03	Québec
2949-0497 2949-0497 QUÉBEC INC.	1992 04 03	Québec
2951-0567 2951-0567 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Terrebonne
2951-0575 2951-0575 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Joliette
2951-0583 2951-0583 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Laval
2951-0591 2951-0591 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal
2951-1391 2951-1391 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Saint-Hyacinthe
2951-1425 2951-1425 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal
2951-1433 2951-1433 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2951-1631 2951-1631 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal
2951-2050 2951-2050 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal
2951-2076 2951-2076 QUÉBEC INC.	1992 04 15	Saint-François
2951-2084 2951-2084 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal
2951-2092 2951-2092 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Laval
2951-2308 2951-2308 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Joliette
2951-2316 2951-2316 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal
2951-2324 2951-2324 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Laval
2951-2332 2951-2332 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Laval
2951-2357 2951-2357 QUÉBEC INC.	1992 03 26	Montréal
2951-2365 2951-2365 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Longueuil
2951-2381 2951-2381 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Laval
2951-2456 2951-2456 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Longueuil
2951-2464 2951-2464 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Saint-Hyacinthe
2951-2472 2951-2472 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Montréal
2951-2498 2951-2498 QUÉBEC INC.	1992 04 02	Montréal
2951-2605 2951-2605 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Richelieu
2951-2704 2951-2704 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Joliette
2951-2712 2951-2712 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal
2951-2720 2951-2720 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2951-2753 2951-2753 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal
2951-2761 2951-2761 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Bedford
2951-2779 2951-2779 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal
2951-2787 2951-2787 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal
2951-2803 2951-2803 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Montréal
2951-2811 2951-2811 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Terrebonne
2951-2829 2951-2829 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal
2951-2837 2951-2837 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal
2951-2845 2951-2845 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Laval
2951-2852 2951-2852 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Terrebonne
2951-2860 2951-2860 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Saint-Hyacinthe
2951-2878 2951-2878 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Laval
2951-2886 2951-2886 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Beauce
2951-2894 2951-2894 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Chicoutimi
2951-2902 2951-2902 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Saint-François
2951-2910 2951-2910 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Montréal
2951-2928 2951-2928 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Longueuil
2951-2936 2951-2936 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Montréal
2951-3009 2951-3009 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal
2951-3017 2951-3017 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2951-3025 2951-3025 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal
2951-3033 2951-3033 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Montréal
2951-3058 2951-3058 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Laval
2951-3108 2951-3108 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Laval
2951-3116 2951-3116 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Saint-Maurice
2951-3124 2951-3124 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Rimouski
2951-3132 2951-3132 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Terrebonne
2951-3181 2951-3181 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Longueuil
2951-3207 2951-3207 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Beauharnois
2951-3215 2951-3215 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Roberval
2951-3231 2951-3231 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Terrebonne
2951-3249 2951-3249 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Montréal
2951-3256 2951-3256 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Saint-Hyacinthe
2951-3264 2951-3264 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Bedford
2951-3272 2951-3272 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Saint-François
2951-3298 2951-3298 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Trois-Rivières
2951-3314 2951-3314 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Montréal
2951-3322 2951-3322 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Montréal
2951-3355 2951-3355 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Roberval
2951-3363 2951-3363 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2951-3397 2951-3397 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Laval
2951-3405 2951-3405 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Montréal
2951-3413 2951-3413 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Laval
2951-3421 2951-3421 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Montréal
2951-3454 2951-3454 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Saint-Hyacinthe
2951-3462 2951-3462 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Beauharnois
2951-3470 2951-3470 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Saint-François
2951-3504 2951-3504 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Terrebonne
2951-3538 2951-3538 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Montréal
2951-3587 2951-3587 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Montréal
2951-3637 2951-3637 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Montréal
2951-3660 2951-3660 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Beauharnois
2951-3702 2951-3702 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Montréal
2951-3710 2951-3710 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Montréal
2951-3728 2951-3728 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Terrebonne
2951-3736 2951-3736 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Beauharnois
2951-3769 2951-3769 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Montréal
2951-3900 2951-3900 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Terrebonne
2951-3918 2951-3918 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Saint-Hyacinthe
2952-8288 2952-8288 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Beauce

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District Judiciaire
2952-8312 2952-8312 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Québec
2952-8320 2952-8320 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Québec
2952-8791 2952-8791 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Québec
2952-8809 2952-8809 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Québec
2952-8874 2952-8874 QUÉBEC INC.	1992 03 30	Baie-Comeau
2952-8999 2952-8999 QUÉBEC INC.	1992 04 02	Québec
2952-9922 2952-9922 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Québec
2952-9930 2952-9930 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Montmagny
2952-9955 2952-9955 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Saint-François
2952-9963 2952-9963 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Saint-François
2952-9971 2952-9971 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Kamouraska
2952-9989 2952-9989 QUÉBEC INC.	1992 03 31	Montréal
2953-1274 2953-1274 QUÉBEC INC.	1992 04 02	Québec
2953-1290 2953-1290 QUÉBEC INC.	1992 04 02	Québec
2953-1332 2953-1332 QUÉBEC INC.	1992 04 03	Québec
2951-3546 ACS ANDOVER MONTRÉAL INC.	1992 03 31	Montréal
2951-3744 AGENCE FINANCIÈRE D'INDOCHINE INC.	1992 04 01	Longueuil
2952-8932 ALARME PROTEC PLUS INC.	1992 05 01	Québec
2951-2977 ALCO-SECUR INC.	1992 03 30	Terrebonne
2951-3199 ALIMENTATION YVES & SYLVIE INC.	1992 03 31	Saint-Hyacinthe

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2951-3389 LES ALIMENTS J.C. MARTIN INC. J.C. MARTIN FOODS INC.	1992 03 31	Montréal
2951-2068 ALIMENTS MIEUX-VIVRE INC.	1992 03 30	Terrebonne
2951-2951 LES ARROSAGES FERTUJET INC.	1992 03 31	Beauharnois
2951-2944 ARTHUR CREVIER INC.	1992 03 31	Longueuil
2951-3348 LES ASCENSEURS L.S.P. INC.	1992 03 31	Montréal
2951-3223 AUGUSTIN CYR INC.	1992 03 31	Montréal
2953-1241 AUTOMOBILES JO-VI INC.	1992 04 02	Québec
2953-1308 A.G.R. LAROCHELLE INC.	1992 04 02	Québec
2953-1365 BERCEZ-VOUS INC.	1992 04 03	Québec
2951-2407 BICYCLETTES A. BENJAMIN INC.	1992 03 31	Iberville
2952-9120 BONBONS DIVIN INC.	1992 03 31	Kamouraska
2951-3173 BRASSERIE N. CARON INC.	1992 03 31	Témiscamingue
2951-2670 BREUVAGE MASKA INC.	1992 03 30	Saint-Hyacinthe
2951-3157 CARRELAGE DESIGN G.P. INC.	1992 03 31	Longueuil
2951-3579 LES CHARPENTES AUDETTE INC.	1992 03 31	Joliette
2952-6977 COGENAR INC.	1992 03 30	Rimouski
2951-1417 COMMUNICATIONS T.H.R.I.L.L. INC.	1992 03 31	Montréal
2949-0489 CONCEPTION P.M.E. DE BEAUCE INC.	1992 04 03	Beauce
2951-2431 CONCEPTION UNI-DESIGN INC.	1992 03 31	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2952-9096 CONFECTION MAXIMUM INC.	1992 03 30	Mégantic
2949-0406 CONSEILLERS EN INFORMATIQUE D'AFFAIRES C.I.A. INC.	1992 04 02	Québec
2953-1340 CONSTRUCTION DENIS CHABOT INC.	1992 04 03	Québec
2952-9534 CONSTRUCTION JOCELYN LANGLOIS INC.	1992 03 27	Terrebonne
2949-0471 CONSTRUCTION MULTIBLOCS INC.	1992 04 03	Québec
2951-3645 CONSTRUCTION M.A. CABANA INC.	1992 04 01	Terrebonne
2952-9823 LES CONSTRUCTIONS RÉJEAN DALLAIRE INC.	1992 03 27	Beauce
2952-8254 LES CONSULTANTS INNU MINUENIMU INC.	1992 03 26	Mingan
2951-1383 DÉCOR ZAK INC.	1992 03 30	Montréal
2949-0299 DÉNEIGEMENT ST-AGAPIT J.R. INC.	1992 04 01	Québec
2951-3553 DÉPANNEUR DU CHAMPBOISÉ INC.	1992 03 31	Joliette
2951-1367 LE DÉPANNEUR DU PARC "MAURICIE" INC.	1992 03 30	Saint-Maurice
2949-0455 DISTRIBUTION LABREAU INC.	1992 04 03	Québec
2951-3140 LES DISTRIBUTIONS VILLEMURE INC.	1992 03 31	Longueuil
2952-8858 ECONOTOL INC.	1992 04 01	Québec
2951-3066 ENTREPRISES TRIDOM INC.	1992 03 31	Montréal
2952-9088 ÉQUIPEMENTS P.F.B. INC.	1992 03 30	Drummond
2952-9112 LES EXCAVATIONS ROSAIRE NOËL INC.	1992 04 01	Saint-Hyacinthe
2952-9567 EXPERTISES LAIKA INC.	1992 03 30	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2951-2688 FERME DUL-RO INC.	1992 03 30	Drummond
2951-0559 FERME G.L. BEAULIEU & FILS INC.	1992 03 30	Rimouski
2952-9849 FERME R.S. DUTEAU INC.	1992 03 30	Iberville
2951-3488 FERME STÉLIE INC.	1992 04 01	Saint-Hyacinthe
2952-8296 LES FIBRES DE VERRE DEVCO INC.	1992 04 01	Chicoutimi
2952-8817 FORMUTEL COMMUNICATION INC.	1992 04 01	Québec
2949-0430 GERSYS INC.	1992 04 02	Québec
2951-3447 GESTION ALAIN DE CARUFEL INC.	1992 04 01	Terrebonne
2952-9856 GESTION GAZAILLE INC.	1992 03 31	Montréal
2949-0265 GESTION JOSÉE ROY INC.	1992 04 01	Beauce
2952-8197 GESTION J.S. INC.	1992 04 01	Québec
2952-8213 GESTION SAINT-DUNSTAN INC.	1992 04 01	Québec
2952-9575 GESTION STEIGER INC.	1992 03 30	Bedford
2952-9864 GESTION SUZANNE GAZAILLE INC.	1992 03 31	Montréal
2952-9021 LES GESTIONS FRANCLEM INC.	1992 03 30	Rouyn-Noranda
2949-0364 LE GROUPE BLFB INC.	1992 04 02	Québec
2951-3751 GROUPE CUISI-TECH V.A.C. INC.	1992 04 01	Saint-François
2951-2449 LE GROUPE PUISSANCE TROIS CRÉATION MARKETING INC.	1992 04 01	Longueuil
2951-3512 LE GROUPE SOLO BLUES INC.	1992 04 01	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2952-9872 G. GAZAILLE, CONSTRUCTION INC.	1992 03 31	Montréal
2951-3496 HABITATIONS SAUMATEC INC.	1992 04 01	Laval
2951-2373 LES IMMEUBLES ANDRÉ USEREAU INC.	1992 03 31	Beauharnois
2952-8841 LES IMMEUBLES RAYMONDE GAUDREAU INC.	1992 04 01	Chicoutimi
2951-3280 LES INVESTISSEMENTS N.C. INC.	1992 03 31	Montréal
2951-2399 JARDINAGE J. & M. INC.	1992 03 31	Montréal
2953-1803 J. FRED TRANSPORT INC.	1992 04 03	Gaspé
2951-2415 KATENA RÉNOVATIONS INC.	1992 03 31	Montréal
2951-3439 LOCATION LAJEUNESSE INC.	1992 04 01	Montréal
2951-2340 LOCATION LOMOIS INC.	1992 03 30	Trois-Rivières
2949-0422 LUCAGE TRANSPORT INC.	1992 04 02	Terrebonne
2952-9054 MAÇONNERIE A.B.J. INC.	1992 03 30	Montréal
2952-9583 MAÇONNERIE BERTRAND & JULIEN INC.	1992 03 30	Trois-Rivières
2953-1316 MARANATHA MARKETING INC.	1992 04 02	Québec
2951-2696 LES MENUISERIES LAURENT PROULX ET FILS INC.	1992 03 30	Beauharnois
2951-3595 MODI-PRIX INC.	1992 03 31	Saint-Maurice
2951-3306 NORMAND DE MONTIGNY INC.	1992 04 01	Longueuil
2951-2795 PÊCHERIE C. SAMUËL INC.	1992 03 30	Gaspé
2952-9146 PLACEMENTS DENIS SAMSON INC.	1992 03 31	Québec
2953-1266 LES PLACEMENTS DOSEVIN INC. DOSEVIN HOLDINGS INC.	1992 03 30	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2951-3041 PLACEMENTS JEAN LEMIEUX INC.	1992 03 30	Beauharnois
2952-9153 PLACEMENTS LUC SAMSON INC.	1992 03 31	Terrebonne
2952-9161 PLACEMENTS MICHELLE SAMSON DOEL INC.	1992 03 31	Terrebonne
2952-9138 PLACEMENTS PIERRE SAMSON INC.	1992 03 31	Terrebonne
2951-3330 PLACEMENTS STENIÈLE INC.	1992 03 30	Beauharnois
2951-1375 LES PLACEMENTS SYLVAIN BOYER INC.	1992 03 30	Montréal
2952-9831 POSE DE GYPSE GIROUX INC.	1992 03 27	Beauce
2949-0349 LES PRODUCTIONS EXIT INC.	1992 04 01	Québec
2951-3371 RADIATEUR ST-HILAIRE INC.	1992 03 31	Saint-Hyacinthe
2951-2969 RÉSEAU A.S.Q. INC.	1992 03 30	Montréal
2951-3090 SAFCO CONSTRUCTION INC.	1992 03 31	Laval
2951-2423 SERVICE DE LIMOUSINE V.I.P. NORMAN H. MOORE INC.	1992 03 31	Montréal
2949-0273 SERVICES DE GESTION MICHEL RIOUX INC.	1992 03 31	Québec
2951-3520 SIGG CONSTRUCTION INC.	1992 03 30	Joliette
2951-3561 SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER N.D. INC.	1992 03 31	Joliette
2951-3165 SOCIÉTÉ NIVAC INC.	1992 03 31	Montréal
2951-2738 LES SPÉCIALITÉS D'AUTOS C.C.B. INC.	1992 03 27	Iberville
2951-2746 LES SPÉCIALITÉS D'AUTOS P.B. INC.	1992 03 27	Bedford
2951-2480 LE STUDIO HOPE INC.	1992 04 01	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2951-2993 SURPLUS FLEURISTES S.F. INC. SURPLUS FLORISTS S.F. INC.	1992 03 30	Longueuil
2951-3074 THERMO-NOR INC.	1992 03 31	Chicoutimi
2951-3082 TRANSMISSIONS & DIFFÉRENTIELS YVON LUSSIER INC.	1992 03 31	Saint-Hyacinthe
2949-0505 TRANSPORT A & F BAILLARGEON (QUÉBEC) INC.	1992 04 03	Québec
2949-0257 TRANSPORT J.S. LAMONTAGNE INC.	1992 03 31	Québec
2951-3652 TRANSPORTS DESJARDINS & DURAND INC.	1992 04 01	Joliette
2952-8270 TRANS-COPEAUX L.B. INC.	1992 03 30	Hull
2951-2985 VÉLO CONSEIL P.D.R. INC.	1992 03 30 <sup>A</sup>	Montréal
2952-9179 VILLA STE-CATHERINE INC.	1992 04 01	Montréal
2951-1409 YVES PATRY PLOMBERIE-CHAUFFAGE INC.	1992 03 30	Rouyn-Noranda

*L'Inspecteur général des  
institutions financières,  
JEAN-MARIE BOUCHARD*

3709

#### Délivrance d'un certificat de continuation

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1261-9805 CENTRE-JOIE STE-THÉRÈSE INC.	1969 07 25	1992 03 25	CENTRE JOIE SAINTE-THÉRÈSE INC.
1347-4259 LA COMPAGNIE DE PLOMBERIE ET CHAUFFAGE SAUL BLACK INC.	1972 06 23	1992 04 01	
1477-5654 LES CONSTRUCTIONS ROBERT HAMEL INC.	1977 05 12	1992 04 02	
1367-8727 LA CORPORATION D'INVESTISSEMENTS CYTCO	1974 04 22	1992 04 01	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1256-1197 ÉQUIPEMENT DE SÉCURITÉ SAFETY SUPPLY INC.	1939 08 29	1992 03 30	
1631-6358 LES IMMEUBLES CHAR-MONT INC.	1978 11 23	1992 04 02	
1633-9905 LALLIER & LALLIER INC.	1979 02 21	1992 03 31	
1362-8532 MARINA FORTIN INC.	1975 04 11	1992 04 01	LES IMMEUBLES GILLES ET DENIS FORTIN INC.
1118-4256 PARATONNERRES MONTRÉAL INC.	1968 04 01	1992 03 27	supprimant la version: MONTRÉAL LIGHTNING RODS INC.
1355-9992 LES SILENCIEUX DE BEAUCE INC.	1974 04 24	1992 03 31	
1353-1421 VAILLANCOURT & CHOUINARD LTÉE	1966 11 02	1992 03 31	
3710			<i>L'inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

#### Délivrance d'un certificat de fusion

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes :

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2952-8338 2952-8338 QUÉBEC INC.	2166-1202 QUÉBEC INC. RESTAURANT NIC ET PIC INC.	1992 04 01	Iberville
2952-9542 2952-9542 QUÉBEC INC.	2864-7337 QUÉBEC INC. LES IMMEUBLES MARCEL BOUCHER INC.	1992 04 01	Alma
2953-1282 2953-1282 QUÉBEC INC.	2551-4811 QUÉBEC INC. 2429-6105 QUÉBEC INC. AUTOMOBILES ROGER LEBREUX INC.	1992 04 01	Québec
2952-9880 ARNOLD CONSTRUCTION INC.	ARNOLD CONSTRUCTION INCORPORÉE 2536-9505 QUÉBEC INC.	1992 04 01	Mégantic

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2953-1019 CIMENT QUÉBEC INC.	CIMENT QUÉBEC INC. BÉTON CHAMPLAIN INC. PRUD'HOMME LTÉE	1992 04 01	Québec
2952-8304 CIMENT QUÉBEC INC.	CIMENT QUÉBEC INC. VERREAU-FRONTENAC INC. BÉTON MORIN (1990) INC. PRUD'HOMME ET FRÈRES LIMITÉE BÉTON SUPRÊME (1990) INC.	1992 04 01	Québec
2952-9948 DUMONT VINS & SPIRITUEUX INC.	DUMONT VINS & SPIRITUEUX INC. DUMONT VINS & SPIRITUEUX (ATLANTIQUE) INC.	1992 04 01	Saint-Hyacinthe
2952-8833 LES ENTREPRISES Y-BER-PO INC.	2952-4899 QUÉBEC INC. LES ENTREPRISES Y-BER-PO INC.	1992 03 31	Saint-Hyacinthe
2952-9039 LES EXCAVATIONS FRAMCO INC.	LES EXCAVATIONS FRAMCO INC. 2535-6924 QUÉBEC INC.	1992 03 26	Roberval
2952-9591 FERME J.M.L. INC.	LES FORESTIERS SAUVAGEAU & FILS INC. FERME G.P.G. INC.	1992 04 01	Roberval
2949-0414 FOYER SAINTS-ANGES DE HAM-NORD INC.	FOYER SAINTS-ANGES DE HAM-NORD INC. LES ENTREPRISES C.R. LAVERTU INC.	1992 04 01	Saint-François
2952-9047 GESTION P. BELLEFEUILLE INC.	PIERRE BELLEFEUILLE ASSURANCE INC. GESTION PIERRE BELLEFEUILLE INC.	1992 03 31	Laval
2952-9815 MOLSON GASPÉSIE LTÉE	MOLSON MONT-LAURIER LTÉE MOLSON CÔTE NORD LTÉE MOLSON RIVIÈRE-DU-LOUP LTÉE MOLSON VICTORIAVILLE LTÉE MICHEL FULLER LTÉE MOLSON OUTAOUAIS LTÉE MOLSON TROIS-RIVIÈRES LTÉE MOLSON ABITIBI LTÉE MOLSON GASPÉSIE LTÉE MOLSON LÉVIS LTÉE MOLSON (QUÉBEC) LIMITÉE MOLSON ST-HYACINTHE LIMITÉE MOLSON (SHERBROOKE) LIMITÉE MOLSON VALLEYFIELD LIMITÉE	1992 04 01	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2952-8825 SERVICES DE ROULEMENT HARVEY INC.	D.C. INDUSTRIELLE LTÉE SERVICES DE ROULEMENT HARVEY INC.	1992 04 01	Québec
3711			<i>L'inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

#### Délivrance d'un certificat de modification

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes :

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2171-2146 2171-2146 QUÉBEC INC.	1984 06 04	1992 03 30	du district: Drummond
2426-0515 2426-0515 QUÉBEC INC.	1987 01 14	1992 04 01	du district: Longueuil
2524-7115 2524-7115 QUÉBEC INC.	1987 04 21	1992 03 25	de la dénomination sociale: GOUDRON PAGÉ INC.
2536-8028 2536-8028 QUÉBEC INC.	1987 06 26	1992 04 02	de la dénomination sociale: FRAJONARO INC.
2619-7020 2619-7020 QUÉBEC INC.	1988 06 07	1992 03 24	de la dénomination sociale: SOCIÉTÉ MÉRIVEL INC.
2632-8484 2632-8484 QUÉBEC INC.	1988 12 09	1992 03 25	de la dénomination sociale: LES INVESTISSEMENTS LAVOIE-MORIN INC.
2644-8266 2644-8266 QUÉBEC INC.	1989 06 02	1992 04 01	du capital-actions
2748-8634 2748-8634 QUÉBEC INC.	1990 02 15	1992 04 01	du district: Alma
2759-4720 2759-4720 QUÉBEC INC.	1990 06 26	1992 03 30	du district: Laval
2841-0629 2841-0629 QUÉBEC INC.	1990 10 12	1992 04 02	1) de la dénomination sociale: A.B.R. LOCATION D'OUTILS INC. 2) du capital-actions
2848-5670 2848-5670 QUÉBEC INC.	1991 01 07	1992 03 27	de la dénomination sociale: JEAN CLAUDE TAILLON ET ASSOCIÉS INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2855-1513 2855-1513 QUÉBEC INC.	1991 04 08	1992 03 26	de la dénomination sociale: GRAVURE S.E.G. INC.
2856-2023 2856-2023 QUÉBEC INC.	1991 04 09	1992 03 30	1) de la dénomination sociale: TAROY INC. 2) du capital-actions
2856-2965 2856-2965 QUÉBEC INC.	1991 04 23	1992 04 03	du district: Longueuil
2857-2303 2857-2303 QUÉBEC INC.	1991 05 21	1992 04 01	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES C.R. LAVERTU (1992) INC.
2858-2716 2858-2716 QUÉBEC INC.	1991 05 23	1992 03 26	1) de la dénomination sociale: CAFÉ NOUVELLE ANGLETERRE INC. NEW ENGLAND CAFE INC. 2) du district: Montréal 3) du capital-actions 4) des dispositions
2865-6189 2865-6189 QUÉBEC INC.	1991 09 13	1992 03 26	du district: Montréal
2866-8069 2866-8069 QUÉBEC INC.	1991 10 09	1992 03 31	1) de la dénomination sociale: MICROTOINE INC. 2) du district: Terrebonne
2945-5565 2945-5565 QUÉBEC INC.	1991 11 28	1992 03 27	de la dénomination sociale: ASSURANCES PROVOST, JOLY, LEBRUN INC.
2946-1357 2946-1357 QUÉBEC INC.	1991 12 11	1992 03 27	de la dénomination sociale: PLACEMENTS MARCEL MELANÇON INC.
2946-4567 2946-4567 QUÉBEC INC.	1991 12 30	1992 03 30	du district: Richelieu
2946-4575 2946-4575 QUÉBEC INC.	1991 12 30	1992 03 30	1) de la dénomination sociale: GARAGE DENIS ALLARD INC. 2) du district: Bedford
2946-4583 2946-4583 QUÉBEC INC.	1991 12 30	1992 03 30	du district: Québec

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2946-4666 2946-4666 QUÉBEC INC.	1991 12 30	1992 03 27	1) de la dénomination sociale: CONSEILLER FINANCIER VINCENT HALLÉ INC. 2) du district: Saint-François
2946-4674 2946-4674 QUÉBEC INC.	1991 12 30	1992 03 27	du district: Bonaventure
2946-4682 2946-4682 QUÉBEC INC.	1991 12 20	1992 03 27	1) de la dénomination sociale: FERME FARO INC. 2) du district: Saint-François
2946-7487 2946-7487 QUÉBEC INC.	1991 12 23	1992 04 01	de la dénomination sociale: LES GESTIONS M.A. PHILIE INC.
2949-2535 2949-2535 QUÉBEC INC.	1992 03 06	1992 03 23	de la dénomination sociale: PATIO R.G. INC.
2950-9700 2950-9700 QUÉBEC INC.	1992 03 23	1992 04 02	du capital-actions
2952-7280 2952-7280 QUÉBEC INC.	1992 03 24	1992 04 01	de la dénomination sociale: SOCIÉTÉ DE GESTION ANDRÉ MCNEIL INC.
2952-8312 2952-8312 QUÉBEC INC.	1992 04 01	1992 04 03	de la dénomination sociale: J.B. BAILLARGEON EXPRESS (QUÉBEC) INC.
2420-4059 ACTIMUM SERVICES IMMOBILIERS INC.	1986 09 22	1992 04 03	de la dénomination sociale: LA CAPITALE DRUMMONDVILLE (1992) INC.
2172-3259 ALARMES GEAN INC.	1984 07 05	1992 03 27	1) du capital-actions 2) des dispositions
2866-0785 BISCUITS GERRY INC.	1991 09 24	1992 04 02	de la dénomination sociale: LES CONSTRUCTIONS CHASTENAY ET TESSIER INC.
2856-5240 BOIS-FRANC SUPRÊME INC.	1991 04 29	1992 04 01	de la dénomination sociale: LE GROUPE SPORTS-INTER PLUS (DIVISION D'ÉQUIPEMENT DE GYMNASE) INC.
2637-3407 CALOU'ART INC.	1989 02 24	1992 03 26	1) de la dénomination sociale: FERME PAYS BRÛLÉ INC. 2) du district: Richelieu

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2439-3589 CENTRE DE LIQUIDATION DU MEUBLES LIMA LTÉE	1986 08 08	1992 03 27	1) de la dénomination sociale: FERME FRANK C. LIMA INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions
1841-6610 CHAS GUILBAULT INC.	1981 01 01	1992 03 31	du capital-actions
2436-0984 CHRISTIANE LARRIVÉE LTÉE	1986 04 23	1992 03 26	de la dénomination sociale: D. & S. RIOUX LTÉE
2531-8262 CONSOLANTE & DELLI COLLI INC.	1987 10 19	1992 03 27	du capital-actions
2536-4779 LES CONSTRUCTIONS JOCELYN LAVOIE INC.	1987 06 04	1992 03 30	du district: Saint-Hyacinthe
2840-8011 DÉLICATESSE LE PIÉMONTAIS INC.	1990 09 26	1992 04 01	de la dénomination sociale: 2840-8011 QUÉBEC INC.
1627-8418 LES ÉDITIONS GANESHA INC.	1978 07 04	1992 04 01	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 7
2857-1651 ELIO DASSIE INC.	1991 05 27	1992 04 02	du capital-actions
2420-1501 LES ÉMULSIONS FOURNIER & ATLANTIQUE INC.	1986 09 16	1992 03 27	de la dénomination sociale: PLACEMENTS IMMO-JEL INC.
1464-3373 LES ENTREPRISES J.M. BRASSEUR INC.	1976 01 21	1992 03 30	1) du capital-actions 2) des dispositions
2417-3163 LA FERME A.B. ET G. BLACKBURN INC.	1986 06 17	1992 03 30	1) du capital-actions 2) des dispositions
1356-4141 FOYER STE-FAMILLE INC.	1974 07 30	1992 04 01	1) du capital-actions 2) des restrictions à l'activité
2852-2795 LA GANTERIE B.C.L. LTÉE	1991 03 21	1992 03 26	de la dénomination sociale: LA GANTERIE B.C.L. LTÉE B.C.L. GLOVE LTD.
2866-5123 GAUTHIER GUITÉ DAOUST INC.	1991 10 03	1992 04 02	de la dénomination sociale: 2866-5123 QUÉBEC INC.
2324-2340 GESTION 1414 DORCHESTER INC.	1985 07 15	1992 03 27	de la dénomination sociale: ANNIE ARMSTRONG COURTIER INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2438-9983 GESTION FINANCIÈRE RÉCRÉO-TOURISTIQUE MAGOG INC.	1986 07 24	1992 02 25	du district: Longueuil
2857-1669 GESTION GIOVANNI MILOS INC.	1991 05 27	1992 04 02	du capital-actions
2524-0813 GESTION IMMOBILIÈRE CHAMBERLAND & LEDUC INC.	1987 04 03	1992 03 30	du capital-actions
2627-3706 LES GESTIONS IMMOBILIÈRES MARAND INC.	1988 10 19	1992 03 26	de la dénomination sociale: PRODUCTIONS AÉRIENNES JSR INC.
2524-4799 INNOVATION DÉVELOPPEMENT DE PROJETS INC.	1987 04 14	1992 02 25	du district: Longueuil
2749-5142 JEAN-PIERRE POTVIN ASSURANCES (1990) INC.	1990 02 28	1992 03 27	de la dénomination sociale: BILODEAU, LÉONARD ASSURANCES INC.
1111-5037 J. VAILLANCOURT CORPORATION LTÉE	1963 07 11	1992 03 31	du capital-actions
2755-2538 LIMOTION INC.	1990 06 18	1992 03 31	du capital-actions
2859-6435 LUMIÈRE CATALINA CANADA INC.	1991 06 27	1992 03 27	de la dénomination sociale: LUMIÈRES DE CITÉ D.L. (1992) INC. CITY LIGHTS D.L. (1992) INC.
2543-7971 LES OEUFs GAGNÉ (1988) INC.	1988 02 04	1992 04 02	de la dénomination sociale: LES ATELIERS D'USINAGE PIERRE GAGNÉ INC.
2857-3723 PARE BRISE MOBILE J.N. INC.	1991 05 24	1992 03 27	de la dénomination sociale: VITRES D'AUTOS SARTIGAN INC.
2334-6935 PLOMBERIE CHAUFFAGE B.D. INC.	1986 02 05	1992 02 24	de la dénomination sociale: PLOMBERIE CHAUFFAGE B.D. & FILS INC.
2845-6820 LES PORTES ET FENÊTRES RIVE-SUD DU BOULEVARD COUSINEAU INC.	1990 10 30	1992 03 05	du district: Longueuil
2618-4317 PROVINCIAL HYDRAULIQUE INC.	1988 05 10	1992 03 25	de la dénomination sociale: 2618-4317 QUÉBEC INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2950-4545 RANCH DU POULET B J (SOURCES) INC.	1992 03 05	1992 03 30	de la dénomination sociale: 2950-4545 QUÉBEC INC.
2633-4771 RELAIS DE SANTÉ DE LA RIVIÈRE SIMON INC.	1988 12 20	1992 03 05	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 9
2842-1220 RESTAURANT LE CLUB DES PINS INC.	1990 08 28	1992 03 26	de la dénomination sociale: 2842-1220 QUÉBEC INC.
1289-1842 ROGER GAGNÉ LIMITÉE	1963 02 18	1992 03 27	1) du capital-actions 2) des dispositions
1124-3235 SERVICE DE-FREINS MONTRÉAL LIMITÉE	1964 02 26	1992 03 26	1) du capital-actions 2) des dispositions
1472-6699 SOBECO INC.	1976 12 22	1992 04 02	1) de la dénomination sociale: SOBECO ERNST & YOUNG INC. 2) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 10
1646-6658 SYSTÈMES D'ALARME J. MARTEL INC.	1980 07 14	1992 04 01	de la dénomination sociale: 1646-6658 QUÉBEC INC.
1466-1474 TÉLÉBEC LTÉE	1976 06 01	1992 03 27	du capital-actions
2755-0953 TREMBLAY, DEVEAUX & ASSOCIÉS LTÉE	1990 06 15	1992 02 27	de la dénomination sociale: DEVEAUX & ASSOCIÉS LTÉE
2169-8543 WALSH & BRAIS INC.	1984 04 28	1992 03 31	du district: Montréal
2328-6883 (VCD) VISION COMMUNICATION DESIGN INC.	1985 10 10	1992 03 30	de la dénomination sociale: CONDOR MAISON DE COMMERCE INC.

*L'Inspecteur général des  
institutions financières,  
JEAN-MARIE BOUCHARD*

## Compagnies (Partie III) — Loi sur les

### Lettres patentes

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes :

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2952-8908 ASSOCIATION DES FRANCS CAMARADES INC.	1992 04 02	4121, 42 <sup>e</sup> Rue, Montréal
2952-9906 L'ASSOCIATION DES LOISIRS DU QUARTIER DE SNOWDON	1992 04 02	5550, Mc Lynn, Montréal
2949-0448 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU TIERRA DEL SOL INC.	1992 04 03	425, boulevard de Maisonneuve ouest, bureau 1105, Montréal
2860-5616 ASSOCIATION MARIE REINE 664 DE LONGUEUIL INC.	1992 04 02	72, St-Sylvestre, Longueuil
2952-9070 ASSOCIATION PRO-PÊCHE QUÉBEC INC.	1992 04 02	1570, 51 <sup>e</sup> Avenue, Laval Ouest
2952-9914 CENTRE DE ROULI-ROULANT DE BOUCHERVILLE INC.	1992 04 02	490, chemin du Lac, Boucherville
2953-1357 CHEZ AMÉLIE & FRÉDÉRIK	1992 04 03	10650, Élisabeth II, Neufchatel
2952-9195 CLUB AUTO SPORT DE L'OUTAOUAIS	1992 04 03	84, Charlevoix, Hull
2952-9187 CLUB DE JUDO JUDO-TECH	1992 04 03	618, Montée Cortéreal, Fontenelle
2952-9237 CLUB DE VÉLO MCMAS	1992 04 03	433, rue Beauvoir, McMasterville
2952-9617 CLUB DES RIVERAINS DU LAC LAURENT	1992 04 02	95, d'Youville, Chicoutimi
2952-9104 CLUB ESPÉRANCE ST-HUBERT	1992 04 02	3530, Richelieu, bureau 200, Saint-Hubert
2948-8939 COEUR OUVERT DES CANTONS-UNIS	1992 04 03	545, 1 <sup>re</sup> Avenue, Stoneham

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2952-8882 COMITÉ DES LOISIRS DU SECTEUR ST-DAVID	1992 04 02	36, rue Plante, Lévis
2949-0281 CONSORTIUM DE RECHERCHE SUR LA FORÊT BORÉALE COMMERCIALE	1992 04 01	555, boulevard de l'Université, Chicoutimi
2952-9203 CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES AFRICAINS DU QUÉBEC	1992 04 03	3947, avenue Verdun, Verdun
2952-9609 LA CORPORATION DE LA SEIGNEURIE DE L'ISLET-DU-PORTAGE	1992 04 02	3698, chemin Saint-Louis, Sainte-Foy
2952-8247 CORPORATION DE THÉÂTRE R.C. DE SHERBROOKE INC.	1992 04 01	500, rue Parc, Deauville
2953-1258 CORPORATION DES COURSES DE VÉHICULES-MOTEUR DE SAINTE-MARIE	1992 04 02	237, rue Gilbert, Sainte-Marie
2952-8916 DAMES AUXILIAIRES DE L'ORDRE FRATERNEL DES AIGLES AIRE 4236 DE TROIS-RIVIÈRES	1992 04 02	1322, Sainte-Julie, Trois-Rivières
2952-9013 FÉDÉRATION DES FEMMES POLONAISES DU CANADA - MONTRÉAL - CHAPITRE NO. 9 POLISH CANADIAN WOMEN'S FEDERATION OF CANADA - MONTRÉAL - CHAPTER NO. 9 FEDERACJA KOBIET POLSKICH W KANADZIE - OGNIWO NR. 9 W MONTREALU	1992 04 01	2318, avenue Wilson, Montréal
2952-6985 FONDATION ARC DE RÉINSERTION COMMUNAUTAIRE EN SANTÉ MENTALE	1992 04 01	3009, Edouard-Montpetit, app. 1, Montréal
2952-9005 FONDATION RÉSIDENCE SAINT-JOSEPH	1992 04 01	491, route 132, Maria
2952-8866 FONDATION ROTARY SAINTE-FOY	1992 04 02	500, Grande-Allée est, bureau 102, Québec
2953-1373 GESTION FAUNIQUE ESTRIE	1992 04 03	457, rue Parc, Sherbrooke
2952-6993 LA GRANDE FÊTE DE LA MAGIE INC.	1992 04 01	415, rue Lemoyne, bureau 302, Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2952-9625 GROUPE DE RECHERCHE EN ÉCOLOGIE SOCIALE (GRESOC) INC.	1992 04 02	953, rue Cherrier, app. 2, Montréal
2952-8239 GROUPE D'ANIMATION DE L'ÎLOT FLEURIE	1992 04 01	608, St-Vallier est, Québec
2952-9229 JEUNES CONTRE L'USAGE ABUSIF DE LA DROGUE DE MONTRÉAL YOUTH AGAINST DRUG ABUSE OF MONTRÉAL	1992 04 03	4235, Décarie, app. 2, Montréal
2952-8924 LA MAISON DE LA FAMILLE VALLÉE DE LA LIÈVRE	1992 04 02	540, rue Principale, Buckingham
2869-3943 MAISON DE LA PAIX DE LONGUEUIL INC.	1992 04 02	72, rue St-Sylvestre, Longueuil
2952-8890 LES OEUVRES DE MGR. WILLY ROMÉLUS	1992 04 02	12090, 50 <sup>e</sup> Avenue, Rivière des Prairies
2952-9211 PARTENAIRES DE LA FONDATION CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE L'OUTAOUAIS	1992 04 03	116, boulevard Lionel Emond, Hull
2953-1324 REGROUPEMENT DES PÊCHEURS PROFESSIONNELS DES ÎLES-DE-LA- MADELEINE	1992 04 03	Îles-de-la-Madeleine
2952-9898 SENTIER RIVIÈRE-DU-LOUP - TÉMISCOUATA	1992 04 02	Saint-Honoré
2949-0141 SERVICE D'ANIMATION ET DE LOISIRS DU TROISIÈME-ÂGE DE TROIS-RIVIÈRES INC.	1992 04 01	664, rue Bonaventure, Trois-Rivières
2949-0133 SOUTIEN À DOMICILE DES CHENAUX	1992 04 01	90, Rivière à Veillette, Sainte-Geneviève-de-Batiscan
2952-9062 ZINZIN BAROQUE	1992 04 02	5741, Clark, Montréal

**Lettres patentes de fusion (Articles 18 et 224)**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes autorisant la fusion des corporations suivantes :

Dénomination sociale de la nouvelle corporation et sa version	Dénomination sociale des corporations fusionnées	Date de fusion	Siège social
2949-1602 CONSEIL RÉGIONAL DE L'ÂGE D'OR MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	CONSEIL DE L'ÂGE D'OR, RÉGION MONTRÉAL BOURASSA CONSEIL DE L'ÂGE D'OR, RÉGION MONTRÉAL LAC ST-LOUIS CONSEIL DE L'ÂGE D'OR, RÉGION MONTRÉAL CONCORDIA	1992 04 09	7378, rue Lajeunesse, Montréal

*L'inspecteur général des  
institutions financières,  
JEAN-MARIE BOUCHARD*

3726

**Lettres patentes supplémentaires**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes :

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
1272-2732 L'ASSOCIATION DE CHASSE & PÊCHE DU LAC ETCHEMIN INC.	1966 01 20	1992 04 02	de la dénomination sociale: ASSOCIATION DE CHASSE ET PÊCHE DU LAC CARIBOU DE STE-GERMAINE INC.
1363-9778 ASSOCIATION DES MANUFACTURIERS DE FERMES DU QUÉBEC INC.	1975 06 06	1992 04 02	1) de la dénomination sociale: ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES FABRICANTS DE STRUCTURES DE BOIS 2) des objets
2843-1856 ASSOCIATION DES PIONNIERS ET PIONNIÈRES DE REYNOLDS DE BAIE-COMEAU	1990 11 02	1992 04 03	du nombre des administrateurs : 7
1626-2206 L'ASSOCIATION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS DU CÉGEP DE LIMOILOU	1978 05 08	1992 04 03	1) de la dénomination sociale: L'ASSOCIATION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS DU CÉGEP DE LIMOILOU 2) des objets
2628-1543 LES ATELIERS QUATRE SAISONS INC.	1988 11 11	1992 04 01	des objets

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
2428-7757 CORPORATION D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT D'ENTREPRISES JEUNESSE SECTEUR GASCONS-PERCÉ	1987 01 28	1992 04 02	de la dénomination sociale: SERVICE D'AIDE AUX JEUNES ENTREPRENEURS PABOK
2864-7949 REGARD SUR LES MOINS NANTIS DU GRAND NICOLET INC.	1991 09 20	1992 04 02	des objets
2852-9436 RÉSIDENTE LIMOILOU	1991 04 25	1992 04 03	des dispositions
1463-4596 LA SOCIÉTÉ MUSICALE LE MOUVEMENT VIVALDI	1975 12 03	1992 04 02	des objets

*L'Inspecteur général des  
institutions financières,  
JEAN-MARIE BOUCHARD*

3714

## Compagnies (Divers) — Loi sur les

### Dissolution (Article 28)

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accepté de dissoudre chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2324-5186 2324-5186 QUÉBEC INC.	1985 07 25	1992 03 16
2421-3381 2421-3381 QUÉBEC INC.	1986 10 23	1992 03 16
2440-6373 2440-6373 QUÉBEC INC.	1986 09 24	1992 03 16
2527-7930 2527-7930 QUÉBEC INC.	1987 06 30	1992 03 16
2618-8078 2618-8078 QUÉBEC INC.	1988 05 18	1992 03 16
1858-9713 ASSOCIATION DES EMPLOYÉS À POURBOIRES DE LA MAURICIE, A-D-E-P-M	1982 06 28	1992 03 10
1234-1228 LES ASSURANCES ARTHUR DÉSILETS LTÉE	1971 09 13	1992 03 16
1863-3818 CLUB LES DESSALEURS INC.	1982 11 22	1992 03 16
2434-2024 CORPORATION IMMOBILIÈRE DES ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC	1986 01 10	1992 03 16

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2759-5966 DÉPANNEUR RÉJEAN AUBIN INC.	1990 06 28	1992 03 16
2423-2951 ÉLÉVATEURS SOULANGES INC.	1986 10 23	1992 03 16
2530-1045 GESTION 4 G INC.	1987 09 08	1992 03 16
1108-2070 GESTION CLAUDE LESSARD INC.	1969 01 31	1992 03 16
2732-7105 GESTION MARYSE FAUCHER INC.	1989 06 19	1992 03 16
2330-4272 GROUPE DE SOUTIEN AUX INITIATIVES- JEUNESSE DU BAS-RICHELIEU	1985 11 13	1992 03 16
2435-6271 GROUPE D'INTERVENTION EN PSYCHOLOGIE CLINIQUE B.T.B. INC.	1986 04 11	1992 03 16
1230-7823 HÉBERT AJUSTEMENT (JOLIETTE) INC.	1969 11 04	1992 03 16
1233-9065 LES IMMEUBLES ARNAUD LIMITÉE	1969 03 31	1992 03 16
2432-2257 LES IMMEUBLES DEDURO INC.	1987 03 12	1992 03 16
1368-5011 LES INDUSTRIES FAROVAL INC.	1974 06 03	1992 03 16
1151-7851 LANIEL AMUSEMENT INC.	1949 03 10	1992 03 16
1331-8712 LUC BILODEAU INC.	1973 06 04	1992 03 16
1365-3134 MARINE ET SPORT J.G. LEBLANC INC.	1975 05 06	1992 03 16
1276-7802 MOSSÉLAER CONSTRUCTION INC.	1961 10 24	1992 03 16
1201-8743 M. G. MAISONS MOBILES INC.	1970 09 29	1992 03 16
1169-8321 PHILIPPE GOSSELIN LTÉE	1960 02 24	1992 03 16
2740-2965 PROMOTION GÉNIE PHYSIQUE UNIVERSITÉ LAVAL 1991	1989 11 27	1992 03 16
2629-5444 LES SERVICES D'ENTRETIENS H & V INC.	1988 10 19	1992 03 16

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2844-2911 SYNERGIE STRATÉGIE INC.	1990 09 24	1992 03 16
2172-4968 S.O.S MISSION ST-GÉRARD MAGELLA INC.	1984 08 02	1992 03 16
2326-8600 TRANSPORT AZADE DUGUAY INC.	1985 09 11	1992 03 16
1177-5483 TRANSPORT B.C.D. INC.	1962 02 23	1992 03 16
2528-9398 YVON LANDRY INC.	1987 08 05	1992 03 16
3715		

*L'inspecteur général des institutions financières,*  
JEAN-MARIE BOUCHARD

#### Dissolution — Demandes de

##### 2156-2095 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2156-2095 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 14 avril 1992

79329

*La secrétaire de la compagnie,*  
LISE VILLENEUVE

##### 2323-6813 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2323-6813 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 31 mars 1992

79300

*Les procureurs de la compagnie,*  
HEENAN BLAIKIE

##### 2530-7844 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2530-7844 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 13 avril 1992

79254

*Le procureur de la compagnie,*  
SERGIO VENNARI, avocat

##### 2617-5018 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2617-5018 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Laurent, le 14 avril 1992

79297

*Le procureur de la compagnie,*  
BERTRAND SALVAS, notaire

##### 2618-5967 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2618-5967 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Beauharnois, le 10 avril 1992

79299

*Le président,*  
JACQUES HÉBERT

##### 2627-4084 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2627-4084 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Drummondville, le 10 avril 1992

79272

*Le procureur de la compagnie,*  
NATHALIE BLAIS, notaire

**2644-1410 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie «2644-1410 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Bermières, le 17 janvier 1992

79311

*La secrétaire-trésorière,*  
JOHANNE MORIN

**CAFÉ RESTAURANT LE PETIT PIERRE INC**

Prenez avis que la compagnie «CAFÉ RESTAURANT LE PETIT PIERRE INC» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Charlesbourg, le 14 avril 1992

79253

*Le président,*  
PIERRE MICHAUD

**2739-3693 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie «2739-3693 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 31 mars 1992

79301

*Les procureurs de la compagnie,*  
HEENAN BLAIKIE

**CAPSO INC.**

Prenez avis que la compagnie «CAPSO INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Matane, le 21 avril 1992

79335

*Les procureurs de la compagnie,*  
LAVERY, DE BILLY

**ASSOCIATION DES ASSUREURS-VIE DE MONTRÉAL**

Prenez avis que la compagnie «ASSOCIATION DES ASSUREURS-VIE DE MONTRÉAL» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 avril 1992

79338

*Le président,*  
J. FOUCAULT

**CARRIÈRE HAMEL ET FRÈRES INC.**

Prenez avis que la compagnie «CARRIÈRE HAMEL ET FRÈRES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Pierreville, le 20 mars 1992

79336

*Le procureur de la compagnie,*  
HÉLÈNE LUPIEN, notaire

**ASSOCIATION DES GENS DE DAMASSIN À MONTRÉAL INC.**

Prenez avis que la compagnie «ASSOCIATION DES GENS DE DAMASSIN À MONTRÉAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Greenfield Park, le 1<sup>er</sup> avril 1992

79276

*Le vice-président,*  
ANDRÉ HENRY

**CÉLÉBRATIONS CH 91 INC.**

Prenez avis que la compagnie «CÉLÉBRATIONS CH 91 INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 14 avril 1992

79257

*Les procureurs de la compagnie,*  
BYERS CASGRAIN

**BABOR CANADA INC.**

Prenez avis que la compagnie «BABOR CANADA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 14 avril 1992

79312

*Les procureurs de la compagnie,*  
BÉLANGER, SAUVÉ

**CENNAT LTÉE**

Prenez avis que la compagnie «CENNAT LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 avril 1992

79274

*Les procureurs de la compagnie,*  
BÉLANGER, SAUVÉ

**CENTRE CULTUREL ÉGYPTIEN —  
TOI ET LE MOYEN ORIENT,  
LA VOIX DES ÉGYPTIENS AU CANADA**

Prenez avis que la compagnie «CENTRE CULTUREL ÉGYPTIEN — TOI ET LE MOYEN ORIENT, LA VOIX DES ÉGYPTIENS AU CANADA» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 6 février 1992

79270

*Le président,*  
ROBERT CHAMMAS

**CENTRE DE RÉHABILITATION  
DE HAUTERIVE INC.**

Prenez avis que la compagnie «CENTRE DE RÉHABILITATION DE HAUTERIVE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Baie-Comeau, le 15 avril 1992

79305

*Le procureur de la compagnie,*  
JULIE LEBREUX, notaire

**CHAUSSURES SAINTE-CROIX INC.**

Prenez avis que la compagnie «CHAUSSURES SAINTE-CROIX INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Croix, le 15 avril 1992

79332

*Le président,*  
BERNARD LÉPAGE

**CLINIQUE DENTAIRE EMERILLON INC.**

Prenez avis que la compagnie «CLINIQUE DENTAIRE EMERILLON INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Longueuil, le 29 mars 1992

79255

*Le secrétaire de la compagnie,*  
RAYMOND BÉDARD

**CLUB SOCIAL ET RÉCRÉATIF MARK-HOT INC**

Prenez avis que la compagnie «CLUB SOCIAL ET RÉCRÉATIF MARK-HOT INC» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Longueuil, le 10 avril 1992

79247

*Le président,*  
ROLLAND CARRIÈRE

**COFFRE-FORT PROTECTION INC.**

Prenez avis que la compagnie «COFFRE-FORT PROTECTION INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 14 avril 1992

79330

*La secrétaire de la compagnie,*  
LISE VILLENEUVE

**CONSTRUCTION S.T.A. INC.**

Prenez avis que la compagnie «CONSTRUCTION S.T.A. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Longueuil, le 5 mars 1992

79303

*Le président,*  
JEAN-PAUL ST-AMANT

**CROISIÈRES DES FORGES INC.**

Prenez avis que la compagnie «CROISIÈRES DES FORGES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Trois-Rivières-Ouest, le 10 avril 1992

79245

*Pour la compagnie,*  
CHRISTIANE MARTEL, notaire

**DEBAMAS CO. LTD./LTÉE**

Prenez avis que la compagnie «DEBAMAS CO. LTD./LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Blainville, le 9 avril 1992

79248

*Le président,*  
CLAUDE PRONOVOST

**DEBELCO INC.**

Prenez avis que la compagnie «DEBELCO INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal-Nord, le 6 avril 1992

79331

*Le secrétaire-trésorier,*  
PAUL BÉLANGER

**DÉCORATION CARON & FILS LTÉE**

Prenez avis que la compagnie «DÉCORATION CARON & FILS LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Alma, le 15 avril 1992

79298

*Le président,*  
BENOIT CARON

**GESTION HENRI-PAUL JETTÉ INC.**

Prenez avis que la compagnie «GESTION HENRI-PAUL JETTÉ INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Iberville, le 17 avril 1992

79310

*La présidente,*  
CÉCILE JETTÉ

**DISTRIBUTION BOIS-LINE INC.**

Prenez avis que la compagnie «DISTRIBUTION BOIS-LINE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Pointe-du-Lac, le 10 avril 1992

79304

*Le président,*  
RÉJEAN MONTOUR

**GESTION JEAN ACHARD LTÉE**

Prenez avis que la compagnie «GESTION JEAN ACHARD LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Jonquière, le 10 avril 1992

79279

*Le procureur de la compagnie,*  
PIERRE BERNARD BERGERON

**ENTREPRISES WILHELMY LTÉE**

Prenez avis que la compagnie «ENTREPRISES WILHELMY LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 25 mars 1992

79269

*Le trésorier,*  
J. RENÉ WILHELMY

**GESTION MICHEL GROLEAU INC.**

Prenez avis que la compagnie «GESTION MICHEL GROLEAU INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 22 avril 1992

79346

*Les procureurs de la compagnie,*  
DROLET, BUSSIÈRES, BOULANGER ET RACINE

**FONDATION DES ASSUREURS-VIE DE MONTRÉAL**

Prenez avis que la compagnie «FONDATION DES ASSUREURS-VIE DE MONTRÉAL» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 avril 1992

79339

*Le président,*  
J. FOUCAULT

**JEAN ACHARD LTÉE**

Prenez avis que la compagnie «JEAN ACHARD LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Jonquière, le 10 avril 1992

79278

*Le procureur de la compagnie,*  
PIERRE BERNARD BERGERON

**GARAGE CHAMBLY-LEMOYNE INC.**

Prenez avis que la compagnie «GARAGE CHAMBLY-LEMOYNE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Longueuil, le 16 avril 1992

79337

*Le président,*  
REMY L. ROUSSEAU

**JULIEN DÉRY INC.**

Prenez avis que la compagnie «JULIEN DÉRY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sherbrooke, le 14 avril 1992

79334

*Le procureur de la compagnie,*  
CHARLES SAMSON, notaire

**LA SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS DANS  
L'ENTREPRISE QUÉBÉCOISE R.L. LTÉE**

Prenez avis que la compagnie «LA SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS DANS L'ENTREPRISE QUÉBÉCOISE R.L. LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 10 avril 1992

79246

*Les procureurs de la compagnie,*  
McDOUGALL, CARON

**LES ACTIVITÉS SOCIALES ET SPORTIVES  
TROIS-SAUMONS INC.**

Prenez avis que la corporation «LES ACTIVITÉS SOCIALES ET SPORTIVES TROIS-SAUMONS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Jean-Port-Joli, le 7 avril 1992

79271

*Le secrétaire de la corporation,*  
YVES DUBÉ

**LES CIMENTIERIS FRANÇOIS MERCIER INC.**

Prenez avis que la compagnie «LES CIMENTIERIS FRANÇOIS MERCIER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Beauharnois, le 14 avril 1992

79275

*Le président,*  
FRANÇOIS MERCIER

**LES CONSTRUCTIONS HUOT LTÉE**

Prenez avis que la compagnie «LES CONSTRUCTIONS HUOT LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sherbrooke, le 9 avril 1992

79258

*L'administrateur,*  
DENNIS WOOD

**LES ENGRANGEURS INC.**

Prenez avis que la compagnie «LES ENGRANGEURS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 12 avril 1992

79249

*L'administratrice,*  
HÉLÈNE SIMARD

**LES ENTREPRISES COLAB INC.**

Prenez avis que la compagnie «LES ENTREPRISES COLAB INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 17 mars 1992

79307

*La présidente,*  
CÉLINE CÔTÉ

**LES JARDINS LA MOUILLÈRE INC.**

Prenez avis que la corporation «LES JARDINS LA MOUILLÈRE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 23 mars 1992

79267

*Pour la corporation,*  
CLAUDE PRUD'HOMME

**LES PLACEMENTS DU CHENAL LTÉE**

Prenez avis que la corporation «LES PLACEMENTS DU CHENAL LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 23 mars 1992

79268

*Pour la corporation,*  
CLAUDE PRUD'HOMME

**LES PLACEMENTS JEAN-PAUL CLOUTIER INC.**

Prenez avis que la compagnie «LES PLACEMENTS JEAN-PAUL CLOUTIER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 14 avril 1992

79277

*La présidente,*  
GEORGETTE CLOUTIER

**LES RUCHERS DU MIELBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie «LES RUCHERS DU MIELBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 10 avril 1992

79306

*Pour la compagnie,*  
JOCELYNE GREENE

**LÉVEILLÉ LIMITÉE**

Prenez avis que la compagnie «LÉVEILLÉ LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 13 avril 1992

79237

*Les procureurs de la compagnie,*  
MARTINEAU WALKER

**L'ABC DES RELEVAILLES DE ST-FÉLICIEN**

Prenez avis que la compagnie «L'ABC DES RELEVAILLES DE ST-FÉLICIEN» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Félicien, le 8 avril 1992

79251

*L'administratrice,*  
SYLVIE OUELLET

**MAGASINS GÉNÉRAUX ATOMIC INC.  
ATOMIC GENERAL STORES INC.**

Prenez avis que la compagnie «MAGASINS GÉNÉRAUX ATOMIC INC. — ATOMIC GENERAL STORES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 17 mars 1992

79256

*Le secrétaire de la compagnie,*  
SAM SCHWARTZ

**MESSAGERIE GEORGES FILLION INC**

Prenez avis que la compagnie «MESSAGERIE GEORGES FILLION INC» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Bellefeuille, le 9 avril 1992

79250

*Le président,*  
GEORGES FILLION

**MÉTROLITHO INC.**

Prenez avis que la compagnie «MÉTROLITHO INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 15 avril 1992

79234

*Les procureurs de la compagnie,*  
STIKEMAN, ELLIOTT

**NETTOYEUR DE TAPIS L.D.T.M. INC.**

Prenez avis que la compagnie «NETTOYEUR DE TAPIS L.D.T.M. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 13 avril 1992

79302

*Le président,*  
LÉOPOLD DESTROIS MAISONS

**OXYGÈNE SOUDEST INC.**

Prenez avis que la compagnie «OXYGÈNE SOUDEST INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sherbrooke, le 6 avril 1992

79235

*Le secrétaire de la compagnie,*  
LUCIEN LEMAY

**SALON DE BEAUTÉ ROYAL INC.**

Prenez avis que la compagnie «SALON DE BEAUTÉ ROYAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 14 avril 1992

79308

*Le procureur de la compagnie,*  
JEAN LEWIS

**SERVICE CATHOLIQUE D'ANIMATION  
SPIRITUELLE LA LOUANGE**

Prenez avis que la compagnie «SERVICE CATHOLIQUE D'ANIMATION SPIRITUELLE LA LOUANGE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Augustin, le 30 mars 1992

79309

*La présidente,*  
SUZANNE BÉLANGER

**SERVICES FINANCIERS G.B. INC.**

Prenez avis que la compagnie «SERVICES FINANCIERS G.B. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Adèle, le 29 janvier 1992

79273

*Le président,*  
GÉRALD BERTRAND

**SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES RESSOURCES  
DE PETITE RIVIÈRE**

Prenez avis que la compagnie « SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES RESSOURCES DE PETITE RIVIÈRE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Petite-Rivière, le 31 mars 1992

79333

*Le président,*  
DONALD BOUCHARD

Montréal, le 31 décembre 1991

79236

*Les procureurs de la compagnie,*  
LINTEAU, LABERGE, avocats

**VOLUMEX LTÉE**

Prenez avis que la compagnie « VOLUMEX LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 15 avril 1992

79233

*Les procureurs de la compagnie,*  
STIKEMAN, ELLIOTT

**TOITURES ST-MICHEL INC.**

Prenez avis que la compagnie « TOITURES ST-MICHEL INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

**Compagnies étrangères — Loi sur les****Permis de faire affaires (Nouveau permis)**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a émis un nouveau permis autorisant la corporation suivante à faire affaires au Québec :

*Nom de la compagnie ou sa version	Date du permis
**Nom d'emprunt	
2582-9557 *	1992 04 01
RBC DS SERVICES FINANCIERS INC.	

3716

*L'inspecteur général des  
institutions financières,*  
JEAN-MARIE BOUCHARD

**Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les****Changement de leur établissement principal**

Le notaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la société en commandite suivante a changé l'endroit de son établissement principal :

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B-M ENR.	2590, 1 <sup>re</sup> Avenue Shawinigan-Sud G9P 1C1	1986 02 27

3730

*Le notaire adjoint de la Cour supérieure  
du district de Saint-Maurice,*  
PIERRETTE DUFRESNE

**Changement du nombre des commandités**

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la société en commandite suivante a modifié le nombre des commandités:

Raison sociale de la société	Nombre de commandités Nouveau nombre	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B-M ENR.	12	1986 02 27

*Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure  
du district de Saint-Maurice,  
PIERRETTE DUFRESNE*

3731

**Formation**

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BGRD DE L'EAU	1992 04 01	650, avenue de Montbrun Boucherville J4B 5E4

*Le protonotaire de la Cour supérieure,  
district judiciaire de Richelieu,  
GUY CHAMPAGNE*

3727

**Formation**

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GESCOM	1992 04 14	24, rue De Mézy

*Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure,  
district judiciaire de Longueuil,  
DIANE LECLERC*

3728

**Formation**

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DISTRIBUTION KEYSTONE 1 KEYSTONE 1 DISTRIBUTION AND COMPANY LIMITED PARTNERSHIP	1992 04 15	107, Saint-François Lennoxville, QC J3G 1E8

*Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure,  
district judiciaire de Saint-François,  
SOPHIE PROVENCHER*

3729

**Remplacement d'un commandité**

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la société en commandite suivante a remplacé deux (2) commandités et en a ajouté un autre :

Raison sociale de la société	Nouveau commandité	Commandité remplacé	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B-M ENR.	ALAIN BUISSON	GILLES LEFEBVRE	1986 02 27
	LISE MASSICOTTE	PIERRE DURIVAGE	1986 02 27
	SUZANNE TRÉPANIÉ MOITIÉ INDIVISE AVEC CLAUDE PRONOVOST		1986 02 27

*Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure  
du district de Saint-Maurice,  
PIERRETTE DUFRESNE*

3732

**Inspecteur général  
des institutions financières****Assurances — Loi sur les**

**La Prudentielle d'Angleterre,  
Compagnie d'Assurance Générale (Canada)**  
*Modification de permis*

Avis est donné, par les présentes, que le permis d'assureur de La Prudentielle d'Angleterre, Compagnie d'Assurance Générale (Canada) a été modifié et autorise désormais ladite compagnie à pratiquer au Québec les catégories d'assurances suivantes :

- Automobile
- Aviation
- Biens
- Bris des machines
- Garantie
- Responsabilité
- Maritime

Conformément aux exigences du chapitre II, titre IV de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32), l'assureur a été relevé de son obligation de fournir un cautionnement, étant donné qu'il maintient au niveau fédéral un cautionnement jugé équivalent pour les catégories autre que maritime pour laquelle il a déposé un cautionnement d'au moins 50 000 \$ auprès du ministre des Finances.

Le siège social de la compagnie est situé au 141, Adelaide Street West, Toronto, Ontario, M5H 3L9 et son bureau principal au Québec est situé au 1155, rue University, 5<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3B 1R7.

Québec, le 13 avril 1992

*L'inspecteur général des  
institutions financières,  
JEAN-MARIE BOUCHARD*

3723

**Ministères — Avis concernant les****Affaires municipales****Municipalité de Frontenac**

Le ministre des Affaires municipales, monsieur Claude Ryan, donne avis conformément à l'article 281 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) qu'il a approuvé, en date du 27 mars 1992, la résolution numéro 7916 de la municipalité de Frontenac visant l'extension de ses limites territoriales dans l'eau.

Les limites territoriales de cette municipalité sont modifiées par l'ajout du territoire décrit par le ministre de l'Énergie et des Ressources le 22 janvier 1992. Cette description apparaît en annexe.

*Le ministre des Affaires municipales,  
CLAUDE RYAN*

**DESCRIPTION OFFICIELLE DES LIMITES DU TERRITOIRE  
AQUATIQUE PROPOSÉ POUR LA MUNICIPALITÉ DE  
FRONTENAC, DANS LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE  
COMTÉ DU GRANIT**

Un territoire situé en front de la municipalité de Frontenac, dans la municipalité régionale de comté du Granit, comprenant la partie du lac Mégantic et les îles renfermées dans les limites ci-après décrites, à savoir : partant du point de rencontre de la ligne séparative des lots 4 et 5A du rang 1 du cadastre du canton de Ditchfield et de la rive est du lac Mégantic; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes : dans le lac Mégantic, le prolongement de ladite ligne séparative de lots jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 046 850 m N et 272 700 m E; vers le sud-est, une ligne droite jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 042 650 m N et 274 900 m E; vers le sud-est, une ligne droite jusqu'à un point dont les coordonnées sont : 5 042 450 m N et 275 025 m E; une ligne droite suivant un gisement de 180° 00' jusqu'à la ligne séparant le canton de Clinton des cantons de

Marston et de Ditchfield ; vers l'est, ladite ligne séparative de cantons jusqu'à la rive sud-est du lac Mégantic ; enfin, vers le nord-est et dans une direction générale nord, la rive dudit lac jusqu'au point de départ ; lesquelles limites définissent le territoire aquatique proposé pour la municipalité de Frontenac.

Le gisement et les coordonnées ci-dessus sont en référence au système SCOPQ (fuseau 7).

Ministère de l'Énergie et des Ressources  
Service de l'arpentage  
QUÉBEC, le 22 janvier 1992

Préparée par GILLES CLOUTIER,  
arpenteur-géomètre

3722

### Énergie et Ressources

#### CONCERNANT l'interdiction d'aliénation entre vifs

ATTENDU QUE, selon l'article dix (10) de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1), la ministre de l'Énergie et des Ressources prépare un plan de rénovation cadastrale concernant les lots 1 à 60, 122 à 154, 154A, 155 à 159, 1774, 1804 et leurs subdivisions respectives du cadastre du canton de Granby situé dans la division d'enregistrement de Shefford.

ATTENDU QUE, selon l'article quinze (15) de cette loi tel que modifié par le chapitre 22 des lois de 1988, la ministre doit fixer, par avis, une période ne devant pas excéder quinze (15) jours pendant laquelle toute aliénation entre vifs d'un lot visé par l'avis est interdite.

ATTENDU QUE, selon l'article dix-huit (18) de cette loi tel que modifié par le chapitre 22 des lois de 1988, le registraire ne peut, pendant cette période d'interdiction, accepter pour enregistrement un acte comportant l'aliénation entre vifs d'un lot visé par l'avis.

ATTENDU QUE, selon l'article dix-huit (18) de cette loi précitée, la ministre ne peut, pendant cette période, accepter le dépôt d'un plan modifiant un lot visé par l'avis.

ATTENDU QUE l'interdiction sera levée même avant l'expiration de cette période, dès que le plan de rénovation aura été déposé au bureau de la division d'enregistrement.

EN CONSÉQUENCE, conformément à l'article quinze (15) de la loi précitée, nous émettons cet avis :

La période d'interdiction fixée par le présent avis débutera le 11 mai 1992 et se terminera le 25 mai 1992 ou dès le dépôt du plan de rénovation s'il survient avant l'expiration de cette période.

Le territoire visé par l'interdiction comprend les lots 1 à 60, 122 à 154, 154A, 155 à 159, 1774, 1804 et leurs subdivisions respectives du cadastre du canton de Granby situé dans la division d'enregistrement de Shefford.

Québec, le 2 avril 1992

3721

Pour la ministre de  
l'Énergie et des Ressources,  
Par JOCELYNE LEFORT

#### CONCERNANT l'interdiction d'aliénation entre vifs

ATTENDU QUE, selon l'article dix (10) de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1), la ministre de l'Énergie et des Ressources prépare un plan de rénovation cadastrale concernant les lots 109 à 130, 141, 194 à 232, 289 à 300, 633 à 637, 653 à 656, 658, 659, 664, 675, 954, 955, Bloc 3, Bloc 4 et d'une partie des lots 630 (chemin de fer), 648, 665, 676 et leurs subdivisions respectives du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane situé dans la division d'enregistrement de Matane.

ATTENDU QUE, selon l'article quinze (15) de cette loi tel que modifié par le chapitre 22 des lois de 1988, la ministre doit fixer, par avis, une période ne devant pas excéder quinze (15) jours pendant laquelle toute aliénation entre vifs d'un lot visé par l'avis est interdite.

ATTENDU QUE, selon l'article dix-huit (18) de cette loi tel que modifié par le chapitre 22 des lois de 1988, le registraire ne peut, pendant cette période d'interdiction, accepter pour enregistrement un acte comportant l'aliénation entre vifs d'un lot visé par l'avis.

ATTENDU QUE, selon l'article dix-huit (18) de cette loi précitée, la ministre ne peut, pendant cette période, accepter le dépôt d'un plan modifiant un lot visé par l'avis.

ATTENDU QUE l'interdiction sera levée même avant l'expiration de cette période, dès que le plan de rénovation aura été déposé au bureau de la division d'enregistrement.

EN CONSÉQUENCE, conformément à l'article quinze (15) de la loi précitée, nous émettons cet avis :

La période d'interdiction fixée par le présent avis débutera le 11 mai 1992 et se terminera le 25 mai 1992 ou dès le dépôt du plan de rénovation s'il survient avant l'expiration de cette période.

Le territoire visé par l'interdiction comprend les lots 109 à 130, 141, 194 à 232, 289 à 300, 633 à 637, 653 à 656, 658, 659, 664, 675, 954, 955, Bloc 3, Bloc 4 et d'une partie des lots 630 (chemin de fer), 648, 665, 676 et leurs subdivisions respectives du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane situé dans la division d'enregistrement de Matane.

Québec, le 2 avril 1992

3721

Pour la ministre de  
l'Énergie et des Ressources,  
Par JOCELYNE LEFORT

**CONCERNANT l'interdiction d'aliénation entre vifs**

ATTENDU QUE, selon l'article dix (10) de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1), la ministre de l'Énergie et des Ressources prépare un plan de rénovation cadastrale concernant les lots 91 à 98, 1247 et une partie du lot 375 (chemin de fer) et leurs subdivisions respectives du cadastre de la paroisse de Sainte-Cécile situé dans la division d'enregistrement de Beauharnois.

ATTENDU QUE, selon l'article quinze (15) de cette loi tel que modifié par le chapitre 22 des lois de 1988, la ministre doit fixer, par avis, une période ne devant pas excéder quinze (15) jours pendant laquelle toute aliénation entre vifs d'un lot visé par l'avis est interdite.

ATTENDU QUE, selon l'article dix-huit (18) de cette loi tel que modifié par le chapitre 22 des lois de 1988, le registraire ne peut, pendant cette période d'interdiction, accepter pour enregistrement un acte comportant l'aliénation entre vifs d'un lot visé par l'avis.

ATTENDU QUE, selon l'article dix-huit (18) de cette loi précitée, la ministre ne peut, pendant cette période, accepter le dépôt d'un plan modifiant un lot visé par l'avis.

ATTENDU QUE l'interdiction sera levée même avant l'expiration de cette période, dès que le plan de rénovation aura été déposé au bureau de la division d'enregistrement.

EN CONSÉQUENCE, conformément à l'article quinze (15) de la loi précitée, nous émettons cet avis :

La période d'interdiction fixée par le présent avis débutera le 1<sup>er</sup> juin 1992 et se terminera le 15 juin 1992 ou dès le dépôt du plan de rénovation s'il survient avant l'expiration de cette période.

Le territoire visé par l'interdiction comprend les lots 91 à 98, 1247 et une partie du lot 375 (chemin de fer) et leurs subdivisions respectives du cadastre de la paroisse de Sainte-Cécile situé dans la division d'enregistrement de Beauharnois.

Québec, le 13 avril 1992

*Pour la ministre de  
l'Énergie et des Ressources,  
Par JOCELYNE LEFORT*

3721

**CONCERNANT l'interdiction d'aliénation entre vifs**

ATTENDU QUE, selon l'article dix (10) de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1), la ministre de l'Énergie et des Ressources prépare un plan de rénovation cadastrale concernant les lots 380, 382 à 413, 472 à 483, 485 à 516, 516A, 517 à 521, 590 à 609, 609A, 610 à 612, 696 à 709, 890, 891, 1073, 1074, 1164, 1165, 1169, 1170, 1172, 1186, 1343 à 1351, 1557, 1573 à 1582, 1772, 1773, 1781, 1784, 1785, 1795, 1796 et leurs subdivisions respectives du cadastre du canton de Granby situé dans la division d'enregistrement de Shefford.

ATTENDU QUE, selon l'article quinze (15) de cette loi tel que modifié par le chapitre 22 des lois de 1988, la ministre doit fixer,

par avis, une période ne devant pas excéder quinze (15) jours pendant laquelle toute aliénation entre vifs d'un lot visé par l'avis est interdite.

ATTENDU QUE, selon l'article dix-huit (18) de cette loi tel que modifié par le chapitre 22 des lois de 1988, le registraire ne peut, pendant cette période d'interdiction, accepter pour enregistrement un acte comportant l'aliénation entre vifs d'un lot visé par l'avis.

ATTENDU QUE, selon l'article dix-huit (18) de cette loi précitée, la ministre ne peut, pendant cette période, accepter le dépôt d'un plan modifiant un lot visé par l'avis.

ATTENDU QUE l'interdiction sera levée même avant l'expiration de cette période, dès que le plan de rénovation aura été déposé au bureau de la division d'enregistrement.

EN CONSÉQUENCE, conformément à l'article quinze (15) de la loi précitée, nous émettons cet avis :

La période d'interdiction fixée par le présent avis débutera le 19 mai 1992 et se terminera le 2 juin 1992 ou dès le dépôt du plan de rénovation s'il survient avant l'expiration de cette période.

Le territoire visé par l'interdiction comprend les lots 380, 382 à 413, 472 à 483, 485 à 516, 516A, 517 à 521, 590 à 609, 609A, 610 à 612, 696 à 709, 890, 891, 1073, 1074, 1164, 1165, 1169, 1170, 1172, 1186, 1343 à 1351, 1557, 1573 à 1582, 1772, 1773, 1781, 1784, 1785, 1795, 1796 et leurs subdivisions respectives du cadastre du canton de Granby situé dans la division d'enregistrement de Shefford.

Québec, le 13 avril 1992

*Pour la ministre de  
l'Énergie et des Ressources,  
Par JOCELYNE LEFORT*

3721

**Forêts**

**Droits payables par les titulaires de permis d'exploitation d'usines de transformation du bois**  
*Avis d'indexation*

Conformément à l'article 4.1 du Règlement sur les permis d'exploitation d'usines de transformation du bois (décret 908-88 du 8 juin 1988) modifié par le Règlement modifiant le Règlement sur les permis d'exploitation d'usine de transformation du bois (décret 271-92 du 26 février 1992) statuant sur les droits à verser pour la délivrance ou le renouvellement du permis d'exploitation d'usine de transformation du bois, le ministre des Forêts publie le montant indexé selon le taux d'augmentation de l'indice général des prix à la consommation au Canada pour la période se terminant le 31 décembre de l'année précédente, déterminé à 3,8 % par Statistiques Canada. Ces montants sont diminués au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction inférieure à 0,25 \$; ils sont arrondis au mi-dollar s'ils comprennent une fraction égale ou supérieure à 0,25 \$, mais inférieure à 0,75 \$; et ils sont augmentés au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction égale ou supérieure à 0,75 \$.

En conséquence, au 1<sup>er</sup> juin 1992, les droits à verser pour la délivrance ou le renouvellement du permis d'exploitation d'usine de transformation du bois sont les suivants :

— si la consommation annuelle autorisée au permis est inférieure à 1 000 mètres cubes, les droits sont de 31,00 \$;

— si la consommation annuelle autorisée est de 1 000 mètres cubes ou plus, les droits sont établis de la façon suivante :

$$D = 31,00 \$ + (n \times 12,50 \$)$$

D = droits payables en dollars jusqu'à un maximum de 1 245,50 \$.

n = consommation autorisée exprimée en tranche entière de milliers de mètres cubes.

*Le ministre des Forêts,*  
ALBERT CÔTÉ

3724

---

## Industrie, commerce et technologie

---

### CORDONNERIE EUROPEAN

#### *Avis d'autorisation*

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis, conformément à l'article 11 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, qu'il autorise l'admission du public le dimanche entre 8 h et 17 h dans l'établissement commercial suivant: CORDONNERIE EUROPEAN, situé au 5020, Park Avenue, Montréal, H2V 4E8. Il est bien entendu qu'au plus 4 personnes devront assurer le fonctionnement de l'établissement le dimanche.

Québec, le 20 mars 1992

*Le ministre de l'Industrie,*  
*du Commerce et de la Technologie,*  
GÉRALD TREMBLAY

3725

### GILBERT & DAUGHTER

#### *Avis d'autorisation*

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis, conformément à l'article 11 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, qu'il autorise l'admission du public le dimanche entre 8 h et 17 h dans l'établissement commercial suivant: GILBERT & DAUGHTER, situé au 49, Donegani Avenue à Pointe-Claire, H3R 2V8. Il est bien entendu qu'au plus 4 personnes devront assurer le fonctionnement de l'établissement le dimanche.

Québec, le 20 mars 1992

*Le ministre de l'Industrie,*  
*du Commerce et de la Technologie,*  
GÉRALD TREMBLAY

3725

### LIQUIDATION TASCHEREAU

#### *Avis d'autorisation*

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis, conformément à l'article 11 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, qu'il autorise l'admission du public le dimanche entre 8 h et 17 h dans l'établissement commercial suivant: LIQUIDATION TASCHEREAU INC., situé au 3501, boulevard Taschereau, Saint-Hubert, J4T 2G2. Il est bien entendu qu'au plus 4 personnes devront assurer le fonctionnement de l'établissement le dimanche.

Québec, le 20 mars 1992

*Le ministre de l'Industrie,*  
*du Commerce et de la Technologie,*  
GÉRALD TREMBLAY

3725

### VAN HORNE QUINCAILLERIE ET PEINTURE

#### *Avis d'autorisation*

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis, conformément à l'article 11 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, qu'il autorise l'admission du public le dimanche entre 8 h et 17 h dans l'établissement commercial suivant: VAN HORNE QUINCAILLERIE ET PEINTURE, situé au 4743, Van Horne, Montréal, H3W 1H8. Il est bien entendu qu'au plus 4 personnes devront assurer le fonctionnement de l'établissement le dimanche.

Québec, le 26 mars 1992

*Le ministre de l'Industrie,*  
*du Commerce et de la Technologie,*  
GÉRALD TREMBLAY

3725

---

## Mise en marché des produits agricoles — Loi sur les

---

### Acheteurs de sirop d'érable

#### *Avis d'accréditation*

Avis est donné que, par sa décision 5573 du 14 avril 1992, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec modifie l'accréditation de l'Association des acheteurs, conditionneurs, transformateurs et emballeurs de sirop d'érable Inc., dont le texte a paru à la *Gazette officielle du Québec* le 27 mars 1992 (124, G.O., p. 1117) par l'accréditation qui suit:

«L'Association des acheteurs, conditionneurs, transformateurs et emballeurs de sirop d'érable Inc. est accréditée en vertu de l'article 110 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche afin de représenter les acheteurs de sirop d'érable visés par le Plan conjoint des producteurs acéricoles du Québec (décision 5057 du 02 02 1990, 122 G.O. 2, p. 743), à l'exception de la coopérative «Les producteurs de sucre d'érable du Québec», la Compagnie Borden Limitée, la Ferme de l'Érable Ombragé Ltée (Shady Maple Farm Ltd), le Groupe d'acheteurs

américains de produits d'érable Inc. et les entreprises qu'il représente ainsi que les personnes qui exploitent une cabane à sucre à des fins de restauration ».

79282

*La secrétaire,*  
DANIÈLE GAGNON

**Acheteurs de sirop d'érable**  
*Avis d'accréditation*

Avis est donné que, par sa décision 5573 du 14 avril 1992, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a accrédité en vertu de l'article 110 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (1990, c. 13) le Groupe d'acheteurs américains de produits d'érable Inc. afin de représenter les entreprises Maple Grove Farms of Vermont Inc. de St. Johnsbury, Vermont (USA), Spring Tree Corporation de Brattleboro, Vermont (USA), Bascom's Sugar House Inc. d'Alstead, New Hampshire (USA), American Maple Products Corporation de Newport, Vermont (USA) et McLure's Honey and Maple Products Inc., Littleton, New Hampshire (USA) dans le cadre du Plan conjoint des producteurs acéricoles du Québec (décision 5057 du 02 02 1990, 122 G.O. 2, p. 743).

79283

*La secrétaire,*  
DANIÈLE GAGNON

**Projet de loi d'intérêt privé —**  
**Avis de présentation d'un**

**La Caisse centrale Desjardins du Québec**

Avis est, par les présentes, donné que La Caisse centrale Desjardins du Québec, constituée en vertu de la Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins (1989, c. 113), s'adressera au Parlement du Québec, à sa présente session ou à sa prochaine session, aux fins de demander l'adoption d'un projet de loi d'intérêt privé ayant pour objet de modifier certaines dispositions de sa loi constitutive afin de lui permettre d'établir un fonds distinct pour l'achat de parts privilégiées émises par ses membres et dont le financement serait effectué uniquement par l'émission de débentures de La Caisse centrale Desjardins du Québec affectées spécifiquement à ce fonds.

Toute personne qui a des motifs d'intervenir sur ce projet de loi d'intérêt privé doit en informer le directeur de la législation à l'Assemblée nationale du Québec.

Montréal, le 23 avril 1992

*Les procureurs,*  
DESJARDINS DUCHARME  
Tour de la Banque Nationale  
600, rue de La Gauchetière Ouest  
Bureau 2400  
Montréal (Québec)  
H3B 4L8

79343

**Ville de Vanier**

Avis est, par les présentes, donné que la ville de Vanier s'adressera au Parlement, à sa présente ou à sa prochaine session, pour demander que sa charte, le chapitre 61 des lois de 1916 et les lois qui le modifient, soient modifiés. La demande de la ville prévoit :

1. la demande de pouvoirs en matière d'utilisation de contenants à ordures leur emplacement et aménagement du site environnant le contenant;
2. quand et de quelle manière la neige des terrains privés peut être déposée dans la rue et ce dépôt assujéti à un permis; le coût du permis et du service et le recouvrement de ce coût;
3. la possibilité de réglementer le déneigement et l'accumulation de neige sur les terrains privés, de façon à ne pas nuire aux propriétaires voisins;
4. le dépôt obligatoire de la neige enlevée d'un endroit quelconque dans la municipalité, aux endroits déterminés par la ville ou portée en-dehors de la ville;
5. la possibilité d'accorder par règlement le droit exclusif à certains groupes ou catégories de personnes de stationner leur véhicule sur la chaussée de certaines rues.

Toute personne qui a des motifs d'intervenir sur le projet de loi d'intérêt privé, doit en informer le directeur de la législation à Québec.

Vanier, le 21 avril 1992

79344

*La greffière,*  
MARIE-JOSÉE DUMAIS, *avocate*

**Renseignements sur les compagnies — Loi concernant les****Dissolution éventuelle de corporations — Avis de**

La ministre déléguée aux Finances donne avis, en vertu de l'article 7 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies, que les corporations dont les noms suivent sont en défaut de produire le rapport visé par l'article 4 de ladite loi pour une année ou plus; ces corporations sont en conséquence passibles de dissolution sans autre avertissement si elles n'ont pas produit tous les rapports indiqués en regard de leur nom ainsi que les honoraires prescrits, dans les 30 jours qui suivent la publication du présent avis.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1271-0273 1271-0273 QUÉBEC INC.	94, rue Blainville ouest, Ste-Thérèse, Terrebonne	1966 01 18	1988 à 1991 incl.
1346-6206 ABATTOIR LAROCHE INC.	Route rurale 1, 20, chemin St-Georges sud, Asbestos, Richmond	1973 10 12	1988 à 1991 incl.
1330-9430 ABYCHRYS INC.	4267, rue Jean Brillant, Montréal	1973 04 30	1988 à 1991 incl.
1334-6499 ACTIVITÉS SOCIALES ET SPORTIVES TROIS-SAUMONS INC.	Saint-Jean-Port-Joli, L'Islet	1973 02 21	1988 à 1991 incl.
1354-5710 ADMINISTRATION J. DENIS INC.	54, Place Edmond, Repentigny, L'Assomption	1974 02 26	1988 à 1991 incl.
1361-5059 L'ÂGE D'OR DE ST-FRANÇOIS DE MONTMAGNY	Saint-François-de-Sales- de-la-Rivière-du-Sud, Montmagny	1975 03 06	1989 à 1991 incl.
1360-7437 AGENCE DE VENTES BEN BROWNSTEIN INC.	5900, avenue Armstrong, bureau 203, Côte Saint-Luc, Montréal	1974 12 11	1989 à 1991 incl.
1274-4132 AGENCE MARQUETTE LIMITÉE	1700, rue Legendre est, bureau 615, Montréal	1930 05 19	1989 à 1991 incl.
1359-8446 LES AILES QUÉBÉCOISES INC.	Hangar numéro 2, Aéroport de Québec, Sainte-Foy, Québec	1974 10 22	1988 à 1991 incl.
1332-0569 ALFRED SIMARD INC.	445, rue J.F. Kennedy, Joliette	1972 11 22	1989 à 1991 incl.
1352-9649 LES AMIS DES SCOUTS DE PLESSISVILLE INC.	Plessisville, Mégantic	1969 10 08	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1358-4537 ANAUTO INC.	6350, rue Clairbonne, Charlesbourg, Québec	1974 08 12	1989 à 1991 incl.
1360-1737 L'ARRIÈRE-SCÈNE AUX ARCADES LTÉE	340, avenue Dorval, Dorval, Montréal	1974 11 08	1988 à 1991 incl.
1355-0017 LES ARTISANS DU RICHELIEU	200, boulevard Richelieu, Richelieu, Rouville	1974 03 19	1989 à 1991 incl.
1289-8763 LES AS DE NORANDA INC.	218, avenue Murdoch, Rouyn-Noranda, Témiscamingue	1970 11 30	1989 à 1991 incl.
1355-1148 ASCAB INC.	Lac Simon, Papineau	1973 12 04	1988 à 1991 incl.
1356-0826 ASSOCIATION CULTURELLE CANADIENNE-RUSSE DE QUÉBEC	4640, avenue Earncliffe, Montréal	1974 02 27	1988 à 1991 incl.
1359-4015 ASSOCIATION CYPRIOTE GRECQUE- CANADIENNE DE MONTRÉAL	Montréal	1974 09 26	1989 à 1991 incl.
1289-8748 ASSOCIATION DE CHASSE & PÊCHE DE NEUVILLE	219, rue des Érables, Neuville, Portneuf	1969 02 17	1989 à 1991 incl.
1333-1012 ASSOCIATION DE CRÉATEURS POUR LA DIFFUSION DE MÉTIERS D'ART QUÉBÉCOIS	347, rue St-Paul est, Montréal	1972 11 09	1989 à 1991 incl.
1310-4971 ASSOCIATION DE SÉCURITÉ DES INDUSTRIELS FORESTIERS DU QUÉBEC INC.	3350, boulevard Wilfrid- Hamel, bureau 300, Québec	1934 01 12	1988 à 1991 incl.
1318-1110 ASSOCIATION DE VILLÉGIATURE DU LAC FER À CHEVAL	93, rue Arnaud, Baie-Comeau, Saguenay	1970 12 10	1989 à 1991 incl.
1272-1981 L'ASSOCIATION DES AUXILIAIRES BÉNÉVOLES DE L'HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT	Montréal	1972 02 18	1989 à 1991 incl.
1332-6822 ASSOCIATION DES BIENFAITEURS DE STE-ANNE DE CANTALUPO	11562, rue St-Réal, Montréal	1973 01 22	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1339-1578 L'ASSOCIATION DES BISONS DE ST-LOUIS INC.	Centre Loisirs Jacques Gauthier 801, rue St-Louis, Notre-Dame-Mont-Carmel, Champlain	1973 09 04	1988 à 1991 incl.
1336-5374 ASSOCIATION DES CAVALIERS DU QUÉBEC INC.	390, Petite Côte, Saint-Mathieu, Beloeil	1973 07 26	1988 à 1991 incl.
1355-6279 ASSOCIATION DES DÉMOGRAPHES DU QUÉBEC	2375, Côte Ste-Catherine, Montréal	1974 02 27	1989 à 1991 incl.
1278-0383 L'ASSOCIATION DES ÉDUCATRICES ET ÉDUCATEURS DE LA PETITE ENFANCE INC.	865, Bord du Lac, Dorval, Montréal	1970 03 13	1989 à 1991 incl.
1280-0496 ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DE PIRELLI INC.	Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1958 01 21	1988 à 1991 incl.
1344-5697 ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DE LA COIFFURE, SECTION DE JOLIETTE	1640, Route 343, Saint-Ambroise-de-Kildare, Joliette	1973 10 25	1988 à 1991 incl.
1348-3698 L'ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS DE LA FACULTÉ D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET DE SPORTS DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	Cité Universitaire, Sherbrooke	1973 11 16	1988 à 1991 incl.
1348-9836 ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS DU CAMPUS DE ST-HYACINTHE (CEGEP BOURGCHEMIN)	3000, avenue Boulle, Saint-Hyacinthe	1972 05 04	1989 à 1991 incl.
1348-9802 ASSOCIATION DES GASPÉSIENS ET MADELINOTS (QUÉBEC) INC.	1100, rue St-Jean, bureau 105, Québec	1972 07 06	1989 à 1991 incl.
1361-8657 ASSOCIATION DES GRECS NATIFS DE LA RÉGION DE VASSARAS-SPARTE DE MONTRÉAL	Montréal	1975 02 18	1988 à 1991 incl.
1358-3141 ASSOCIATION DES HANDICAPÉS DES ÎLES INC.	Fatima, Île-de-la-Madeleine	1974 08 05	1988 à 1991 incl.
1267-3554 L'ASSOCIATION DES INSPECTEURS EN HYGIÈNE PUBLIQUE DU QUÉBEC	1265, rue Berri, bureau 430, Montréal	1966 05 11	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1350-6985 ASSOCIATION DES LOISIRS ET DES SPORTS DE SAINT-NAZAIRE DE BERRY	Route rurale numro 1, Berry, Abitibi	1973 01 18	1989 à 1991 incl.
1330-3656 L'ASSOCIATION DES MARCHANDS DES GALERIES DE THETFORD INC.	520, boulevard Smith sud, Thetford Mines, Mégantic	1973 05 03	1988 à 1991 incl.
1351-8212 ASSOCIATION DES MARCHANDS DE MEUBLES DU COMTE DE BONAVENTURE	New Richmond, Bonaventure	1974 01 29	1989 à 1991 incl.
1359-3207 ASSOCIATION DES MARCHANDS DU CENTRE D'ACHATS NORMANDIE INC.	845, route Marie-Victorin, Saint-Nicolas, Lévis	1974 09 25	1988 à 1991 incl.
1300-1052 ASSOCIATION DES MUSICIENS ÉDUCATEURS DE LA RIVE SUD	Longueuil, Chambly	1968 01 16	1989 à 1991 incl.
1272-3409 ASSOCIATION DES MUSICIENS DU SAGUENAY LOCAL 816 INC.	4054, rue Morin, Jonquière, Chicoutimi	1964 11 02	1989 à 1991 incl.
1323-5890 ASSOCIATION DES PARENTS DES ÉTUDIANTS DU SÉMINAIRE DE ST-HYACINTHE	650, rue Girouard est, Saint-Hyacinthe	1965 05 10	1989 à 1991 incl.
1331-2459 L'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE TABAC DE PONTIAC INC.	Route rurale 2, Campbell'Bay, Pontiac	1973 03 14	1989 à 1991 incl.
1331-9777 ASSOCIATION DES PROFESSEURS D'ÉCOLOGIE DE LA RÉGION DE QUÉBEC (APERQ)	1990, boulevard Charest ouest, bureau 225, Sainte-Foy, Québec	1972 11 30	1988 à 1991 incl.
1332-5055 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE GARDERIES DU QUÉBEC INC.	Montréal	1973 02 27	1989 à 1991 incl.
1347-4952 L'ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE JOLI-BOIS INC.	45, boulevard Jolibois, Estérel, Terrebonne	1973 10 29	1989 à 1991 incl.
1359-8289 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DES TROIS-LACS LAC RICHMOND INC.	Asbestos, Richmond	1974 10 21	1988 à 1991 incl.
1363-0611 L'ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU LAC TROTTIER INC.	989, rue St-Cyrille, Normandin, Lac Saint-Jean-Ouest	1975 04 25	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1310-4898 ASSOCIATION DES ROULIERS PUBLICS DU QUÉBEC INC.	4837, rue Boyer, bureau 100, Montréal	1969 06 18	1988 à 1991 incl.
1350-5813 ASSOCIATION DES STOMISES DE L'ESTRIE	3001, 12 <sup>ème</sup> Avenue Nord, Sherbrooke	1973 10 16	1989 à 1991 incl.
1301-8155 ASSOCIATION DU LAC VERT INC.	Lakeview Crescent, Harrington, Argenteuil	1965 10 19	1989 à 1991 incl.
1308-8463 ASSOCIATION GRECQUE ORTHODOXE HELLÉNIQUE DES ÉCOLES DU DISTRICT DE LAVAL	451, avenue Ogilvy, Montréal	1971 03 15	1989 à 1991 incl.
1344-5499 ASSOCIATION PANACHAIENNE DE MONTRÉAL ET DE LA BANLIEUE	445, rue Jean-Talon ouest, bureau 200, Montréal	1973 10 04	1988 à 1991 incl.
1292-2118 L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES ÉVALUATEURS-CONSEILS DU QUÉBEC INC.	507, place d'Armes, bureau 900, Montréal	1966 10 21	1989 à 1991 incl.
1315-8068 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE CONSEILLERS EN PERSONNEL	5062, avenue Victoria, Montréal	1962 07 04	1989 à 1991 incl.
1349-1915 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES CRITIQUES DE CINÉMA (A.Q.C.C.)	Montréal	1973 11 01	1989 à 1991 incl.
1351-7073 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES JOUEURS DE DAMES	4545, avenue Pierre-de-Coubertin, Montréal	1973 12 27	1988 à 1991 incl.
1356-2939 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES PRESSES UNIVERSITAIRES	Montréal	1974 02 28	1988 à 1991 incl.
1356-5478 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES TECHNICIENS D'URGENCE MÉDICALE (A.Q.T.U.M.)	Montréal	1974 07 08	1988 à 1991 incl.
1334-7398 ASSOCIATION RÉCRÉATIVE DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	12765, 38 <sup>e</sup> Avenue, Montréal	1973 06 18	1988 à 1991 incl.
1276-0849 ASSOCIATION RÉCRÉATIVE DES EMPLOYÉS DE QUÉBEC READY MIX INC.	780, boulevard St-Joseph, Charlesbourg, Québec	1967 12 04	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1363-4464 ASSOCIATION RÉGIONALE D'ATHLÉTISME MONTRÉAL CONCORDIA	6208, rue Chabot, Montréal	1975 05 09	1989 à 1991 incl.
1358-5336 ASSOCIATION RÉGIONALE DE FOOTBALL DE L'ESTRIE	Sherbrooke	1974 08 14	1988 à 1991 incl.
1331-2962 ASSOCIATION SPORTIVE INTER-CITÉ INC.	53, rue Laberge, Saint-Hippolyte, Terrebonne	1973 03 30	1989 à 1991 incl.
1361-9119 ASSOCIATION SPORTIVE DU CENTRE-VILLE DE LAVAL	1450, boulevard Pie X, Chomedey, Laval	1975 02 19	1988 à 1991 incl.
1360-4731 ASSOCIATION SPORTIVE ROYAUX ANJOU INC.	8120, rue Yves Prévost, Anjou, Montréal	1974 11 27	1989 à 1991 incl.
1266-8828 ASSOCIATION T. V. DU LAC DES SEIZE ÎLES INC.	Lac-des-Seize Îles, Argenteuil	1970 09 08	1988 à 1991 incl.
1305-5496 ASSOCIATION (HELLÉNIQUE) DES PARENTS GRECS-ORTHODOXES DE L'ÉCOLE SINCLAIR LAIRD	451, avenue Ogilvy, Montréal	1970 09 28	1989 à 1991 incl.
1316-2557 ASSOCIATION (HELLENIQUE) DES PARENTS GRECS-ORTHODOXES DE L'ÉCOLE EDWARD VII	451, avenue Ogilvy, Montréal	1970 09 28	1989 à 1991 incl.
1312-0241 ASSOCIÉS COLE LTÉE	125, avenue Dorval, Dorval, Montréal	1950 03 04	1989 à 1991 incl.
1359-7786 ATELIER DES MÉDIA POPULAIRES DE SHAWINIGAN	999, rue Ste-Ursule, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1974 10 18	1989 à 1991 incl.
1271-2501 ATELIER D'ORFÈVRELERIE LACTEL INC.	2585, chemin Bates, bureau 300, Montréal	1972 02 08	1988 à 1991 incl.
1303-5274 AULD REALTIES LIMITED	Montréal	1956 02 04	1988 à 1991 incl.
1269-8692 AUSTCAN INC.	800, Place Victoria, bureau 3400, Édifice Tour de la Bourse, Montréal	1953 10 24	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1337-9128 AUTO LAROUCHE LTÉE	645, rue du Pont, Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean-Est	1973 07 16	1988 à 1991 incl.
1347-5512 LES AUTOBUS PRIMEAU INC.	588, rue des Chalets, Sainte-Adèle, Terrebonne	1973 11 23	1989 à 1991 incl.
1355-3144 AUVENTS DES FORGES INC.	Drummondville, Drummond	1974 05 08	1988 à 1991 incl.
1347-7112 A.H.M.-G.M.A. INC.	1650, de Maisonneuve ouest, bureau 604, Montréal	1973 10 30	1988 à 1991 incl.
1334-4569 BAR SALON ST-DENIS INC.	Saint-Denis, Saint-Hyacinthe	1973 04 13	1989 à 1991 incl.
1318-6408 BELCAMPO CORPORATION	1010, rue Sherbrooke ouest, bureau 2210, Montréal	1964 08 19	1988 à 1991 incl.
1360-6405 BELDU INC.	1821, rue Beauséjour, Ancienne-Lorette, Québec	1974 12 06	1989 à 1991 incl.
1289-0596 BENITO DEVELOPMENT CORPORATION	4141, rue Sherbrooke ouest, bureau 550, Westmount, Montréal	1959 07 06	1989 à 1991 incl.
1343-8981 BIJOUTERIE AVANT-GARDE INC.	2025, boulevard Laurentien, Saint-Laurent, Montréal	1973 10 24	1988 à 1991 incl.
1353-1629 BLAUER, FRIDELL & ASSOCIÉS LTÉE	1, Place du Commerce, bureau 330, Verdun, Montréal	1965 07 08	1989 à 1991 incl.
1303-8682 BORDEAUX HOUSING INCORPORATED	25, rue Provence, Saint-Lambert, Chambly	1954 04 24	1989 à 1991 incl.
1337-4780 BOUCHERIE & CHARCUTERIE BAVAROISE LTÉE	5442, chemin Côte St-Luc, Montréal	1972 12 01	1988 à 1991 incl.
1339-0190 BOULANGERIE FLEUR DE LYS INC.	858, rue Madeleine Verchères, bureau 2, Québec	1973 08 22	1989 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1334-1474 LA BOUTIQUE DE CRÉATION COORDONNÉE LTÉE	3205, rue Bedford, Montréal	1973 03 21	1988 à 1991 incl.
1337-3865 BOUTIQUE MARIE-CLAIRE (LONGUEUIL) LTÉE	8501, boulevard Ray Lawson, Anjou, Montréal	1966 10 31	1988 à 1991 incl.
1362-0414 BRAFRANC INC.	La Raclette Rivière Rouge, Route rurale numéro 2, Calumet, Grenville	1975 02 25	1989 à 1991 incl.
1350-0491 LA BRASSERIE CENTRE DEUX MILLE LTÉE	2000, Centre Hypermarché, Laval, Île-Jésus	1973 10 16	1989 à 1991 incl.
1358-7589 BRASSERIE POINTELIÉ INC.	13120, rue Sherbrooke est, Montréal	1974 08 27	1988 à 1991 incl.
1333-5708 B.M. GIGUÈRE INC.	Route 263, Sainte-Praxède, Wolfe	1972 11 27	1988 à 1991 incl.
1325-4214 CAMP CAMIL INC.	Haute-Mauricie, Champlain	1972 03 06	1988 à 1991 incl.
1355-3334 CAMPING PARIS INC.	315, rang St-Antoine, Sainte-Sophie-de-Levrard, Joliette	1974 02 20	1989 à 1991 incl.
1360-1448 CANTRADEX INC.	1432, rue Poirier, Sain-Laurent, Montréal	1974 11 07	1988 à 1991 incl.
1334-7083 LES CARROSSERIES J. L. T. INC.	6850, boulevard Grande-Allée, Saint-Hubert, Chambly	1973 05 28	1989 à 1991 incl.
1362-9456 CENTRE COMMERCIAL, INDUSTRIEL & SPORTIF MONT-BLEU INC.	61, rue Castillou Gatineau	1975 04 16	1988 à 1991 incl.
1355-2377 CENTRE CULTUREL DE WINDSOR INC.	54, rue St-Georges, bureau 308, Windsor, Richmond	1974 03 25	1989 à 1991 incl.
1354-2592 CENTRE DE LA VIANDE DE NICOLET INC.	3140, route 3, Nicolet	1974 01 24	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1360-3055 CENTRE DE PLEIN AIR MONT CHAUDRON INC.	147, avenue Principale, Rouyn-Noranda, Témiscamingue	1974 11 18	1989 à 1991 incl.
1276-6713 CENTRE D'ACHAT MORGAN ROCKLAND INC.	1981, avenue McGill Collège, 9 <sup>e</sup> étage, Montréal	1957 12 04	1989 à 1991 incl.
1363-4654 CENTRE D'ANIMATION-DÉPANNAGE DE GATINEAU INC.	21, rue Ste-Marie, Hull	1975 05 12	1988 à 1991 incl.
1355-9752 CENTRE SOCIO-CULTUREL DE SAINTE-JULIE INC.	Sainte-Julie, Verchères	1974 02 06	1989 à 1991 incl.
1332-1252 CENTRE SUZANNE PIUZE INC.	10777, avenue Millen, Montréal	1972 09 21	1989 à 1991 incl.
1277-1408 LE CERCLE MUSICAL DE VICTORIAVILLE INC.	1, rue Champlain, Victoriaville, Arthabaska	1966 12 15	1989 à 1991 incl.
1332-0163 CERCLE RÉCRÉATIF LE PARISIEN INC.	1225, avenue du Mont-Royal est, Montréal	1972 11 24	1988 à 1991 incl.
1269-1002 LE CERCLE SOCIAL & SPORTIF SAINT-JOSAPHAT	1800, rue Saint-Pierre, Lemoyne, Chambly	1950 06 07	1989 à 1991 incl.
1355-6485 LA CHAMBRE DE COMMERCE D'INDUSTRIE ET TOURISME DE LA RÉGION DE PORTNEUF INC.	100, rue St-Jacques, Saint-Raymond, Portneuf	1974 04 05	1989 à 1991 incl.
1330-7723 CHAPA INC.	1264, boulevard Raymond, Beauport, Québec	1973 03 26	1989 à 1991 incl.
1312-9960 CHARLES RAYMOND HABITATIONS INC.	1, rue Raymond, Lac-des-Seize-Îles, Argenteuil	1954 06 04	1988 à 1991 incl.
1272-0843 CHEPTEL INTERNATIONAL MONTRÉAL INC.	37, rue Campbell, Mont Saint-Hilaire, Rouville	1971 10 15	1989 à 1991 incl.
1312-1165 LES CHEVALIERS DE COLOMB DU CONSEIL ST-PATRICK'S NO: 3163	136, 5 <sup>e</sup> Rue, Rouyn-Noranda, Témiscamingue	1953 04 22	1989 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1339-8227 LES CHIFFONS F. S. DU QUÉBEC LTÉE	8652, 9 <sup>e</sup> Avenue, Montréal	1973 09 21	1988 à 1991 incl.
1341-9254 CHRISTIN LIMITÉE	152, rue Ashton, Saint-Laurent, Montréal	1938 11 19	1988 à 1991 incl.
1327-0756 CIE DE MACHINE DISTRIBUTRICE TOWN INC.	4408, avenue Prince of Wales, Montréal	1969 08 27	1988 à 1991 incl.
1349-5882 LA CIE D'AMEUBLEMENT ST-ANDRÉ LTÉE	937, chemin Saint-Clare, Mont-Royal, Montréal	1972 08 09	1988 à 1991 incl.
1284-0831 LA CIE SHENLEY INC.	507, rue Principale, Saint-Honoré, Beauce	1962 09 21	1988 à 1991 incl.
1333-3257 CINÉPARC SAGUENAY INC.	150, rue Notre-Dame est, Victoriaville, Arthabaska	1972 10 11	1989 à 1991 incl.
1285-3412 CITY & SUBURB INVESTMENTS INC.	10410, avenue d'Auteuil, Montréal	1964 11 11	1988 à 1991 incl.
1360-1935 CLAUDE BÉDARD & FILS INC.	464, rang 6, Brompton, Richmond	1974 11 11	1989 à 1991 incl.
1289-7898 CLINIQUE JEANNE MANCE INC.	1640, rue Tillemont, Montréal	1961 04 27	1988 à 1991 incl.
1307-7185 CLUB AUTOMOBILE BÉCANCOUR INC.	Bécancour, Nicolet	1969 11 28	1989 à 1991 incl.
1276-5079 CLUB AUTO-NEIGE MONTMAGNY INC.	Montmagny	1963 01 14	1989 à 1991 incl.
1351-5689 CLUB AUTO-NEIGE SNOROVERS DE PERKINS	Val-des-Monts, Papineau	1973 12 20	1989 à 1991 incl.
1287-5944 CLUB CASTOR DORÉ	94, rue Blainville ouest, Sainte-Thérèse, Terrebonne	1968 07 12	1988 à 1991 incl.
1357-0981 CLUB DE BASEBALL CITÉ-JARDIN	6250, 42 <sup>e</sup> Avenue, Montréal	1974 06 10	1989 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1278-3957 CLUB DE CHASSE ET DE PÊCHE ORLÉANS	1320, boulevard Laurentien, Saint-Laurent, Montréal	1890 04 11	1989 à 1991 incl.
1363-3276 CLUB DE CHASSE ET PÊCHE JODOIN INC.	Chute-Saint-Philippe, Labelle	1975 05 06	1988 à 1991 incl.
1279-3204 CLUB DE CHASSE & PÊCHE DE LA RENCONTRE INC.	1010, 59 <sup>e</sup> Avenue, Montréal	1959 09 01	1989 à 1991 incl.
1319-6274 CLUB DE DRESSAGE CANIN DE MONTRÉAL INC.	Montréal	1959 02 12	1989 à 1991 incl.
1301-4253 CLUB DE GOLF DE PLESSISVILLE (1970) LTÉE	328, rang du Golf, Plessisville, Mégantic	1970 07 10	1989 à 1991 incl.
1332-2342 CLUB DE L'ÂGE D'OR DE BONAVENTURE	Bonaventure	1972 09 28	1989 à 1991 incl.
1362-0729 CLUB DE L'ÂGE D'OR DE NOTRE-DAME DE LA GARDE	Escuminac, Bonaventure	1975 02 26	1989 à 1991 incl.
1357-4769 LE CLUB DE L'ÂGE D'OR LA RENAISSANCE DE PORT DANIEL	Port-Daniel, Bonaventure	1974 02 14	1989 à 1991 incl.
1332-0171 CLUB DE MOTO-NEIGE WARWICK	Warwick, Arthabaska	1972 11 21	1989 à 1991 incl.
1349-6518 CLUB DE MUSIQUE HUDSON INC.	Hudson, Vaudreuil	1972 08 17	1989 à 1991 incl.
1336-7032 CLUB DE PÊCHE DE ST-GEORGES INC.	Saint-Benoit-Labre, Beauce	1972 12 28	1988 à 1991 incl.
1279-4210 CLUB DE PÊCHE STE-THÈCLE INC.	720, rue Marchand, Saint-Tite, Champlain	1957 08 21	1988 à 1991 incl.
1354-7419 CLUB DE SKI DE FOND DES BOIS-FRANCS INC.	187, rue Larivière, Victoriaville, Arthabaska	1977 06 21	1989 à 1991 incl.
1357-1153 LE CLUB DE SPORTS COSMOPOLITAIN INC.	5255, rue Kensington, Saint-Hubert, Chambly	1974 06 07	1989 à 1991 incl.
1278-4500 CLUB DE TIR AU PISTOLET ET À LA CARABINE OSISKO INC.	218, avenue Murdoch, Rouyn-Noranda, Témiscamingue	1958 12 12	1989 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1286-4864 CLUB DE TRAFIC DE QUÉBEC INC.	Québec	1964 10 30	1989 à 1991 incl.
1358-3273 CLUB DE VÉLOS DE RIMOUSKI INC.	205, avenue de la Cathédrale, Rimouski	1974 08 06	1988 à 1991 incl.
1282-4124 CLUB DE VOILE DE RIMOUSKI INC.	Rimouski	1970 01 23	1989 à 1991 incl.
1357-1427 CLUB DES PROPRIÉTAIRES DE CHEVAUX DE COURSE DE LA PISTE SAGUENAY, INC.	2345, rue Alexis le Trotteur, Jonquière, Chicoutimi	1974 06 07	1988 à 1991 incl.
1287-4889 CLUB DES VOITURES ANCIENNES ET CLASSIQUES DE MONTRÉAL INC.	399, rue Lemoynes, Beloeil, Verchères	1957 12 04	1989 à 1991 incl.
1287-5514 LE CLUB DES VOLTIGEURS INC.	2121, Montée Ste-Antoine, Contrecoeur, Verchères	1970 05 25	1989 à 1991 incl.
1270-5091 CLUB DU LAC MARCH	6673, rue Beaulieu, Montréal	1947 09 02	1989 à 1991 incl.
1270-6206 CLUB DU LAC ROGNON INC.	35, rue Lamarche, Roberval, Lac Saint-Jean-Ouest	1962 03 22	1989 à 1991 incl.
1270-6420 CLUB DU LAC SAVARD INC.	750, avenue Cherbourg, Sainte-Foy, Québec	1959 11 19	1988 à 1991 incl.
1270-5265 LE CLUB D'AUTO NEIGE DU LAC NOIR	57, rue St-Clément, Tourville, L'Islet	1969 11 28	1989 à 1991 incl.
1299-3853 CLUB D'AVIATION DU SAGUENAY INC.	801, chemin du Volair, Saint-Honoré, Chicoutimi	1963 04 16	1988 à 1991 incl.
1356-8126 CLUB D'ÉQUITATION MEGANQUESTRE INC.	Route rurale numéro 1, Lac Mégantic, Frontenac	1974 10 17	1988 à 1991 incl.
1268-1037 CLUB JEAN	771, 18 <sup>e</sup> Rue, Grand-Mère, Champlain	1958 07 21	1989 à 1991 incl.
1288-9366 CLUB JEAN RENÉ INC.	178, 18 <sup>e</sup> Avenue, Dolbeau, Lac-Saint-Jean-Ouest	1961 06 01	1989 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1282-3894 CLUB LES RIGOLETS INC.	19, rue Ally, Pierreville, Yamaska	1964 05 29	1988 à 1991 incl.
1359-5426 CLUB LES ROULEURS DE MATANE	315, rue Boulay, Matane	1974 07 22	1988 à 1991 incl.
1279-9425 LE CLUB MCDONAL & PIKAUBA	4007, rue St-Luc, Jonquière, Chicoutimi	1927 08 05	1989 à 1991 incl.
1276-0658 CLUB MISTRAL INC.	Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean-Est	1971 12 31	1988 à 1991 incl.
1356-2129 CLUB MOTONEIGE ABITIBI-OUEST INC.	58, 8 <sup>e</sup> Avenue ouest, Palmarolle, Abitibi	1974 06 17	1988 à 1991 incl.
1304-1215 CLUB MOTOS NEIGE LES CASTORS DU LAC DE LA MONTAGNE NOIRE	Marchand, Labelle	1972 08 31	1988 à 1991 incl.
1278-2926 CLUB OPTIMISTE DE SHAWINIGAN	Shawinigan, Saint-Maurice	1957 03 18	1988 à 1991 incl.
1270-5364 CLUB PETITES ALPES	6916, rue St-Vallier, Montréal	1964 08 25	1989 à 1991 incl.
1279-7767 CLUB PHILOSORE INC.	11, rue St-Marc, Pont-Rouge, Portneuf	1958 05 09	1988 à 1991 incl.
1301-9542 CLUB RICHELIEU LÉVIS	Lévis	1953 02 14	1988 à 1991 incl.
1273-7805 CLUB RICHELIEU MANIWAKI	Maniwaki, Gatineau	1962 02 08	1988 à 1991 incl.
1348-3896 CLUB RICHELIEU ST-BRUNO INC.	132, rue Lakeview, Saint-Bruno-de- Montarville, Chambly	1973 10 22	1989 à 1991 incl.
1361-0423 CLUB SOCIAL BARANELLO	10060, rue Waverly, Montréal	1974 12 30	1989 à 1991 incl.
1331-1196 CLUB SOCIAL DE BEATTYVILLE INC.	Beattyville, Abitibi	1973 03 21	1988 à 1991 incl.
1360-5449 CLUB SOCIAL DE ST-CYRILLE INC.	Saint-Cyrille, Drummond	1974 12 02	1989 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1269-4121 CLUB SOCIAL DES EMPLOYÉS DE JULIEN LOISELLE INC.	1152, rue Piette, Joliette	1971 10 26	1989 à 1991 incl.
1361-7352 CLUB SOCIAL DU CHUS INC.	3001, 12 <sup>e</sup> Avenue nord, Sherbrooke	1975 02 13	1989 à 1991 incl.
1332-1369 CLUB SOCIAL LES ARISTOLOGUES	180, rue Grenier, Sainte-Rose, Laval	1972 09 29	1989 à 1991 incl.
1336-4351 CLUB SOCIAL O.C.Q.	Montréal	1972 09 18	1988 à 1991 incl.
1362-3368 CLUB SPORTIF DES DEUX ÎLES INC.	Sainte-Marie, Beauce	1975 03 13	1988 à 1991 incl.
1286-5846 CLUB TÊTE BLANCHE INC.	3688, rue Wolfe, Jonquière, Chicoutimi	1959 05 20	1988 à 1991 incl.
1325-5070 CLUB TRAINES-MOBILES DE CAUSAPSCAL INC.	53, rue St-Jacques nord, Causapscal, Matapédia	1969 12 17	1990 et 1991
1267-7951 CLUB WALBANK INC.	Grande-Rivières, Gaspé-Est	1958 04 09	1988 à 1991 incl.
1279-6504 CLUB WIGAN INC.	434, rue Mélançon, Saint-Jérôme, Terrebonne	1959 11 03	1989 à 1991 incl.
1312-1314 CLUB-COLOMBO LACHINE INCORPORÉE	160, 17 <sup>e</sup> Avenue, Lachine, Montréal	1969 10 10	1988 à 1991 incl.
1273-9405 LES COFFRAGES GENEST INC.	9390, rue Viau, Saint-Léonard, Montréal	1971 12 29	1988 à 1991 incl.
1362-1461 COMITÉ CULTUREL DE LA GUADELOUPE INC.	La Guadeloupe, Frontenac	1975 02 28	1989 à 1991 incl.
1352-8229 COMITÉ DE LOISIRS ET SPORTS ST-MAURICE & DUVERNAY	Route rurale numéro 2, Amos, Abitibi	1972 03 15	1988 à 1991 incl.
1349-0792 COMITÉ DES LOISIRS DE GRAND-REMOUS INC.	Grand-Remous, Gatineau	1972 05 19	1988 à 1991 incl.
1279-9185 COMITÉ DES LOISIRS ST-PIERRE DE WAKEFIELD INC.	Val-des-Monts, Papineau	1971 07 30	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1348-3623 COMITÉ DES LOISIRS ST-ROCH DE MEKINAC	Saint-Roch-de-Mekinac, Champlain	1973 10 19	1989 à 1991 incl.
1276-9915 LA COMMISSION DES LOISIRS DE GUIGUES	9475, route Marie Victorin, Tracy, Richelieu	1971 01 06	1989 à 1991 incl.
1286-0011 COMMUNAUTÉ LA TERRE INC.	384, rue Gosselin, Wotton, Wolfe	1971 10 13	1989 à 1991 incl.
1358-4008 COMMUNICATIONS LA FOI VIVIFIANTE INC.	567, rue Iberville, Beloeil, Verchères	1974 08 09	1988 à 1991 incl.
1289-8722 COMPAGNIE DE CONSTRUCTION NEPTUNE LTÉE	5460, avenue Royalmount, app. 207, Montréal	1959 06 05	1989 à 1991 incl.
1286-6315 LA COMPAGNIE DE PLACEMENT DES TRENTE ASSOCIÉS INC.	375, boulevard Jessop, Rimouski	1972 01 13	1988 à 1991 incl.
1360-3022 COMPAGNIE DE VÊTEMENTS ÉTOILE (MONTRÉAL) LTÉE	6330, rue Lachenaie, Saint-Léonard, Montréal	1974 11 18	1988 à 1991 incl.
1348-4753 LA COMPAGNIE MICHMA LIMITÉE	300, rue Cadotte, Laval-des-Rapides, Laval	1972 03 08	1989 à 1991 incl.
1337-8914 COMPTAMATIC (CÔTE-NORD) INC.	67, Place Lasalle, bureau 304, Baie-Comeau, Saguenay	1972 11 02	1988 à 1991 incl.
1304-4854 CONCEPT 2887139 LTÉE	1550, avenue Docteur Penfield, bureau 1701, Montréal	1967 03 21	1988 à 1991 incl.
1356-1733 CONQUÊTES DE MARCHÉS INTERNATIONAUX INC.	1000, rue Sherbrooke ouest, 20 <sup>e</sup> étage, Montréal	1974 04 30	1989 à 1991 incl.
1348-3342 CONSTRUCTION GRALA INC.	7335, rue Mile End, Montréal	1973 10 31	1988 à 1991 incl.
1330-3938 CONSTRUCTION JEAN ROY INC.	5291, rue Dugal, Saint-Jean-de-Boischatel, Montmorency 1	1973 05 25	1989 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1277-9500 CONSTRUCTION NORVEX LTÉE	Carleton, Bonaventure	1970 10 26	1988 à 1991 incl.
1285-4923 CONSTRUCTION SUPRÊME LTÉE	6407, boulevard La Fayette, Duvernay, Laval	1964 11 20	1989 à 1991 incl.
1350-0137 CONSTRUCTION SYLVIO ARCHAMBAULT LTÉE	47, rue Noiseux, Beloeil, Verchères	1973 12 10	1989 à 1991 incl.
1286-5317 CONSTRUCTION TRANSBEC INC.	29, chemin Fallbrook, Hampstead, Montréal	1972 05 15	1988 à 1991 incl.
1340-7986 LES CONSTRUCTIONS C. M. D. FONTAINE INC.	845, rue Lafontaine, Pintendre, Lévis	1973 09 28	1988 à 1991 incl.
1359-6564 LES CONSTRUCTIONS C.R. NADEAU INC.	134, rue de l'Anse, Saint-Rédempteur, Lévis	1974 10 11	1988 à 1991 incl.
1330-3896 CONSTRUCTIONS GASTON ROY LTÉE	541, rue des Mariniers, Beauport, Québec	1973 04 13	1988 à 1991 incl.
1360-8237 LES CONSTRUCTIONS JEAN KLAUDE LTÉE	5005, rue Poitiers, Auteuil, Laval	1974 12 13	1988 à 1991 incl.
1300-3983 CONSULTAS / ÉCOSYSTÈMES INC.	Route rurale numéro 2, chemin Alfred Desroches, Magog, Stanstead	1964 12 01	1989 à 1991 incl.
1341-5732 LES CONSULTATIONS MRT INC.	5999, avenue Monkland, app. 2011, Montréal	1973 10 16	1988 à 1991 incl.
1303-0739 LA CORPORATION ACCRÉDITÉE DES HYPOTHÈQUES ET DES INVESTISSEMENTS	Montréal	1958 04 28	1989 à 1991 incl.
1357-5444 CORPORATION DE PLANIFICATION DU LAC ST-JEAN, SECTEUR-NORD, INC.	L'Ascension-de-Notre- Seigneur, Lac Saint-Jean Est	1974 06 28	1989 à 1991 incl.
1325-9015 LA CORPORATION DES LOISIRS DANSE DE WARWICK INC.	Route rurale 1, Warwick, Arthabaska	1968 12 23	1989 à 1991 incl.
1273-7680 CORPORATION TOURISTIQUE LA MANIE	Saint-Bruno de Kamouraska	1971 11 09	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1315-5155 CORPS DE TAMBOURS ET TROMPETTES L'AVANT-GARDE DE MATANE INC.	Matane	1972 04 27	1988 à 1991 incl.
1339-8979 LE CORPS DE TAMBOURS ET CLAIRONS LES CHAPDELAINES DOLBEAU-MISTASSINI INC.	242, 3 <sup>e</sup> Avenue, Dolbeau, Lac Saint-Jean Ouest	1973 09 26	1988 à 1991 incl.
1354-3913 CÔTÉ BOIVIN ET CIE INCORPORÉE	Chicoutimi	1923 06 18	1988 à 1991 incl.
1363-0496 LES CRÉATIONS DOBRIDGE 1975 INC.	5169, avenue Notre-Dame- de-Grâce, Montréal	1975 04 22	1989 à 1991 incl.
1360-2719 DAVID OUELLET LTÉE	8468, rue Arianne, Saint-François, Laval	1974 11 14	1988 à 1991 incl.
1271-3756 DE LAROCHE STATION SERVICE INC.	4200, rue de la Roche, Montréal	1972 03 17	1988 à 1991 incl.
1330-7970 DENIS LESSARD INC.	38, rue Marcel, Saint-Eustache, Deux-Montagnes	1973 05 11	1989 à 1991 incl.
1362-5991 DENIS ROSS INC.	831, boulevard Laure, Sept-Îles, Saguenay	1975 03 25	1988 à 1991 incl.
1270-4763 DÉVELOPPEMENT LAC ST-LOUIS INC.	126, rue Carrière, Lachute, Argenteuil	1969 01 07	1989 à 1991 incl.
1328-3627 DÉVELOPPEMENT PANORAMA INC.	100, rue Jean-Talon, Saint-Luc, Saint-Jean	1959 03 12	1988 à 1991 incl.
1306-7103 DÉVELOPPEMENT RILWELL LTÉE	7980, avenue Stuart, app. 4, Montréal	1972 06 20	1988 à 1991 incl.
1287-5068 DÉVELOPPEMENT VISION INC.	2000, avenue Mansfield, bureau 1402, Montréal	1962 11 02	1989 à 1991 incl.
1333-9494 LES DÉVELOPPEMENTS GOTHIQUE INC.	Montréal	1973 06 26	1989 à 1991 incl.
1327-9930 DÉVELOPPEMENTS NEUFCHATEL INC.	10526, boulevard Pie IX, Montréal-Nord	1964 08 12	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1312-4920 DISBILO INC.	3204, chemin Ste-Foy, bureau 1, Sainte-Foy, Québec	1972 06 16	1989 à 1991 incl.
1334-3819 DOMAINE BOISÉ MONT ST-HILAIRE INC.	649, rue Lorraine, Mont-Saint-Hilaire, Rouville	1973 03 26	1989 à 1991 incl.
1333-9312 DOMAINE DE LA NATURE ST-DENIS DE BROMPTON INC.	1351 H, rue Ampère, Boucherville, Chambly	1972 11 09	1988 à 1991 incl.
1358-4487 DOMAINE FAMILIAL STE-JEANNE- D'ARC INC.	Sainte-Jeanne d'Arc, Lac-Saint-Jean-Ouest	1974 08 12	1988 à 1991 incl.
1340-7101 DOMAINE LES CHUTES ST-GEORGES INC.	Rivière-Malbaie, Charlevoix-Est	1973 09 14	1989 à 1991 incl.
1340-5493 DUMAS & MORIN INC.	1338, 5 <sup>e</sup> Avenue, Saint-Côme-de-Kennebec, Beauce	1973 09 27	1988 à 1991 incl.
1347-6064 D. ROSS TEXTILE INC.	223, rue de l'Église, Rosemère, Terrebonne	1972 06 20	1988 à 1991 incl.
1316-2359 EASTBROOK EXPRESS LTD.	2300, rue Gameau, Longueuil, Chambly	1956 06 12	1988 à 1991 incl.
1313-1016 ÉCOLE DE SKI JEAN-GUY INC.	8, rue Berloin, Saint-François, Laval	1972 01 13	1988 à 1991 incl.
1338-3534 EDEN MART INC.	510, rue Gagné, Lasalle, Montréal	1972 06 29	1989 à 1991 incl.
1345-8799 EDGAR CROTEAU INC.	335, rue des Sables, Québec	1973 10 26	1988 à 1991 incl.
1348-1395 L'ÉDIFICE DES ROUTIERS (MTL) INC.	5050, rue de Sorel, Montréal	1972 07 21	1988 à 1991 incl.
1353-5117 LES ÉDIFICES CANTIN & FRÈRES LIMITÉE	72, rue Ste-Famille, Jonquière, Chicoutimi	1958 09 27	1989 à 1991 incl.
1356-9314 LES ÉDITIONS MARKETING SOCIAL INC.	976, avenue Moncton, Québec	1974 06 03	1989 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1310-8618 ENTERPRISE WARY INC.	Montréal	1972 10 05	1988 à 1991 incl.
1287-3063 ENTREPRISE DE CONSTRUCTION VERSAILLES LTÉE	1452, rue Montcalm, Chomedey, Laval	1966 07 07	1988 à 1991 incl.
1360-8583 LES ENTREPRISES CENTROC INC.	231, rue Christophe Colomb est, Québec	1974 12 16	1989 à 1991 incl.
1348-5487 ENTREPRISES DAOUST-SÉNÉCAL LTÉE	6696, avenue Papineau, Montréal	1972 09 13	1989 à 1991 incl.
1358-0998 LES ENTREPRISES DE SOUDURES P.R.L. INC.	4981, rue Dunn, Montréal	1974 07 24	1989 à 1991 incl.
1336-5697 LES ENTREPRISES DENIS PROTEAU INC.	Sherbrooke	1973 06 04	1988 à 1991 incl.
1360-7205 LES ENTREPRISES DUMOULIN ET JOLICOEUR INC.	675, boulevard St-Joseph, bureau 101, Hull	1974 12 10	1989 à 1991 incl.
1359-6861 LES ENTREPRISES GETESSE LTÉE	498, chemin Côte Sainte-Catherine, Outremont, Montréal	1974 10 15	1988 à 1991 incl.
1341-5419 ENTREPRISES G. N. S. INC.	1641, Terrasse Pilon, Chomedey, Laval	1973 09 19	1988 à 1991 incl.
1337-3634 ENTREPRISES J. P. AUBRY LTÉE	4460, boulevard Pie IX, Montréal	1972 10 20	1989 à 1991 incl.
1350-3099 LES ENTREPRISES LA CHAUMIÈRE INC.	305, rue des Érables, Beauceville, Beauce	1973 12 27	1989 à 1991 incl.
1289-7161 LES ENTREPRISES LAWRENCEVILLE INC.	Lawrenceville, Shefford	1962 02 14	1988 à 1991 incl.
1359-5764 LES ENTREPRISES LES SEPT LTÉE	3, rue St-Georges, Gatineau, Hull	1974 10 07	1988 à 1991 incl.
1297-5645 LES ENTREPRISES MINIÈRES KAPPA INC.	16, 1 <sup>re</sup> Avenue, Wärwick, Arthabaska	1970 07 31	1988 à 1991 incl.
1282-5378 LES ENTREPRISES ROBADY LTÉE	548, rue Visitation, Saint-Charles-Borromée, Joliette	1971 12 29	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1283-3760 ENTREPRISES SAMO INC.	7441, avenue de la Loire, Anjou, Montréal	1965 10 12	1988 à 1991 incl.
1361-1421 LES ENTREPRISES SOUTEC INC.	Rue Principale, Fort-Coulonge, Pontiac	1975 02 27	1988 à 1991 incl.
1330-7756 LES ENTREPRISES ZAKEM LTÉE	175, boulevard Deguire, bureau 909, Saint-Laurent, Montréal	1973 03 28	1989 à 1991 incl.
1281-5502 ÉQUIPEMENT RAM INC.	175, Côte du Passage, Lévis	1968 05 29	1989 à 1991 incl.
1292-7091 EUGÈNE BREAU ET FRÈRES INC.	12270, rue April, Montréal	1970 11 30	1989 à 1991 incl.
1323-2285 FARESH INC.	762, chemin Dublin, Inverness, Mégantic	1972 08 25	1989 à 1991 incl.
1280-8499 FÉDÉRATION DES ÉCOLES PROFESSIONNELLES PRIVÉES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC	3155, rue Hochelaga, Montréal	1967 04 03	1989 à 1991 incl.
1356-4943 FÉDÉRATION RÉGIONALE DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL DU NORD-OUEST QUÉBÉCOIS F.R.A.T.N.O.Q.	Rouyn-Noranda, Témiscamingue	1974 08 29	1989 à 1991 incl.
1339-3665 FERLATTE & FRÈRES INC.	Caplan, Bonaventure	1973 09 28	1988 à 1991 incl.
1333-1350 FERME AVICOLE DIOTTE ET FILS INC.	Kiamika, Labelle	1972 10 13	1988 à 1991 incl.
1286-6042 LA FERME LE TRÈFLE VERT LTÉE	Route rurale numéro 1, Saint-Élie d'Orford, Sherbrooke	1969 12 12	1988 à 1991 incl.
1357-1922 LA FERME L'ÉPERON INC.	Kiamika, Labelle	1974 06 12	1988 à 1991 incl.
1333-6755 FESTIVAL DE LA TRAVERSÉE DE LA BAIE-DES-CHALEURS INC.	Bonaventure	1973 06 11	1988 à 1991 incl.
1357-7929 FINITION DE PLANCHER J.B. INC.	9131, 10 <sup>e</sup> Avenue, Montréal	1974 07 12	1989 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1322-2278 FONDATION GERTRUDE BOYER	1730, rue Georges, Shawinigan, Saint-Maurice	1970 02 04	1989 à 1991 incl.
1292-4577 FONDATION MONDIALE DES PROFESSIONNELS	65, Terrasse Ballantyne, Dorval, Montréal	1972 06 09	1988 à 1991 incl.
1349-1881 FONDATION POUR LE CONSEIL DE PRESSE DU QUÉBEC	620, boul. Dorchester ouest, Montréal	1973 12 10	1988 à 1991 incl.
1290-0049 FONDATION TIMI INC.	Chicoutimi	1971 11 26	1988 à 1991 incl.
1337-7148 LES FONDATIONS SERGE ROY INC.	496, rue Leroy, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1973 07 18	1988 à 1991 incl.
1354-6965 FOYERS NOURRICIERS INC.	3831, chemin St-Damien, Jonquières, Chicoutimi	1974 03 04	1988 à 1991 incl.
1355-2500 FRIGOREX DU QUÉBEC LTÉE	2075, boulevard Bédare, Saint-Lazare, Vaudreuil	1974 03 26	1989 à 1991 incl.
1309-2531 F.-M. MARCOTTE INC.	367, rue Isabey, Saint-Laurent, Montréal	1968 03 01	1988 à 1991 incl.
1325-6235 G & L CHICOINE AUTO PARTS INC.	150, boulevard Fiset, Sorel, Richelieu	1972 05 18	1988 à 1991 incl.
1359-5236 GARAGE AIMÉ JOMPHE INC.	Havre Saint-Pierre, Saguenay	1974 10 04	1989 à 1991 incl.
1283-3349 GARAGE BRIEN LIMITÉE	5377, rue de Lorimier, Montréal	1962 05 04	1989 à 1991 incl.
1339-8730 GARDE ST-GABRIEL DE STRATFORD CENTRE INC.	Stratford, Wolfe	1973 09 26	1988 à 1991 incl.
1336-8816 GENYCOM INC.	1460, rue de la Colline, Cap-Rouge, Québec	1972 11 27	1989 à 1991 incl.
1287-7866 GESTION 4726 ALEXANDRE INC.	4726, rue Alexander, Pierrefonds, Montréal	1968 11 21	1988 à 1991 incl.
1356-1840 GESTION CAP MARTIN INC.	708, rue de l'Église, Saint-Jean-Port-Joli, L'Islet	1974 05 02	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1330-2542 GESTION CAYOUCETTE LTÉE	952, rue des Colbris, Longueuil, Chambly	1973 05 04	1988 à 1991 incl.
1361-5810 GESTION DELAGE INC.	2605, chemin Ste-Foy, bureau 113, Sainte-Foy, Québec	1975 02 17	1989 à 1991 incl.
1340-8315 GESTION M. DUBÉ INC.	168, Rang 4 ouest, New-Richmond, Bonaventure	1973 10 03	1989 à 1991 incl.
1349-8209 GESTION SAPHIR INC.	9, Terrasse Martel, Chomedey, Laval	1972 09 14	1988 à 1991 incl.
1333-5591 GESTION VIATEUR LECLERC INC.	1172, rue Beaupré, Sainte-Foy, Québec	1972 10 05	1988 à 1991 incl.
1358-2994 GRÉGOIRE GÉNÉREUX ET ASSOCIÉS LTÉE	8758, Terrasse Forget, Lasalle, Montréal	1974 08 05	1989 à 1991 incl.
1293-1614 HABITAT ARTHABASKA INC.	25, rue des Forges, Victoriaville, Arthabaska	1969 08 08	1988 à 1991 incl.
1336-6422 HOTEL MILOT INC.	242, 6 <sup>e</sup> Avenue, Dolbeau, Lac Saint-Jean-Ouest	1973 08 21	1988 à 1991 incl.
1321-6254 LES IMMEUBLES ALAMEDA LTÉE	1, Place Ville-Marie, bureau 1901, Montréal	1969 03 07	1988 à 1991 incl.
1339-2105 LES IMMEUBLES A. M. INC.	615, boulevard René-Lévesque ouest, bureau 820, Montréal	1973 08 17	1988 à 1991 incl.
1283-0378 LES IMMEUBLES DE ROUVILLE LTÉE	115, chemin des Patriotes, Saint-Charles-sur- Richelieu, Saint-Hyacinthe	1958 12 12	1988 à 1991 incl.
1362-5785 LES IMMEUBLES DESCALAFOR INC.	540, 1 <sup>re</sup> Avenue, Québec	1975 03 24	1989 à 1991 incl.
1356-8498 IMMEUBLES DRAVY INC.	4, Parc Samuel Holland, bureau 2000, Québec	1974 05 27	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1344-4625 LES IMMEUBLES FLORIDEV INC.	770, rue Sherbrooke ouest, bureau 1300, Montréal	1973 10 22	1988 à 1991 incl.
1268-1375 LES IMMEUBLES JEAN KRAMER INC.	4687, boulevard Edouard Montpetit, Montréal	1965 10 12	1989 à 1991 incl.
1331-9694 LES IMMEUBLES KENE LTÉE	77, rue Bernard est, Montréal	1973 06 22	1989 à 1991 incl.
1336-9871 IMMEUBLES LAVELLO LTÉE	9545, boulevard St-Laurent, Montréal	1973 01 14	1988 à 1991 incl.
1317-0956 LES IMMEUBLES LEPAGE INC.	1515, boulevard Jacques Cartier, Mont-Joli, Rimouski	1956 04 20	1988 à 1991 incl.
1274-1815 LES IMMEUBLES MARIEVILLE INC.	700, rue Perigny, Chambly	1969 05 28	1988 à 1991 incl.
1350-9617 LES IMMEUBLES MICHEL A ROUSSEAU INC.	31, avenue de Breslay, Pointe-Claire, Montréal	1973 12 05	1988 à 1991 incl.
1329-9110 LES IMMEUBLES NISDAL LTÉE	1155, boulevard René-Lévesque ouest, bureau 4104, Montréal	1973 03 12	1989 à 1991 incl.
1351-3288 IMMEUBLES PLACE ARTHUR NORMAND INC.	Joliette	1974 01 24	1988 à 1991 incl.
1280-3722 LES IMMEUBLES POIRE INC.	763, route Trans-Canada est, Lévis	1971 11 04	1988 à 1991 incl.
1310-4997 LES IMMEUBLES QUERCUS INC.	678, 16 <sup>e</sup> Avenue, Lasalle	1972 11 20	1989 à 1991 incl.
1284-8727 LES IMMEUBLES SPARTACUS INC.	446, rue Jean Talon ouest, Montréal	1968 02 12	1989 à 1991 incl.
1287-3212 LES IMMEUBLES VERTE CITÉ INC.	2505, chemin Bates, Montréal	1964 02 06	1988 à 1991 incl.
1336-3684 LES IMMEUBLES YVAN LEBEAU INC.	16, boulevard du Séminaire nord, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1972 11 27	1989 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1350-1101 LES IMPORTATIONS G. & M. INC.	138, Croissant Chartwell, Beaconsfield, Montréal	1973 12 07	1988 à 1991 incl.
1282-4959 LES INDUSTRIES RIVEST INC.	5845, rue Panama, Brossard, Laprairie	1969 09 23	1988 à 1991 incl.
1331-6351 LES INDUSTRIES VIC INC.	1647, rue Montebello, Sainte-Foy, Québec	1973 07 13	1988 à 1991 incl.
1361-9242 INSTITUT AUX CENT MILLE CHEVEUX INC.	1440, rue Ste-Catherine ouest, bureau 607, Montréal	1975 02 20	1989 à 1991 incl.
1347-6205 INSTITUT MUSICAL DAVID INC.	1891, rue Sherbrooke est, Montréal	1972 07 12	1988 à 1991 incl.
1288-2601 INTER QUÉBEC CONSTRUCTION LTÉE	3500, 52 <sup>e</sup> Avenue, bureau 303, Montréal	1964 08 06	1988 à 1991 incl.
1290-7895 LES INVESTISSEMENTS BLUERIDGE INC.	4256, rue St-Laurent, Montréal	1957 12 06	1989 à 1991 incl.
1352-4673 INVESTISSEMENTS DUMONT-SÉGUIN INC.	25, avenue Vincent d'Indy, bureau 105, Outremont, Montréal	1973 09 13	1988 à 1991 incl.
1355-1916 LES INVESTISSEMENTS G. LAUZON INC.	157, rue Doyon, Châteauguay	1974 03 22	1988 à 1991 incl.
1363-3086 LES INVESTISSEMENTS PELAFO INC.	787, 9 <sup>e</sup> Avenue, Lachine, Montréal	1975 05 06	1988 à 1991 incl.
1282-6582 LES INVESTISSEMENTS ROCKMORE INC.	100, boulevard Alexis Nihon, bureau 909, Saint-Laurent, Montréal	1965 01 05	1988 à 1991 incl.
1334-1946 LES INVESTISSEMENTS SAWASH LTÉE	1564, rue Rochon, Saint-Laurent, Montréal	1973 01 26	1988 à 1991 incl.
1331-3531 LES INVESTISSEMENTS U. TURANO INC.	9715, boulevard Perras, Montréal	1973 05 16	1989 à 1991 incl.
1363-1528 JACQUES GRÉGOIRE INC.	10992, avenue Beau-Rivage, Shawinigan, Saint-Maurice	1975 04 29	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1268-2001 JEAN-LOUIS TURGEON INC.	282, rue Du Parc, Mont Saint-Hilaire, Rouville	1971 12 20	1989 à 1991 incl.
1268-7703 JNEB INC.	Route rurale numéro 11, Prévost, Terrebonne	1970 07 30	1989 à 1991 incl.
1348-5990 JOHN PAQUET LTÉE	880, 113ième Rue, Saint-Georges, Beauce	1972 09 13	1989 à 1991 incl.
1269-3602 JUBILEE QUÉBEC HOLDINGS LIMITED	600, boulevard de Maisonneuve ouest, bureau 2710, Montréal	1969 10 30	1989 à 1991 incl.
1309-6755 J.P. GRAVEL INC.	500, rue Marie-Louise, Québec	1971 10 07	1989 à 1991 incl.
1352-3832 LE LABORATOIRE D'HISTOIRE RELIGIEUSE DE LAVAL INC.	Université Laval, Sainte-Foy, Québec	1973 11 20	1988 à 1991 incl.
1361-8574 LABORATOIRE MÉDICAL SADEC LTÉE	1545, Parc Beauvoir, Sillery, Québec	1975 02 18	1988 à 1991 incl.
1270-3443 LABRADOR REALTIES LTD.	8255, boulevard St-Laurent, Montréal	1953 05 23	1988 à 1991 incl.
1270-3567 LABRECQUE MANUFACTURING INC.	Granby, Shefford	1957 07 18	1988 à 1991 incl.
1270-9085 LAKESIDE LIMITED	Portage-du-Fort, Pontiac	1961 09 06	1989 à 1991 incl.
1270-8491 LAMB LAKE CLUB	Campbell's Bay, Pontiac	1963 01 25	1989 à 1991 incl.
1353-5513 LANTHIER FISH & GAME CLUB	1, Place Ville-Marie, étage 40, Montréal	1939 01 19	1988 à 1991 incl.
1271-2832 LAPIERRE & ASSOCIÉS LTÉE	Lac Simon, Cheneville, Papineau	1966 12 15	1989 à 1991 incl.
1362-3582 LEV-MARINC.	2405, rue de la Province, Longueuil, Chambly	1975 03 14	1988 à 1991 incl.
1331-0602 LIBRAIRIE LEMIEUX LIMITÉE	518, boulevard Walberg, Dolbeau, Lac-Saint-Jean-Ouest	1973 05 16	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1359-1383 LA LIGUE DE BALLON-BALAI DE MONTMAGNY INC.	Montmagny	1974 09 13	1988 à 1991 incl.
1354-9712 LIGUE DE BASEBALL INTER-CITÉ DE CHARLESBOURG INC.	7575, boulevard Henri-Bourassa, Charlesbourg (Québec)	1974 07 02	1988 à 1991 incl.
1321-9621 LA LIGUE DE BASEBALL MINEUR DE ST-JEAN-SUR-RICHELIEU INC.	Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1970 06 16	1989 à 1991 incl.
1349-8084 LA LIGUE DE HOCKEY JUNIOR "A" DU QUÉBEC (1972) INC.	100, rue St-Charles ouest, Longueuil, Chambly	1972 08 04	1988 à 1991 incl.
1304-9945 LA LIGUE DE HOCKEY JUVÉNILE DU NORD-OUEST DU QUÉBEC INC.	182, 1 <sup>re</sup> Rue est, Amos, Abitibi	1970 07 14	1988 à 1991 incl.
1309-9593 LINGERIE LOREN INC.	11780, 4 <sup>e</sup> Avenue, Montréal	1970 09 09	1989 à 1991 incl.
1320-6164 LIONS CLUB OF ORMSTOWN	Ormstown, Châteauguay	1962 04 27	1988 à 1991 incl.
1357-7820 LOCATION D'AUTOMOBILES JACQUES GIRARD INC.	656, avenue Graham Bell, Sainte-Foy, Québec	1974 07 11	1988 à 1991 incl.
1363-0587 LOCATION D'AUTOS REMPART (1975) INC.	5, place Québec, Québec	1975 04 24	1988 à 1991 incl.
1354-2428 LOISIRS BOYCE ET VIAU DE MONTRÉAL INC.	Montréal	1974 03 01	1989 à 1991 incl.
1303-6181 LES LOISIRS DE BARRAUTE INC.	Barraute, Abitibi	1962 05 04	1988 à 1991 incl.
1337-5803 LOISIRS DE LAVAL-CENTRE	320, rue Richard, Chomedey, Laval	1973 07 18	1989 à 1991 incl.
1353-8277 LES LOISIRS DE L'ANGE-GARDIEN-DE-ROUVILLE	249, rue St-Joseph, Ange-Gardien, Rouville	1959 11 07	1989 à 1991 incl.
1273-3960 LES LOISIRS DE MAGPIE INC.	Rivière-Saint-Jean, Saguenay	1966 05 02	1988 à 1991 incl.
1274-9214 LES LOISIRS DE ST-MAXIME DE SCOTT INC.	Scott, Dorchester	1964 04 03	1989 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1314-9984 LES LOISIRS ST-JÉRÔME DE L'AUVERGNE	Charlesbourg, Québec	1959 06 16	1988 à 1991 incl.
1268-7828 LOISIRS ST-JÔACHIM DE LA PLAINE INC.	La Plaine, L'Assomption	1966 07 27	1988 à 1991 incl.
1289-1560 LUCIEN CORBEIL CIE LTÉE	466, 13 <sup>e</sup> Rue, Laval-des-Rapides, Laval	1953 12 07	1989 à 1991 incl.
1329-8518 MACHINISTE B.G.F. INC.	260, Côte Nord, Boisbriand, Terrebonne	1973 04 24	1989 à 1991 incl.
1335-7538 MAGASIN PÉNÉLOPE ROUYN-NORANDA INC.	179, avenue Murdoch, Rouyn-Noranda, Témiscamingue	1972 11 30	1988 à 1991 incl.
1336-4138 MAINTENANCE MARIE-LOUIS POULIN INC.	1102, rue de Dijon, bureau 2, Sainte-Foy, Québec	1973 06 26	1989 à 1991 incl.
1340-6251 MANUFACTURE DE VÊTEMENTS DE SPORTS DOMINION LTÉE	4999, rue Ste-Catherine ouest, Montréal	1946 12 20	1989 à 1991 incl.
1352-5001 MARBEC LTÉE	660, boulevard Crémazie est, bureau 1, Montréal	1974 02 14	1989 à 1991 incl.
1273-9769 MARCEL SAURIOL ÉLECTRONIQUE INC.	2550, rue Jean-Talon est, Montréal	1960 02 19	1988 à 1991 incl.
1344-0391 MARCHÉ R. S. INC.	7890, rue St-Denis, Montréal	1973 10 15	1989 à 1991 incl.
1331-3168 MARCHE TOUSIGNANT INC.	2471, rue Lacordaire, Montréal	1973 04 13	1989 à 1991 incl.
1356-1691 MARILI LTÉE	95, rue le Courtois, La Malbaie, Charlevoix-Est	1974 04 30	1988 à 1991 incl.
1341-0147 THE MEACH LAKE ASSOCIATION	Chelsea, Gatineau	1926 04 01	1989 à 1991 incl.
1325-6342 LES METS CHINOIS MERCIER LTÉE	9160, rue P. Airlie, LaSalle, Montréal	1964 05 04	1989 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1277-5532 MEUBLES HÉLÈNE JACQUES INC.	191, rue Commerciale, Saint-Henri, Lévis	1970 11 17	1989 à 1991 incl.
1354-4697 MEUBLES STAN FORTIN INC.	22, rue Dolbeau, Baie-Comeau, Saguenay	1974 01 22	1989 à 1991 incl.
1275-5286 MEYSOR LTD.	3542, boulevard Concorde, bureau 106-A, Chomedey, Laval	1962 01 29	1988 à 1991 incl.
1351-5432 MOBATEL INC.	825, rue Lippmann, Chomedey, Laval	1974 01 31	1988 à 1991 incl.
1345-9854 LES MODES ORENT LTÉE	75, rue Glenmore, Montréal	1973 10 04	1988 à 1991 incl.
1276-5632 MONTRAD INC.	1500, rue Atwater, bureau 915, Montréal	1964 09 11	1989 à 1991 incl.
1267-9924 MOTEL JANN INC.	2620, boulevard Wilfrid-Hamel, Québec	1970 10 05	1988 à 1991 incl.
1274-6848 LES MOTELS DE MATANE INC.	143, rue Fraser, Matane	1971 04 06	1988 à 1991 incl.
1280-8432 MULTIPLAST INC.	6700, rue Beaulac, Brossard, Laprairie	1970 09 01	1989 à 1991 incl.
1277-3032 NARBO INVESTMENT CORP.	5, Place Ville-Marie, bureau 1700, Montréal	1958 12 02	1988 à 1991 incl.
1277-3271 NATCO INC.	6681, avenue du Parc, Montréal	1965 02 24	1988 à 1991 incl.
1284-0773 NATIONAL SHELTER CORP	5525, avenue Trent, app. 104, Côte-Saint-Luc, Montréal	1961 09 26	1988 à 1991 incl.
1270-3740 LES NÉGOCIANTS LACABIE LIMITÉE	418, chemin Bord-du-Lac, Beaconsfield, Montréal	1971 10 28	1989 à 1991 incl.
1279-0861 NICAIR INC.	363, rue Léveillé, Terrebonne	1966 02 18	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1277-8262 NORIST COMPANY LTD.	554, Montée de Liesse, Saint-Laurent, Montréal	1967 01 23	1989 à 1991 incl.
1272-9323 L'OEUVRE DES LOISIRS DE ST-TIMOTHÉE	Saint-Timothée, Beauharnois	1958 06 05	1988 à 1991 incl.
1272-2229 L'OEUVRE DES LOISIRS ST-MARTIN INC.	265, 46 <sup>e</sup> Rue ouest, Charlesbourg, Québec	1971 07 27	1989 à 1991 incl.
1362-6254 OSWALD BERNIER INC.	Jonquière, Chicoutimi	1975 03 27	1988 à 1991 incl.
1341-7522 O. ST-JEAN LIMITÉE	Montréal	1922 12 18	1989 à 1991 incl.
1332-7390 PÂTISSERIE-CHARCUTERIE LENCZ INC.	6311, avenue Somerled, bureau 1111, Montréal	1972 10 13	1989 à 1991 incl.
1296-1744 PAUL R. CROCKER & ASSOCIATES INC.	1420, rue Sherbrooke ouest, Montréal	1966 06 17	1989 à 1991 incl.
1348-3011 PETITPAS & FILS INC.	1049, boulevard de l'Escale, Havre Saint-Pierre, Saguenay	1973 12 05	1988 à 1991 incl.
1354-7849 PHOTO CRÉATION C.D. INC.	1155, rue Sherbrooke ouest, bureau 1601, Montréal	1974 02 28	1988 à 1991 incl.
1331-2491 PIÈCES AUTOMOBILES BUDMAN LTÉE	35, chemin Thornton, Dollard-des-Ormeaux, Montréal	1973 05 08	1988 à 1991 incl.
1357-4876 PIÈCES D'AUTO ÉTRANGÈRES MIRAGE INC.	6995, boulevard Gouin est, app. 501, Montréal	1974 02 27	1988 à 1991 incl.
1359-5210 PIÈCES D'AUTOS JOMPHE INC.	Havre Saint-Pierre, Saguenay	1974 10 04	1989 à 1991 incl.
1280-0983 PLACEBO INC.	131, rue du Parc, Donnacona, Portneuf	1971 01 20	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1282-1484 PLACEMENT RÉSERVATION INC.	5005, rue Jean-Talon ouest, 3 <sup>e</sup> Étage, Montréal	1958 12 02	1989 à 1991 incl.
1340-8646 LES PLACEMENTS DE LA PÉNINSULE LIMITÉE	1641, rue Jogues, Mont-Joli, Rimouski	1973 10 05	1989 à 1991 incl.
1270-3500 LES PLACEMENTS LABRALE LIMITÉE	68, boulevard St-Joseph ouest, Montréal	1960 10 19	1988 à 1991 incl.
1271-3889 PLACEMENTS LAROUCHE INC.	14500, rue Héon, Bécancour, Nicolet	1970 05 06	1989 à 1991 incl.
1350-2489 LES PLACEMENTS MORWELL LTÉE	4700, avenue Prince of Wales, bureau 124, Montréal	1973 11 28	1989 à 1991 incl.
1277-7553 LES PLACEMENTS NORAM LTÉE	152, rue Ashton, Saint-Laurent, Montréal	1960 10 18	1988 à 1991 incl.
1271-4119 LES PLACEMENTS T. NADEL INC.	527, rue de Gaspé, Verdun, Montréal	1958 06 10	1988 à 1991 incl.
1287-7015 PLACEMENTS WEIGAR INC.	Montréal	1956 11 05	1989 à 1991 incl.
1360-9540 POISSONNERIE BOISVERT INC.	256, rue Marquette, Sherbrooke	1974 12 23	1988 à 1991 incl.
1298-3615 POLBER LTÉE	Montréal	1966 11 14	1988 à 1991 incl.
1330-7327 LES PRODUITS DE BOÎTES EN CARTON D'ALMA LIMITÉE	1060, rue Maloney ouest, Alma, Lac Saint-Jean-Est	1973 05 17	1989 à 1991 incl.
1332-1419 PRODUITS GLACES VANASSE INC.	37, rue St-Nicolas, Sorel, Richelieu	1972 10 05	1989 à 1991 incl.
1362-4903 PROJET MONTCALM INC.	Saint-Jacques, Montcalm	1975 03 19	1989 à 1991 incl.
1280-9489 PROMEDICA LTD.	2295, avenue Kildare, Mont-Royal, Montréal	1964 02 14	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1336-4625 LES PROMOTIONS L.G.L. INC.	88 A, rue Notre-Dame nord, Thetford-Mines, Mégantic	1972 09 07	1989 à 1991 incl.
1334-6713 PROMOVAC INC.	Lac Simon, Papineau	1973 01 09	1988 à 1991 incl.
1359-8875 PROVEX INC.	7887, avenue Grenache, Anjou, Montréal	1974 10 23	1989 à 1991 incl.
1307-8605 QUÉBEC LUMBER PRODUCTS LTD.	432, boulevard Valois, Dorion, Vaudreuil	1952 03 18	1988 à 1991 incl.
1281-3036 QUÉBÉCHECS	1457, rue Darling, Montréal	1970 09 04	1989 à 1991 incl.
1337-7312 RAMBLY INC.	68, boulevard Pie XII, Cap-de-la-Madeleine, Champlain	1973 07 31	1988 à 1991 incl.
1272-7566 THE RAPHAEL LOWY MEMORIAL FOUNDATION	1117, rue Ste-Catherine ouest, bureau 802, Montréal	1956 12 17	1989 à 1991 incl.
1338-6537 RAYMOND HACALA INC.	7034, rue Étienne-Bouchard, Montréal	1972 05 18	1989 à 1991 incl.
1355-5909 RAYMOND NAPPERT INC.	105, rue Notre-Dame est, Victoriaville, Arthabaska	1974 02 25	1988 à 1991 incl.
1299-7185 RÉAL BONIN INC.	614, chemin St-Laurent, Léry, Châteauguay	1962 08 10	1989 à 1991 incl.
1281-7466 RÉALISATIONS URBAINES LTÉE	770, rue Sherbrooke ouest, bureau 1300, Montréal	1967 07 26	1989 à 1991 incl.
1333-9205 REDECO LIMITÉE (LIBRE DE RESPONSABILITÉ PERSONNELLE)	868, Rang 8-9, Belcourt, Abitibi	1973 01 30	1988 à 1991 incl.
1358-3455 RENÉ PARENT & FRÈRES INC.	983, chemin Guertin, Granby, Shefford	1974 08 07	1989 à 1991 incl.
1354-4143 RÉNOVATIONS LIONEL RACINE LTÉE	815, rue Short, Sherbrooke	1974 03 06	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1360-7916 RÉSEAU HERTZIEN DRUMMOND INC.	88, avenue St-Laurent, app. 4, Drummondville, Drummond	1974 12 12	1989 à 1991 incl.
1357-4330 LA RÉSERVE DE SECOURS DE LA PETITE NATION	76 C, rue St-André, St-André Avelin, Papineau	1974 10 31	1988 à 1991 incl.
1278-9400 RESTAURANT CAFÉ DE PARIS INC.	220, Tour-du-Lac, Sainte-Agathe-des-Monts, Terrebonne	1966 08 04	1989 à 1991 incl.
1284-1128 RESTAURANT TONI (SHERBROOKE) INC.	49, rue Wellington nord, Sherbrooke	1971 12 17	1989 à 1991 incl.
1282-4462 RITEL INC.	1996, 1 <sup>re</sup> Avenue, Québec	1964 10 02	1989 à 1991 incl.
1282-6962 ROD TREMBLAY INC.	6875, 19 <sup>e</sup> Avenue, Montréal	1963 04 16	1989 à 1991 incl.
1347-7104 ROLAND CARBONNEAU & ASSOCIÉS INC.	1570, rue Filion, bureau 102, Saint-Lambert, Chambly	1972 07 07	1989 à 1991 incl.
1272-3086 ROUYN-NORANDA HUNTING AND FISHING ASSOCIATION	55, rue Dallaire, Rouyn-Noranda, Témiscamingue	1950 08 15	1989 à 1991 incl.
1340-8505 ROYRAD INC.	1350, rue Royale, bureau 601, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1973 09 27	1989 à 1991 incl.
1357-7895 R. C. BOILARD INC.	3, rue Victor Léger, Salaberry-de-Valleyfield, Beauharnois	1974 07 11	1988 à 1991 incl.
1283-0857 R. ROMPRE INC.	3510, boulevard Saint-Laurent, Montréal	1972 03 13	1989 à 1991 incl.
1354-5058 R.L. AUGER ET ASSOCIÉS INC.	1160, 4 <sup>ième</sup> Avenue, Grand-Mère, Champlain	1974 03 07	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1338-7709 LE SALON DES SCIENCES OCCULTES DU QUÉBEC INC.	Montréal	1972 05 29	1989 à 1991 incl.
1362-0174 SALON-BAR L.J. GAGNON INC.	3937, rue de la Fabrique, Jonquières, Chicoutimi	1976 02 24	1988 à 1991 incl.
1351-2843 SCOTCH HILL SHOOTING CLUB	74, rang 2, Wotton, Wolfe	1971 06 07	1988 à 1991 incl.
1353-4854 LA SEIGNEURIE DE VITRE	Bic, Rimouski	1972 10 04	1989 à 1991 incl.
1357-9396 SERVICE DE DÉPANNAGE À DOMICILE DE L'ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	Rouyn-Noranda, Témiscamingue	1974 08 15	1989 à 1991 incl.
1340-9925 SERVICE DE MIRAGE MÉTROPOLITAIN INC.	1355 A, rue Graham Bell, Boucherville, Chambly	1973 10 03	1988 à 1991 incl.
1312-3534 SERVICE DES LOISIRS ST-YVES DE DUVERNAY	2825, rue Dollard, Duvernay, Laval	1966 06 22	1989 à 1991 incl.
1361-1082 SERVICE D'ENTRAIDE FAMILIALE NORD-EST INC	12687, 41 <sup>e</sup> Avenue, bureau 2, Montréal	1975 01 07	1988 à 1991 incl.
1296-3591 SERVICE D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION SHERBROOKE INC.	1440, rue Conseil, Fleurimont, Sherbrooke	1972 05 15	1989 à 1991 incl.
1322-2567 SKOURA-VARVITSA BROTHERHOOD OF CANADA	5622, avenue du Parc, Montréal	1959 11 24	1988 à 1991 incl.
1309-1525 SNOWDON MINING AND EXPLORATIONS LIMITED (No Personal Liability)	1, Place Bellerive, bureau 312, Chomedey, Laval	1957 12 13	1989 à 1991 incl.
1353-1090 SOCIÉTÉ DE GESTION CAJO LTÉE	9200, boulevard St-Laurent, Montréal	1960 03 31	1989 à 1991 incl.
1288-2205 SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS 870 INC.	2155, avenue Dumouchel, Chomedey, Laval	1970 11 20	1989 à 1991 incl.
1361-9333 SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE L'ORMIÈRE	192, rue Pied-de-la-Côte, Maskinongé	1975 02 20	1989 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1273-4802 SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT MAISONNEUVE INC.	1010, rue Sherbrooke ouest, bureau 2011, Montréal	1958 04 16	1988 à 1991 incl.
1282-5428 SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT ROBAT INC.	Place du Canada, bureau 1180, Montréal	1959 02 09	1988 à 1991 incl.
1301-9609 SOCIÉTÉ LIBANO CANADIENNE DE MONTRÉAL	40, boulevard Jean-Talon est, Montréal	1964 01 15	1989 à 1991 incl.
1269-5367 LA SOCIÉTÉ NATIONALE POPULAIRE (DU QUÉBEC)	6338, rue Arthur- Chevrier, bureau 8, Montréal-Nord	1965 06 03	1988 à 1991 incl.
1355-1692 SOCIÉTÉ POUR PROMOUVOIR LA PUBLICATION EN HISTOIRE DE L'ART AU CANADA	Université Laval Département d'Histoire, Sainte-Foy, Québec	1974 02 13	1989 à 1991 incl.
1302-7982 SOLIVESTCO INC.	69, boulevard de la Concorde, Laval-des-Rapides, Laval	1972 01 26	1988 à 1991 incl.
1331-5171 SPORTS GASPARD NADEAU INC.	1, Place 14 <sup>e</sup> Rue, Laval-des-Rapides, Laval	1973 01 22	1988 à 1991 incl.
1348-1452 STANSTEAD KOA KAMPING INC.	2500, rue de Contrecoeur, Montréal	1972 06 12	1988 à 1991 incl.
1359-1557 STÉRÉOVEX INC.	5235, rue Nice, Trois-Rivières-Ouest, Saint-Maurice	1974 09 16	1989 à 1991 incl.
1285-4535 SUPERVISED INVESTMENT LIMITED	1115, rue Sherbrooke ouest, bureau 1502, Montréal	1953 08 27	1988 à 1991 incl.
1325-9098 SYMETREX INC.	2120, avenue Francis Hughes, Chomedey, Laval	1968 03 26	1988 à 1991 incl.
1333-9163 TABAGIE MAX INC.	107, rue Bernard, Saint-Alphonse-Rodriguez, Joliette	1973 06 08	1989 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1275-8694 TAGAMI MINES LTD. (No Personal Liability)	535, boulevards Sir Wilfrid Laurier, bureau 316, Beloil, Verchères.	1963 08 19	1989 à 1991 incl.
1306-4795 LA TANNIÈRE DE TROIS-RIVIÈRES OUEST INC.	Trois-Rivières Ouest, Saint-Maurice	1972 01 14	1989 à 1991 incl.
1331-9017 TAPISSERIE ARPE INC.	400, avenue St-Simon, Saint-Hyacinthe	1972 09 19	1989 à 1991 incl.
1349-1261 TÉLÉVISION COMMUNAUTAIRE DU SECTEUR NORMANDIN INC.	Normandin, Lac-Saint-Jean-Ouest	1972 08 17	1989 à 1991 incl.
1310-2884 LES TERRASSEMENTS CANDIAC LTÉE	1420, rue Sherbrooke ouest, bureau 800, Montréal	1955 01 14	1988 à 1991 incl.
1350-6019 LES TEXTILES BOND (QUÉBEC) LTÉE	225, rue Chabanel ouest, 11 <sup>ème</sup> étage, Montréal	1973 12 27	1989 à 1991 incl.
1353-3278 THE RECREATION CLUB OF STE ANNE DE BOUT DE L'ÎLE	11, rue Tunstall, Senneville, Montréal	1951 08 08	1989 à 1991 incl.
1363-0868 THÉÂTRE COMMUNAUTAIRE DU SUD-OUEST INC.	28, rue St-Paul, Salaberry-de-Valleyfield, Beauharnois	1975 06 18	1988 à 1991 incl.
1286-0706 THÉÂTRE DU VIEUX QUÉBEC	548, 4 <sup>e</sup> Avenue, Québec	1968 10 15	1989 à 1991 incl.
1355-3102 TOURNOI ATOME ST-VICTOR INC.	2010, rue Lepailleur, Montréal	1974 03 27	1989 à 1991 incl.
1286-5358 TRANSFER DEVELOPMENT CORPORATION	4999, rue Ste-Catherine ouest, bureau 405, Westmount, Montréal	1959 04 07	1989 à 1991 incl.
1355-5198 LES TRANSPORTS DÉSILETS INC.	Saint-Samuel, Nicolet	1974 04 04	1989 à 1991 incl.
1317-9700 TROPICANA REALTY CORP.	Montréal	1959 01 16	1988 à 1991 incl.
1353-2452 TRUDEAU FRÈRES (R.C.M.) INCORPORÉE	3427, rue Notre-Dame ouest, Montréal	1958 10 03	1988 à 1991 incl.

Dénomination sociale	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1286-7966 TURBO INCORPORÉE	3450, rue Drummond, bureau 1024, Montréal	1958 12 19	1989 à 1991 incl.
1336-2181 UNIFORMES M.H.P. INC.	1900, rue Sauvé est, Montréal	1973 02 01	1989 à 1991 incl.
1294-9483 UNION GÉNÉRALE SPORTIVE ARMÉNIENNE (HOMENETMEN-GAMK) INC.	3401, rue Olivar-Asselin, Montréal	1968 09 10	1988 à 1991 incl.
1331-7839 VENTES D'AUTO MIKE INC.	72, rue Meadowale, Dollard-des-Ormeaux, Montréal	1972 12 04	1988 à 1991 incl.
1280-4662 VERGERS POMA INC.	9015, rue Christophe Colomb, Montréal	1968 04 02	1989 à 1991 incl.
1349-4380 VIC & CHARLES INC.	3246, rue Bélanger est, Montréal	1972 09 25	1988 à 1991 incl.
1286-9897 VICTOR VACHON & FILS INC.	3840, rue Ovide, Brossard, Laprairie	1968 10 11	1989 à 1991 incl.
1287-4525 VILMONT INC.	6850, rue St-Denis, Montréal	1959 07 03	1989 à 1991 incl.
1287-5316 VITRERIE ST-LAURENT (1964) LTÉE	8606, boulevard St-Michel, Montréal	1964 12 31	1989 à 1991 incl.
1355-7335 LES VOLAILLES DRUMMOND INC.	8989, rue Lajeunesse, bureau 200, Montréal	1974 04 09	1988 à 1991 incl.
1327-7207 WICKAY HOLDINGS LTD.	388, rue St-Jacques, bureau 900, Montréal	1963 10 11	1988 à 1991 incl.

**Ventes par shérif****Arthabaska**

Saisie-exécution immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District d'Arthabaska  
Nos 415-05-000293-919  
415-18-000003-923

**BANQUE NATIONALE DU CANADA**, ayant son siège social à Montréal et une succursale au 140, rue Saint-Louis à Warwick, district d'Arthabaska, demanderesse, contre **LISE LAINESSE** et **MARCEL RICHARD**, tous deux faisant affaires en société d'exploitation agricole sous le nom de « Porcherie Marcel Richard Enr. », au 530, rang Poisson à Sainte-Élisabeth, district d'Arthabaska, défendeurs, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement d'Arthabaska, 800, Bois-Francis Sud, Arthabaska, district d'Arthabaska, mis en cause.

« 1. Un emplacement mesurant trois cents pieds (300 pi) de largeur le long du chemin public, sur une profondeur de deux cents pieds (200 pi), mesures anglaises, connu et désigné, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Warwick, comme étant une partie du lot numéro six cent quarante-huit (ptie 648); avec maison et porcherie dessus construites. L'emplacement est borné en front, au sud-est, au chemin public, au nord-est par le lot numéro 647, au nord-ouest par l'immeuble en second lieu décrit et au sud-ouest par l'emplacement, propriété de M. Gilles Ducharme.

2. Un emplacement de forme irrégulière, mesurant environ trois cents pieds (300 pi) en front, au sud-est, cent pieds (100 pi) au nord-est, à partir de l'emplacement adjacent, propriété de l'acquéreur, deux cent trente-cinq pieds (235 pi) au nord-ouest, et deux cent quatre-vingts pieds (280 pi) au sud-ouest, à partir de l'emplacement adjacent, propriété de l'acquéreur. Lesdites lignes nord-est et sud-ouest étant la prolongation de l'emplacement en premier lieu décrit. Ledit emplacement est connu, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Warwick, comme étant une partie du lot numéro six cent quarante-huit (ptie 648) et il est borné comme suit : au sud-est par l'emplacement en premier lieu décrit, au nord-est par le lot numéro six cent quarante-sept (647), propriété de M. Gérard Beaudoin, au nord-ouest et au sud-ouest par le résidu du lot numéro six cent quarante-huit (648), appartenant à M. Gilles Ducharme.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

À la charge des servitudes actives et passives, apparentes ou occultes pouvant l'affecter, et notamment une servitude de passage de ligne électrique sur le lot 648 en faveur de The Shawinigan Water & Power Company, suivant acte enregistré à Arthabaska, sous le numéro 94245B122 et une servitude d'environnement consentie par Gérard Beaudoin le 25 avril 1973. »

L'immeuble sert de résidence familiale et la mise à prix est fixée à 81 868,00 \$, soit 50 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1).

L'adjudicataire devra verser au shérif au moment de l'adjudication, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, la somme de 40 934,00 \$, soit 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement d'Arthabaska, 800, boulevard Bois-Francis Sud, Arthabaska, le MARDI SELZIÈME jour de JUIN 1992 à DIX heures.

Le shérif adjoint,  
DENIS NOEL, avocat

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Arthabaska, le 16 avril 1992

79313

Saisie-exécution immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District d'Arthabaska  
Nos 415-05-000272-913  
415-18-000001-927

**LA CAISSE POPULAIRE DE PRINCEVILLE**, ayant son siège social à 26, rue Richard, Princeville, district d'Arthabaska, demanderesse, contre **DANIELLE NAULT**, résidant au 1375, Saint-Henry, Stanbridge Station, district de Bedford, et **CHRISTIAN LALIBERTÉ**, résidant au 628, rang Saint-Louis, Notre-Dame-de-Lourdes, district de Frontenac, défendeurs, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement d'Arthabaska, 800, Bois-Francis Sud, Arthabaska, district d'Arthabaska, mis en cause.

« Un immeuble situé en la paroisse de Princeville sur le Huitième Rang du canton de Stanfold et au nord de la route 116, de figure irrégulière, mesurant quatre-vingt-neuf mètres (89,00 m) vers le nord-ouest, quarante-trois mètres quatre-vingt-neuf centimètres (43,89 m) vers l'est, soixante-treize mètres quarante-six centimètres (73,46 m) vers le sud-est et cinquante-sept mètres (57,00 m) vers le sud-ouest, contenant en superficie trois mille neuf cent soixante-dix mètres carrés (3 970 m<sup>2</sup>) ou quarante-deux mille sept cent trente-quatre pieds carrés (42 734 pi<sup>2</sup>). Borné vers le sud-est par la route 116, à l'autre bout vers le nord-ouest et d'un côté vers le sud-ouest à partie du lot ID, appartenant à J.G. Trépanier, et de l'autre côté vers l'est à partie du lot IC, appartenant audit J.G. Trépanier. Lequel terrain est connu et désigné comme étant une partie du lot un D (ptie ID) du rang 8, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanfold, division d'enregistrement d'Arthabaska, avec bâtisses dessus construites et dont la résidence porte le no 30, route 116, circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à 9 429,75 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement d'Arthabaska, 800, boulevard Bois-Francis Sud, Arthabaska, le MARDI NEUVIÈME jour de JUIN 1992 à DIX heures.

*Le shérif adjoint,  
DENIS NOEL, avocat*

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Arthabaska, le 15 avril 1992

79239

---

### Hull

---

Bref de saisie-exécution immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Hull  
Nos 550-18-001543-921  
505-05-002119-912

**C**RÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC., partie demanderesse, contre LE GROUPE CITADELLE TRANS-CANADA INC., partie défenderesse.

#### Désignation

« Un immeuble situé en la ville de Gatineau, division d'enregistrement de Hull, province de Québec, connu et désigné comme étant composé des lots cinq et six de la subdivision officielle du lot d'origine numéro vingt-quatre (24-5 et 24-6) au cadastre du village de Pointe-Gatineau, sans exception ni réserve de la part de l'emprunteur. »

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de 67 014,00 \$. Ce montant minimum, fixé par le shérif, est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 27). Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de Hull, 170, rue Hôtel-de-Ville, le DIXIÈME jour de JUIN 1992 à DIX heures.

*Le shérif adjoint,  
GÉRARD LACROIX*

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Hull, le 6 avril 1992

79314

---

### Longueuil

---

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Longueuil  
Nos 500-05-009854-918  
505-18-000023-929

**L**ES IMMEUBLES HOUSEHOLD LIMITÉE, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 5100, rue Sherbrooke Est, bureau 503, ville et district de Montréal, partie demanderesse,

contre IRENE (CHONGKU) LYUH et LESTER JOHN KIHMM, tous deux résidant et domiciliés au 7300, boulevard Pelletier, Brossard, district de Longueuil, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Laprairie, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur le boulevard Pelletier en la ville de Brossard, connu et désigné comme étant le lot numéro mille quatre cent onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-seize (76-1411), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine; avec bâtisse y dessus érigée, portant le numéro d'immeuble 7300, boulevard Pelletier dans ladite ville de Brossard. Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes sans exception ni réserve de la part de l'emprunteur et plus particulièrement sujet à une servitude en faveur d'Hydro-Québec et al. enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Laprairie, sous le numéro 118637. »

L'immeuble servant de résidence familiale, la mise à prix est fixée à 86 210,00 \$, soit 50 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Au moment de la vente, l'adjudicataire devra verser au shérif un montant minimum de 43 105,00 \$, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Longueuil, ce montant représentant 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Laprairie, 214, rue Saint-Ignace, La Prairie, QC, le SEIZIÈME jour de JUIN 1992 à QUATORZE heures.

*La shérif adjointe,  
ÉLIZABETH S. GOBEILLE*

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Longueuil, le 15 avril 1992

79315

---

### Montréal

---

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Montréal  
Nos 500-05-009515-915  
500-18-000088-923

**B**ANQUE DE NOUVELLE ÉCOSSE, corporation légalement constituée, ayant son siège social en Nouvelle-Écosse et un bureau principal au 9477, rue Meilleur, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre RONALD PERSAUD et DHANKUMARIE RAMBHAROSE, tous deux résidant et domiciliés à Montréal, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

L'immeuble ci-après décrit appartenant aux défendeurs Ronald Perseau et Dhankumarie Ranbharose :

« Un lot de terre connu et désigné comme étant la resubdivision numéro deux de la subdivision numéro mille sept cent quatre-vingt-douze du lot originaire numéro deux cent huit (208-1792-2), aux plan et livre de renvoi officiels du village de Côte-de-la-Visitation; avec une bâtisse y érigée portant le numéro d'immeuble 2301, Saint-Zotique Est, district de Montréal.

L'immeuble servant de résidence familiale. »

La mise à prix fixée à 101 750,00 \$, soit 50 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

L'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication, 50 875,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le CINQUIÈME jour de JUIN 1992 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,  
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Montréal, le 15 avril 1992

79318

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Montréal  
N<sup>os</sup> 500-05-004164-917  
500-18-000095-928

**BANQUE LEUMI LE-ISRAEL (CANADA)**, corporation légalement constituée, ayant un siège social dans les ville et district de Montréal, au 5178, chemin Queen-Mary, partie demanderesse, contre **ENTREPRISES BATIBEL INC.**, corporation légalement constituée, ayant un siège social dans Côte-Saint-Luc, district de Montréal, au 5790, rue Rembrandt, no 210, et **HENRI HOLCHAN** et **JULIETTE HOLCMAN**, résidant et domiciliés tous les deux dans Côte-Saint-Luc, district de Montréal, au 5790, rue Rembrandt, parties défenderesses, et **LE RÉGISTRATEUR** de Montréal, mis en cause.

« Un terrain en copropriété situé dans la ville de Côte-Saint-Luc, province de Québec, désigné comme étant composé des subdivisions de lots suivants :

a) subdivision numéro deux cent dix du lot originaire numéro quatre mille huit cent cinquante-deux (4852-210) figurant sur le cadastre de la paroisse de Montréal, division d'enregistrement de Montréal; le tout correspondant à l'appartement no 210 de l'im-

meuble construit sur ledit terrain, immeuble appelé « Rembrandt House » et portant le numéro d'immeuble 5790 de l'avenue Rembrandt en la ville de Côte-Saint-Luc;

b) subdivision numéro B dix-huit du lot originaire numéro quatre mille huit cent cinquante-deux (4852-B18), figurant sur le cadastre susdit; et

c) la fraction proportionnelle du droit indivis sur les parties communes, attribuées au propriétaire de la partie exclusive mentionnée ci-dessus et sans restreindre la généralité de ce qui précède, est désignée sur le cadastre susdit comme étant constituée par les subdivisions numéros un, deux et trois du lot originaire numéro quatre mille huit cent cinquante-deux (4852-1, 2 et -3), le tout tel qu'il est établi dans la déclaration de copropriété enregistrée à Montréal sous le numéro 2652052.

Les servitudes suivantes existent au profit ou à la charge du fonds décrit ci-dessus :

i. les servitudes usuelles de service public et municipales qui grèvent le terrain donnant sur le boulevard Cavendish et sur l'avenue Rembrandt, respectivement et ce, au profit de la ville de Côte-Saint-Luc, ces servitudes ayant été créées en due forme par des actes constitutifs de servitudes reçus par le notaire A. Earl Kimmel, et enregistrés au bureau de Montréal sous les numéros 2081476, 2207126 et 2632851 respectivement.

ii. la convention d'usage faite avec la ville de Montréal concernant le branchement de la conduite d'eau, convention dûment enregistrée au bureau susdit, sous le numéro 2629890.

iii. la servitude d'usage concernant le branchement des canalisations avec le réseau de la ville de Côte-Saint-Luc, dont acte est dûment enregistré au bureau susdit, sous le numéro 2632852.

iv. la servitude usuelle au profit d'Hydro-Québec et d'autres, dont acte, passé sous seing privé, est dûment enregistré au bureau susdit, sous le numéro 2623722.

v. la servitude par destination du père de famille, établie en vertu de la déclaration de copropriété mentionnée ci-dessus et enregistrée sous le numéro 2652052, déclaration dans laquelle sont stipulés, relativement à ladite subdivision numéro 4852-3, des droits de passage et d'usage ainsi que certaines autres conditions concernant l'aire de récréation, et le consentement à des dispositions semblables concernant l'aire de récréation devant être aménagée sur l'immeuble voisin.

En l'état où l'immeuble subsiste, avec tout ce qui y est accessoire, y compris les servitudes actives ou passives, apparentes ou non et ce, sans exception ni réserve.»

La mise à prix est fixée à 31 600,00 \$.

« D'un emplacement vacant ayant front sur la rue Ernest dans la ville de Dollard-des-Ormeaux en la province de Québec, connu et désigné comme lot numéro cinquante-cinq de la subdivision du lot originaire numéro deux cent cinquante-trois (253-55) du plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Sainte-Geneviève. »

La mise à prix est fixée à 14 156,00 \$.

Ces différents montants représentent 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus séparément au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le CINQUIÈME jour de JUIN 1992 à ONZE heures.

*Le shérif adjoint,*  
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Montréal, le 15 avril 1992

79319

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Montréal  
Nos 500-05-006690-919  
500-18-000117-920

**BANQUE NATIONALE DU CANADA**, corporation résultant de la fusion et continuant, depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1979, la Banque Canadienne Nationale et la Banque Provinciale du Canada (Loi sur les banques, 1970, S.R.C. c. 13-1, a. 100), avec siège social au 600, rue de La Gauchetière Ouest, ville et district judiciaire de Montréal, partie demanderesse, contre LUCIE KERGOAT, technicienne de laboratoire, et ALDELHAMID BEN AMOR, bibliothécaire, tous deux résidant et domiciliés au 1661, rue Notre-Dame Ouest, no 102, district de Montréal, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un appartement tenu en copropriété portant le numéro 102, dans l'immeuble situé au numéro 1661 de la rue Notre-Dame Ouest dans la ville de Montréal, connu, désigné et composé comme étant :

a) un appartement, partie exclusive, connu et désigné comme étant le lot numéro cent deux de la subdivision du lot originaire numéro deux mille trois cent vingt-deux (2322-102), aux plan et livre de renvoi du quartier Saint-Antoine de la ville de Montréal, division d'enregistrement de Montréal;

b) la quote-part afférente à la partie exclusive ci-dessus décrite des parties communes lesquelles sont connues et désignées comme étant les lots numéros un et deux de la subdivision du lot originaire numéro deux mille trois cent vingt-deux (2322-1 et 2), auxdits plan et livre de renvoi tel qu'établi dans la déclaration de copropriété reçue par Sylvie Lavigne, notaire, le vingt-six mai mil neuf cent quatre-vingt-six et enregistrée au Bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 3721079.

L'immeuble servant de résidence familiale. »

La mise à prix fixée à 52 250,00 \$, soit 50 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

L'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication, 26 125,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le QUATRIÈME jour de JUIN 1992 à DOUZE heures.

*Le shérif adjoint,*  
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Montréal, le 14 avril 1992

79316

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Montréal  
Nos 500-05-005280-910  
500-18-000094-920

**BANQUE ROYALE DU CANADA**, corps politique dûment incorporé, ayant son bureau principal et une place d'affaires au 1, place Ville-Marie dans les ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre PAUL DUMAS, homme d'affaires, résidant et domicilié au 1624, Amherst, ville et district de Montréal, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un immeuble situé au coin des rues Saint-Hubert et Rachel, ville de Montréal, connu et désigné comme étant composé des lots trente-six « A » et trente-six « B » des subdivisions officielles du lot originaire douze (12-36A et 36B) au cadastre officiel du village de Saint-Jean-Baptiste, division d'enregistrement de Montréal; avec toutes les bâtisses dessus y érigées et notamment celles portant les numéros d'immeuble 4203 à 4211, rue Saint-Hubert et 801 à 809, rue Rachel Est, ville de Montréal, circonstances et dépendances. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble sans aucune exception ni réserve. Ledit immeuble hypothéqué apparaît sur un certificat de localisation préparé le onze août mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987) par Daniel Fouquette, arpenteur-géomètre, minute 2539, dossier P-5879 et la caution déclare et garantit que toutes les dispositions du certificat de localisation précité, sont toujours vraies et exactes et décrivent toujours fidèlement l'état actuel et présent de l'immeuble hypothéqué et que ledit immeuble hypothéqué n'a subi aucune modification, ni transformation, ni changement structural ayant pour effet de changer les dispositions du certificat de localisation précité, et la caution fait la présente déclaration solennellement, la sachant consciencieusement vraie et voulant et entendant qu'elle ait la même force et le même effet que si elle eut été faite sous serment en vertu de la Loi sur la preuve en Canada. »

La mise à prix est fixée à 121 500,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudi-

cataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le QUATRIÈME jour de JUIN 1992 à QUATORZE heures.

*Le shérif adjoint,*  
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Montréal, le 15 avril 1992

79320

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Montréal  
Nos 500-05-014838-914  
500-18-000104-928

**BANQUE TORONTO-DOMINION**, partie demanderesse, contre STRATTON INVESTMENTS LTD et FLORENCE DEMOSTHENES et MICHEL ANDRÉ GOYETTE et 142042 CANADA INC., parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

L'immeuble appartenant aux défendeurs, Stratton Investments Ltd, Florence Demosthenes, Michel André Goyette et 142042 Canada Inc. :

« Un emplacement situé dans la municipalité de la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro onze de la subdivision du lot originaire numéro mille cent quatre-vingt-treize (1193-11), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Jacques, division d'enregistrement de Montréal; avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, portant les numéros d'immeuble 2049 à 2055 de la rue Saint-Christophe à Montréal. »

La mise à prix est fixée à 28 300,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le QUATRIÈME jour de JUIN 1992 à TREIZE heures.

*Le shérif adjoint,*  
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Montréal, le 15 avril 1992

79321

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Montréal  
Nos 500-05-014839-912  
500-18-000103-920

**BANQUE TORONTO-DOMINION**, partie demanderesse, contre STRATTON INVESTMENTS LTD et FLORENCE DEMOSTHENES et MICHEL ANDRÉ GOYETTE et 142042 CANADA INC., parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

L'immeuble appartenant aux défendeurs, Stratton Investments Ltd, Florence Demosthenes, Michel André Goyette et 142042 Canada Inc. :

« Un emplacement situé dans la municipalité de la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt de la subdivision du lot originaire numéro mille cent quatre-vingt-treize (1193-20), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Jacques, division d'enregistrement de Montréal; avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, portant les numéros d'immeuble 2039 à 2045 de la rue Saint-Christophe à Montréal. »

La mise à prix est fixée à 36 375,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le QUATRIÈME jour de JUIN 1992 à DOUZE heures TRENTE.

*Le shérif adjoint,*  
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Montréal, le 15 avril 1992

79322

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Montréal  
Nos 500-02-029954-919  
500-18-000022-922

**GAZ MÉTROPOLITAIN INC.**, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1717, rue du Havre à Montréal, district de Montréal, associée commanditée de la SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZ MÉTROPOLITAIN, société commerciale légalement constituée, ayant son bureau principal aux mêmes lieu et place, partie demanderesse, contre JEAN BRUNO OBAMBI, domicilié et résidant au 3445, Cartier à Montréal, district de Montréal, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur l'avenue Mountain-Sight en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant les lots numéros quatre cent cinquante-sept, quatre cent cinquante-huit et quatre cent cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-dix-huit (98-457, 458 et 459), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte-des-Neiges, division d'enregistrement de Montréal; avec une bâtisse dessus érigée et notamment celle portant le numéro 7860 de la rue Mountain-Sights en ladite ville de Montréal. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées à l'immeuble, sans aucune exception ni réserve, avec et sujet à une servitude de droit de vue créée aux termes de l'acte enregistré à Montréal, sous le numéro 3528589. »

La mise à prix est fixée à 132 325,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le CINQUIÈME jour de JUIN 1992 à QUATORZE heures.

*Le shérif adjoint,*  
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Montréal, le 15 avril 1992

79317

### Terrebonne

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Montréal  
No 500-05-015943-911

**CAISSE POPULAIRE ST-VINCENT DE PAUL (LAVAL)**, 1100, place J. Eudes-Blanchard, Laval, QC, partie demanderesse, contre RICHARD DENIS RAYMOND, 185, Louis-Joseph-Rodrigue, Saint-Eustache, QC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Deux-Montagnes, partie mise en cause.

« Un emplacement situé à Saint-Eustache, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent vingt-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent deux (302-226) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Eustache.

Avec bâtisse dessus érigée, portant le numéro 185, Louis-Joseph-Rodrigue à Saint-Eustache.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes y constituées et sujet à une servitude en faveur d'Hydro Québec et de Bell Canada enregistrée à Deux-Montagnes sous le numéro 184562. »

La mise à prix est fixée à 21 715,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Deux-Montagnes, situé au 140, rue Saint-Eustache, place du Chêne, Saint-Eustache, QC, le TROISIÈME jour de JUIN 1992 à ONZE heures.

*Le shérif adjoint,*  
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Saint-Jérôme, le 8 avril 1992

79241

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Terrebonne  
No 700-05-001941-917

**CAISSE POPULAIRE DE SAINTE-ADELE**, 1014, rue Valiquette, Sainte-Adèle, QC, partie demanderesse, contre YVON ROBERT JR., 2525, Havre-des-Îles, appartement 404, pavillon B., ville de Laval, QC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Terrebonne, partie mise en cause.

« 1- premier emplacement :

Un immeuble situé dans la municipalité de Val-Morin, connu et désigné comme étant composé du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-huit (lot 18-2) dans le Onzième Rang du canton de Morin, au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Adèle d'Abercrombie, division d'enregistrement de Terrebonne.

Contenant en superficie cinq mille trois cent vingt-quatre mètres carrés et quarante-trois centièmes (5 324,43 m<sup>2</sup>), mesure du système international et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée; portant le numéro d'immeuble 1856, chemin de la Gare, circonstances et dépendances.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes ses servitudes actives, passives, apparentes ou occultes sans exception ni réserve, et notamment, sans limiter la généralité de ce qui précède, savoir :

— sujet à une servitude de puisage d'eau et de raccordement de tuyau, enregistrée à Terrebonne sous le numéro 563693;

— sujet à une servitude en faveur d'Hydro-Québec, enregistrée à Terrebonne sous le numéro 337349;

— avec une servitude enregistrée à Terrebonne sous le numéro 130175;

## II- deuxième emplacement :

Un emplacement vacant situé dans la municipalité de Val-Morin, connu et désigné comme étant composé d'une partie du lot originaire numéro dix-neuf A (ptie lot no. 19A) dans le Onzième Rang du canton de Morin, au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Adèle d'Abercrombie.

De figure irrégulière, bornée vers le nord-est par une partie du lot numéro 19A, vers le sud-est par le lot 18-2 et vers le nord-ouest par une partie du lot 19A.

Mesurant seize mètres et sept centimètres (16,07) dans une ligne sinueuse nord-est; cinquante et un mètres et trois centimètres (51,03) dans une ligne sud-est; et cinquante et un mètres et soixante-six (51,66) dans une ligne nord-ouest.

Contenant en superficie quatre cent sept mètres carrés et neuf centièmes (407,09 m<sup>2</sup>), mesure du système international et plus ou moins.

Le tout tel que montré aux plan et certificat de localisation préparés par Robert Lessard, arpenteur-géomètre, en date du premier mars mil neuf cent quatre-vingt-neuf sous le numéro 599 de ses minutes.»

La mise à prix est fixée à 22 826,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, situé au 85, de Martigny Ouest, bureau 4.3, Saint-Jérôme, QC, le QUATRIÈME jour de JUIN 1992 à QUATORZE heures.

*Le shérif adjoint,*  
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Saint-Jérôme, le 8 avril 1992

79240

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Montréal  
No 500-05-000045-912

**ITT SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT COMMERCIAL**, une division de Les Industries ITT du Canada Ltée, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 50, Burnamthorpe Road West, suite 1400, Mississauga, Ontario et son bureau principal au Québec au 9900 boulevard Cavendish, bureau 210, ville Saint-Laurent, district de Montréal, partie demanderesse, contre FRANÇOIS DEMERS et LOUISE LAVIGNE, résidant et domiciliés au 455, du Baron, Saint-Sauveur-des-Monts, district de Terrebonne, et LOGICTEL INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 222, de la Gare, Saint-Sauveur-des-

Monts, district de Terrebonne, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Terrebonne, 85, de Martigny Ouest, bureau 4.3, Saint-Jérôme, district de Terrebonne, mis en cause.

« Lot 340-259 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur; avec les bâtisses y érigées dont celle portant l'adresse d'immeuble 455, du Baron à Saint-Sauveur-des-Monts. »

La mise à prix est fixée à 41 175,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Terrebonne, 85, rue de Martigny Ouest, bureau 4.3, Saint-Jérôme, QC, le TROISIÈME jour de JUIN 1992 à QUATORZE heures.

*Le shérif adjoint,*  
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Saint-Jérôme, le 15 avril 1992

79323

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour du Québec, chambre civile — District de Terrebonne  
No 700-02-000777-913

**MUNICIPALITÉ DE SAINT-HIPPOLYTE**, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 2253, boulevard Les Hauteurs, Saint-Hippolyte, QC, partie demanderesse, contre PIERRE BOURDEAU, domicilié et résidant au 1104, Venus Court, Oshawa, Ontario, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Terrebonne, partie mise en cause.

« Un emplacement situé en la municipalité de Saint-Hippolyte, mieux connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro vingt-huit (ptie 28) dans le Quatrième Rang du canton d'Abercrombie, au cadastre de la paroisse de Saint-Hippolyte, division d'enregistrement de Terrebonne. De figure irrégulière, bornée vers le nord-est par le boulevard des Hauteurs (une partie montrée à l'originaire et une partie du lot 28), vers le sud-est, le sud-ouest et le nord-ouest par une partie du lot 28, tous desdits rang, canton et cadastre officiels. Mesurant quatorze mètres et cinquante-trois centièmes (14,53) le long d'une courbe de rayon de cinq cent quinze mètres et trente-cinq centièmes (515,35) et trente et un mètres et vingt et un centièmes (31,21) vers le nord-est, dix-neuf mètres et quatre-vingt-douze centièmes (19,92) vers le sud-est et vingt-quatre mètres et trente-huit centièmes (24,38) vers le nord-ouest; contenant en superficie mille neuf mètres carrés et vingt centièmes de mètre carré (1 009,20 m<sup>2</sup>), mesures métriques et plus ou moins.

Rattachement: le coin nord-ouest de cette parcelle de terrain est à environ cent quatre-vingt-sept mètres et quatre-vingt-dix centièmes (187,90) soit six cent dix pieds (610,0) de la ligne des rangs 4

et 5. Cette distance est mesurée le long de la nouvelle emprise sud-ouest du boulevard des Hauteurs.

Avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro d'immeuble 1811, boulevard des Hauteurs, circonstances et dépendances.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes ses servitudes actives, passives, apparentes ou occultes, sans exception ni réserve et notamment sans limiter la généralité de ce qui précède, sujet à une servitude d'Hydro-Québec créée aux termes de cet acte enregistré à Terrebonne, sous le numéro 510833.»

La mise à prix est fixée à 6 168,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Terrebonne, 85, rue de Martigny Ouest, bureau 4.3, Saint-Jérôme, QC, le CINQUIÈME jour de JUIN 1992 à DIX heures TRENTE.

*Le shérif adjoint,*  
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Saint-Jérôme, le 10 avril 1992

79324

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour du Québec, chambre civile — District de Terrebonne  
No 700-02-000705-914

**MUNICIPALITÉ DE SAINT-HIPPOLYTE**, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 2253, boulevard Les Hauteurs, Saint-Hippolyte, QC, partie demanderesse, contre LES HÉRITIERS DE FEU K. (KARALLA, KAIRALLAH, KARANA, KARALA) HABIB, 2020, Norman, ville Saint-Laurent, QC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Terrebonne, partie mise en cause.

«Un emplacement situé en la municipalité de Saint-Hippolyte, mieux connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro vingt-cinq A (ptie 25A) dans le Cinquième Rang du canton d'Abercrombie, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hippolyte, division d'enregistrement de Terrebonne, mesurant cent quarante-cinq pieds (145,0 pi) de largeur sur l'ancien chemin du 5<sup>e</sup> Rang, autrefois verbalisé dans la ligne de la terre de Hormidas Carrière ou représentants, par cinquante-neuf pieds (59,0 pi) de profondeur dans la ligne qui se trouve du côté du terrain de dame Josephat Bourdeau, cette ligne à une distance d'environ soixante pieds (60,0 pi) de ladite ligne de dame J. Bourdeau, cent trois pieds (103,0 pi) de profondeur dans la ligne opposée et dont le coin se trouve à environ quatre (4) ou cinq (5) pieds de l'angle formé par ledit chemin qui forme la frontière du lot et cent soixante-dix-sept pieds (177,0 pi) de largeur à la profondeur, tel qu'indiqué sur un plan annexé à cet acte de donation par Philibert St-Pierre, reçu devant J.V. Léonard, notaire, le 2 décembre 1929, et enregistré

à Terrebonne, sous le numéro 97336. Avec droit de passage dans ledit chemin, droit à la grève au lac des Quatorze Îles et droit de prendre de l'eau à une source qui se trouve sur le même lot numéro 25A. Ledit droit de passage s'étendra sur le lot numéro 24B du 4<sup>e</sup> Rang, canton d'Abercrombie, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hippolyte, avec les autres ayant droit de grève audit lac des Quatorze Îles; avec toutes bâtisses y érigées. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes ou occultes pouvant exister sur ledit immeuble.»

La mise à prix est fixée à 6 552,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Terrebonne, 85, rue de Martigny Ouest, bureau 4.3, Saint-Jérôme, QC, le CINQUIÈME jour de JUIN 1992 à DOUZE heures.

*Le shérif adjoint,*  
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Saint-Jérôme, le 10 avril 1992

79325

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour du Québec, chambre civile — District de Terrebonne  
No 700-02-000767-914

**MUNICIPALITÉ DE SAINT-HIPPOLYTE**, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 2253, boulevard Les Hauteurs, Saint-Hippolyte, QC, partie demanderesse, contre JOSÉ T. PETRONILLA, 106, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, QC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Terrebonne, partie mise en cause.

«Un emplacement situé en la municipalité de Saint-Hippolyte, mieux connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro vingt-neuf C (ptie 29C) dans le Onzième Rang du canton de Kilkenny, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hippolyte, division d'enregistrement de Terrebonne. Mesurant cent soixante-cinq pieds (165,0) et cent quarante-six pieds et deux dixièmes (146,2) dans sa ligne nord, cent quatre-vingt-dix-sept pieds et un dixième (197,1) du côté ouest, deux cent vingt-deux pieds (222,0) et cent quarante-six pieds et deux dixièmes (146,2) dans ses deux lignes sud, soixante-quinze pieds (75,0) et cent six pieds (106,0) dans ses deux lignes est. Bornée, ladite partie, au nord par le chemin du lac Morency et par une autre partie dudit lot 29C, à l'ouest par le lot 29C-10 dudit cadastre, au sud par une partie dudit lot 29C dudit cadastre, à l'est par deux parties dudit lot 29C dudit cadastre. Un point est de ladite partie du lot est situé du côté sud du chemin du lac Morency, à deux cent treize pieds et quarante centièmes (213,40) à l'ouest de la ligne de division entre les lots 29C et 29D dudit cadastre. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes ou occultes pouvant exister sur ledit immeuble.»

La mise à prix est fixée à 3 576,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Terrebonne, 85, de Martigny Ouest, bureau 4.3, Saint-Jérôme, QC, le CINQUIÈME jour de JUIN 1992 à ONZE heures QUINZE.

*Le shérif adjoint,*  
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Saint-Jérôme, le 10 avril 1992

79327

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour du Québec, chambre civile — District de Terrebonne  
No 700-02-002484-906

**MUNICIPALITÉ DE SAINT-HIPPOLYTE**, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 2253, boulevard Les Hauteurs, Saint-Hippolyte, QC, partie demanderesse, contre PASCHAL JOSEPH RUSSO, domicilié et résidant au 23 Rhone Rd, Hopatchong, N.J. 01650, U.S.A., partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Terrebonne, partie mise en cause.

«Un emplacement situé en la municipalité de Saint-Hippolyte, mieux connu et désigné comme étant le lot numéro cent onze de la subdivision du lot originaire numéro douze (12-111) dans le Premier Rang du canton de Wexford, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hippolyte, division d'enregistrement de Terrebonne. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes ou occultes pouvant exister sur ledit immeuble.»

La mise à prix est fixée à 48,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Terrebonne, 85, rue de Martigny Ouest, bureau 4.3, Saint-Jérôme, QC, le CINQUIÈME jour de JUIN 1992 à DIX heures.

*Le shérif adjoint,*  
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Saint-Jérôme, le 10 avril 1992

79326

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour du Québec, chambre civile — District de Terrebonne  
No 700-02-002877-919

**M.R.C. DES PAYS-D'EN-HAUT**, corporation légalement constituée, ayant son bureau principal au 916, boulevard Sainte-Adèle, Sainte-Adèle, district de Terrebonne, partie demanderesse, contre 2750-7425 QUÉBEC INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social au 50, place Crémazie Ouest, bureau 1025, Montréal, district de Montréal, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Terrebonne, partie mise en cause.

«(a) Une partie du lot numéro cinquante (ptie 50), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur, division d'enregistrement de Terrebonne, municipalité du village de Saint-Sauveur-des-Monts, de figure irrégulière, identifiée sur le plan préparé par Jean-Yves Lemelin, arpenteur-géomètre, le 2 août 1988 sous le numéro 1492 de ses minutes, par les lettres «A-B-C-D-E-F-G-H-I-J-A», et bornée comme suit: vers le nord est, ligne «A-B», par une autre partie du lot numéro cinquante (ptie 50), soit la rue Guindon, vers l'est, ligne «B-C», par une autre partie du lot numéro 50, soit la rue Guindon faisant partie de l'emprise de l'Autoroute numéro 15; vers le sud-est, ligne «C-D», par une partie des subdivisions numéros soixante-huit et soixante-neuf du lot originaire numéro cinquante et un (51-68 et 69); vers le sud-est, ligne «D-E»; par une partie des subdivisions numéros soixante-dix et soixante et onze du lot originaire numéro cinquante et un (51-70 et 71) ci-après décrites; vers le sud-ouest et le sud-est, lignes «E-F» et «F-G», par une partie de la subdivision numéro quatorze du lot originaire numéro cinquante (ptie, 50-14); vers le sud-ouest et le sud-est, lignes «G-H» et «H-I», par une autre partie du lot numéro cinquante (ptie 50); vers le sud-ouest, ligne «I-J», par une autre partie du lot numéro cinquante (ptie 50) (chemin public) constituant l'emprise de la route numéro 364, telle qu'expropriée; vers le nord-ouest, ligne «J-A», par une autre partie du lot numéro cinquante (ptie 50), soit le chemin du Lac-Millette.

Mesurant vers le nord-est, ligne «A-B», soixante-dix-neuf mètres et trente-neuf centièmes (79,39 m) (titre: 79,58 mètres); vers l'est, ligne «B-C», quatre-vingt-sept mètres et dix centièmes (87,10 m), arc d'un rayon extérieur de quatre cent quatre-vingt-douze mètres et soixante-douze centièmes (492,72 m) (titre: 87,33 mètres, arc d'un rayon extérieur de 494,45 mètres); vers le sud-est, ligne «C-D», trente et un mètres et soixante centièmes (31,60 m); vers le sud-est, ligne «D-E», vingt-quatre mètres et quatre-vingt-treize centièmes (24,93 m); vers le sud-ouest, ligne «E-F», soixante-neuf mètres et quatre-vingt-quatre centièmes (69,84 m); vers le sud-est, ligne «F-G», quarante-deux mètres et soixante-neuf centièmes (42,69 m); vers le sud-ouest, ligne «G-H», douze centièmes de mètre (0,12 m), vers le sud-est, ligne «H-I», quatre-vingt-six mètres et un centième (86,01 m); vers le sud-ouest, ligne «I-J», quarante-six mètres et cinquante-neuf centièmes (46,59 m) selon une ligne droite et trente mètres et quarante centièmes (30,40 m), arc d'un rayon extérieur de quatre cent cinquante et un mètres et quatre-vingt-trois centièmes (451,83 m); et vers le nord-ouest, ligne «J-A», deux cent soixante-dix mètres et soixante-six centièmes (270,66 m) (titre: 270,86 mètres).

Contenant en superficie vingt-sept mille quatre-vingt-sept et huit dixièmes mètres carrés (27 087,8 m<sup>2</sup>).

1b) Une partie du lot numéro cinquante (ptie 50), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur, division d'enregistrement de Terrebonne, municipalité du village de Saint-Sauveur-des-Monts; de figure irrégulière, identifiée sur le plan ci-joint par les lettres «O-P-Q-R-O» sur le plan préparé par Jean-Yves Lemelin, arpenteur-géomètre, le 2 août 1988, et portant le numéro 1492 de ses minutes, et bornée comme suit: vers le nord-est, ligne «O-P», par la subdivision numéro treize du lot originaire numéro cinquante (50-13), soit l'avenue Aubry faisant partie de l'emprise de l'autoroute numéro 15; vers l'est, ligne «P-Q», par une autre partie du lot numéro cinquante (ptie 50), soit l'avenue Aubry faisant partie de l'emprise de l'autoroute numéro 15; vers le sud-ouest, ligne «Q-R», par une autre partie du lot numéro cinquante (ptie 50), soit la rue Guindon et vers le nord-ouest, ligne «R-O», par une autre partie du lot numéro cinquante (ptie 50), soit le chemin du Lac-Millette.

Mesurant vers le nord-est, ligne «O-P», vingt mètres et quatre-vingt-cinq centièmes (20,85 m) (titre: 20,82 mètres); vers l'est, ligne «P-Q», soixante-douze mètres et soixante-huit centièmes (72,68 m), arc d'un rayon extérieur de quatre cent quatre-vingt-douze mètres et soixante-douze centièmes (492,72 m) (titre: 72,85 mètres), arc d'un rayon extérieur de 494,45 mètres, vers le sud-ouest, ligne «Q-R», soixante-sept mètres et cinquante-neuf centièmes (67,59 m) (titre: 67,73 mètres), et vers le nord-ouest, ligne «R-O», cinquante-cinq mètres et dix-huit centièmes (55,18 m) (titre: 55, 20 mètres).

Contenant en superficie deux mille trois cent quatre-vingt-seize et cinq dixièmes mètres carrés (2 396,5 m<sup>2</sup>).

1c) Une partie de la subdivision numéro soixante-dix du lot originaire numéro cinquante et un (ptie 51-70), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur, division d'enregistrement de Terrebonne, municipalité du village de Saint-Sauveur-des-Monts, plus amplement décrite comme suit: de figure irrégulière, identifiée par les lettres «D-K-L-M-N-D» sur le plan préparé par Jean-Yves Lemelin, arpenteur-géomètre, le 2 août 1988, portant le numéro 1492 de ses minutes, bornée comme suit: vers le nord-est, ligne «D-K», par une partie de la subdivision numéro soixante-neuf du lot originaire numéro cinquante et un (ptie 51-69); vers le sud-est, ligne «K-L», par la subdivision numéro un du lot originaire numéro cinquante et un (51-1) (Rue), soit la rue Guindon; vers le sud-ouest, ligne «L-M», par la subdivision numéro cent vingt-neuf du lot originaire numéro cinquante et un (51-129); vers le sud-ouest, ligne «M-N», par partie de la subdivision numéro soixante et onze du lot originaire numéro cinquante et un (ptie 51-71) ci-après décrite, et vers le nord-ouest, ligne «N-D», par la partie du lot numéro cinquante (ptie 50) ci-avant décrite.

Mesurant vers le nord-est, ligne «D-K», trente-huit mètres et dix centièmes (38,10 m), vers le sud-est, ligne «K-L», dix-sept mètres et soixante et un centièmes (17,61 m); vers le sud-ouest, ligne «L-M», vingt-sept mètres et quatre-vingt-cinq centièmes (27,85 m) (titre: 27,46 mètres); vers le sud-ouest, ligne «M-N», dix mètres et soixante-dix-sept centièmes (10,77 m) (titre: 11,15 mètres) et vers le nord-ouest, ligne «N-D», vingt-deux mètres et quatre-vingt-six centièmes (22,86 m).

Contenant en superficie sept cent quatre-vingt-dix-neuf et quatre dixièmes mètres carrés (799,4 m<sup>2</sup>) (titre: 800,4 mètres carrés).

1d) Une partie de la subdivision numéro soixante et onze du lot originaire numéro cinquante et un (ptie 51-71), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur, division d'enregistrement de Terrebonne, municipalité du village de Saint-Sauveur-des-Monts; de figure triangulaire, identifiée par les lettres «N-M-E-N» sur le plan préparé par Jean-Yves Lemelin, arpenteur-géomètre, le 2 août 1988, portant le numéro 1492 de ses minutes, bornée comme suit: vers le nord-est, ligne «N-M», par partie de la subdivision numéro soixante-dix du lot originaire numéro cinquante et un (ptie 51-70) ci-avant décrite; vers le sud-ouest, ligne «M-E», par la subdivision numéro cent vingt-neuf du lot originaire numéro cinquante et un (51-129), et vers le nord-ouest, ligne «E-N», par la partie du lot numéro cinquante (ptie 50) ci-devant décrite.

Mesurant vers le nord-est, ligne «N-M», dix mètres et soixante-dix-sept centièmes (10,77 m) (titre: 11,15 mètres); vers le sud-ouest, ligne «M-E», dix mètres et quatre-vingt-dix-sept centièmes (10,97 m) (titre: 11,35 mètres) et vers le nord-ouest, ligne «E-N», deux mètres et sept centièmes (2,07 m) (titre: 2,16 mètres).

Contenant en superficie onze et un dixième mètres carrés (11,1 m<sup>2</sup>) (titres: 12,1 mètres carrés).

Le tout sans bâtisse.

Sujet à toutes les servitudes actives, passives, apparentes ou occultes pouvant affecter ledit immeuble dont notamment mais sans limitation:

a) Une servitude de non accès à la route numéro 364 affectant une partie du lot numéro cinquante (ptie 50), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur, aux termes de l'acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Terrebonne, le six avril mil neuf cent soixante-six (1966), sous le numéro 312957;

b) une servitude de non-construction et interdisant l'opération de restaurants de toutes sortes ou la vente de gazoline affectant les parties de lots présentement vendues, aux termes des actes enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Terrebonne sous les numéros 522627 et 559009.

c) Une servitude de passage créée aux termes d'un acte dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de Terrebonne sous le numéro 207262.

2a) Une partie du lot numéro soixante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinquante et un (51-ptie 69), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur, division d'enregistrement de Terrebonne, municipalité du village de Saint-Sauveur-des-Monts, de figure irrégulière, bornée comme suit: vers le nord-ouest, par une partie du lot 50; vers le nord-est, par une partie du lot 51-68, étant la parcelle numéro 2b); vers l'est, par une partie du lot 51-69, étant l'autoroute 15; vers le sud-est, par une partie du lot 51-1 (rue), étant la rue Guindon et vers le sud-ouest, par une partie du lot 51-70, tous dudit cadastre.

Mesurant vers le nord-ouest, le long de cette limite, vingt-deux mètres et quatre-vingt-six centièmes (22,86 m); vers le nord-est, le long de cette limite, douze mètres et cinquante-trois centièmes (12,53 m); vers l'est, le long de cette limite, trente mètres et vingt-deux centièmes (30,22 m) le long d'un arc de cercle de 492,72 mètres de rayon; vers le sud-est, le long de cette limite, six mètres et soixante-treize centièmes (6,73) et vers le sud-ouest, le long de cette limite, trente-huit mètres et dix centièmes (38,10).

Contenant en superficie six cent soixante mètres carrés (660,0 m<sup>2</sup>).

2b) Une partie du lot numéro soixante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinquante et un (51-p<sup>te</sup> 68), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur, division d'enregistrement de Terrebonne, municipalité du village de Saint-Sauveur-des-Monts, de figure irrégulière, bornée comme suit: vers le nord-ouest, par une partie du lot 50; vers l'est, par une partie du lot 51-68, étant l'autoroute 15; vers le sud-ouest, par une partie du lot 51-69, étant la parcelle numéro 2a), tous dudit cadastre.

Mesurant vers le nord-ouest, le long de cette limite, huit mètres et soixante-quatorze centièmes (8,74 m); vers l'est, le long de cette limite, quinze mètres et vingt-sept centièmes (15,27 m) le long d'un arc de cercle de 492,72 mètres de rayon; vers le sud-ouest, le long de cette limite, douze mètres et cinquante-trois centièmes (12,53 m).

Contenant en superficie cinquante-quatre et deux dixièmes mètres carrés (54,2 m<sup>2</sup>).

Cette désignation a été rédigée selon les plans de l'arpenteur-géomètre Réjean Bourgault daté du seize (16) mars mil neuf cent quatre-vingt-huit (1988).

La mise à prix est fixée pour le lot 1A) à 288 652,95 \$, pour le lot 1B) à 49 625,00 \$, pour le lot 1C) à 8 518,60 \$, pour le lot 1D) à 118,02 \$, pour le lot 2A) à 7 032,87 \$, et pour le lot 2B) à 577,43 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, situé au 85, de Martigny Ouest, bureau 4.3, Saint-Jérôme, le QUATRIÈME jour de JUIN 1992 à compter de DIX heures.

*Le shérif adjoint,*  
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Saint-Jérôme, le 8 avril 1992

79243

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Terrebonne  
No 700-05-001555-915

**T**RUST LA LAURENTIENNE DU CANADA INC., 1981, avenue McGill College 16<sup>e</sup> étage, Montréal, QC, partie demanderesse, contre JEAN-GUY ROY, 105, rue Elm, Deux-Montagnes, QC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Deux-Montagnes, partie mise en cause.

« Un emplacement sis en la cité de Deux-Montagnes, connu et désigné comme étant les lots numéros cent soixante-treize, cent soixante-quatorze, cent soixante-quinze, cent soixante-seize de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante et un (61-173, 174, 175, 176), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Eustache.

Avec bâtisse dessus érigée portant le numéro d'immeuble 105, rue Elm, cité de Deux-Montagnes.

Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes y attachées. »

L'immeuble servant de résidence familiale.

La mise à prix est fixée à 68 187,00 \$, soit 50 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

L'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication 34 093,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble porté au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Deux-Montagnes, situé au 140, rue Saint-Eustache, place du Chêne, Saint-Eustache, QC, le TROISIÈME jour de JUIN 1992 à DIX heures.

*Le shérif adjoint,*  
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Saint-Jérôme, le 8 avril 1992

79242

## Ventes pour taxes

### Municipalité régionale de comté de D'Autray

Prenez avis que conformément à l'article 1027 du Code municipal, la liste des immeubles à être vendus pour défaut de paiement des taxes sur le territoire de la municipalité régionale de comté de D'Autray a été publiée au journal « l'Écho de Louiseville-Berthier » les 15 et 22 avril 1992.

Berthierville, le 15 avril 1992

79294

*Le secrétaire-trésorier,*  
CLAUDE JOYAL**Municipalité régionale de comté de Kamouraska**

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté de Kamouraska, que l'avis de vente pour arrérages de taxes a été publié au journal «LE PLACOTEUX», le 29 mars 1992 et le 5 avril 1992. Les immeubles seront vendus pour défaut de paiement de taxes, le 11 juin 1992 à 10 h 00.

Saint-Pascal, le 15 avril 1992

79341

*Le secrétaire-trésorier,*  
GUY LAVOIE**Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska**

Avis public est, par les présentes, donné par la soussignée, secrétaire-trésorière de la municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska, que l'avis public et la liste des immeubles à être vendus le 11 juin 1992 pour défaut de paiement de taxes, ont été publiés au journal «La Voix de l'Est», aux éditions des 24 et 25 avril 1992, conformément à l'article 1027 du Code municipal.

Granby, le 27 avril 1992

79342

*La secrétaire-trésorière,*  
JOHANNE GAUETTE**Municipalité régionale de comté de La Matapédia**

Avis public, est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que la liste des immeubles devant être vendus pour non-paiement de taxes municipales et/ou scolaires et les frais encourus a été publiée au journal «L'Avant-Poste Gaspésien» à deux (2) reprises soit le 5 avril et le 12 avril 1992.

Amqui, le 16 avril 1992

79295

*Le secrétaire-trésorier,*  
JEAN-PIERRE MORNEAU**Municipalité régionale de comté de Vallée-de-l'Or**

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, Louis Bourget, secrétaire-trésorier de la M.R.C. de Vallée-de-l'Or que, conformément à l'article 1027 du Code municipal, l'avis public et la liste des immeubles à être vendus à l'enchère publique pour défaut de paiement de taxes municipales ou scolaires, ont été publiés au journal «L'ÉCHO», aux éditions du 15 et 22 avril 1992.

Val-d'Or, le 22 avril 1992

79340

*Le directeur général et*  
*secrétaire-trésorier,*  
LOUIS BOURGET**Municipalité régionale de comté d'Asbestos**

Avis est, par les présentes, donné par la soussignée, Madeleine Lamoureux, directrice générale et secrétaire-trésorière de la municipalité régionale de comté d'Asbestos, que la liste des immeubles devant être vendus pour non-paiement de taxes et frais encourus a été publiée au journal «Les Actualités», les 6 et 13 avril 1992, conformément à l'article 1027 du Code municipal du Québec.

Asbestos, le 14 avril 1992

79296

*La directrice générale et*  
*secrétaire-trésorière,*  
MADELEINE LAMOUREUX**Ville de Richmond**

Avis est, par les présentes, donné par le soussigné, Gilles Ducharme, secrétaire-trésorier de la ville de Richmond, que j'ai publié l'avis de vente des immeubles pour défaut de paiement des taxes municipales pour l'année 1991 à «La Tribune (1966) Ltée» et «Le Record», journaux qui ont paru les 17 et 24 avril 1992.

Richmond, le 15 avril 1992

79281

*Le secrétaire-trésorier,*  
GILLES DUCHARME, O.M.A.**Ville de Rosemère**

Avis public est, par les présentes, donné par la soussignée, Sylvie Trahan, greffier de la ville de Rosemère que, conformément à l'article 514 de la Loi sur les cités et villes, l'avis public et la liste des immeubles à être vendus à l'enchère publique pour défaut de paiement de taxes municipales et scolaires a été publié les 19 et 26 avril 1992 au journal «Courrier de Groulx» et les 22 et 29 avril 1992 au journal «Voix des Mille-Îles» et que ladite vente aura lieu à 10 h 00 le 17 juin 1992 à l'Hôtel de Ville, 100, rue Charbonneau, Rosemère.

Rosemère, le 29 avril 1992

79280

*Le greffier,*  
SYLVIE TRAHAN

---

**Erratum**

---

**2536-2260 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie «2536-2260 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Charlesbourg, le 31 décembre 1991

3719

*Pour la compagnie,*  
RAYMOND MARTINEAU

**Vente par shérif — Abitibi**

JACQUES, DAVIS, LEFAIVRE & ASSOCIÉS c. LES RES-  
SOURCES COMMANDER LTÉE [ET AL.]

Dans l'avis de vente publié le 11 avril 1992, à la page 1405, la date  
de vente aurait dû se lire « VINGT-SEPTIÈME jour de MAI 1992 »  
au lieu de « VINGT-CINQUIÈME jour de MAI 1992 ».

3719

**AVIS**

**PAGE BLANCHE**

**NON NUMÉROTÉE**

**MAIS INCLUSE**

**DANS LA PAGINATION**

# TABLEAU DES MODIFICATIONS et INDEX SOMMAIRE (règlements du Québec)

Québec

La liste complète, à jour, de tous les textes réglementaires en vigueur au Québec depuis la refonte du 31 décembre 1981 paraît deux fois l'an.

Dans le **Tableau des modifications** sont inscrites, par ordre alphabétique, les lois du Québec en vertu desquelles ont été établis les règlements. Les règlements apparaissent également par ordre alphabétique, avec leur date d'adoption, leur date de publication, ainsi que leur référence au Supplément ou à la Gazette officielle du Québec. Pour chaque décret, arrêté ministériel ou décision du Conseil du trésor, on retrouve un renvoi aux dispositions du règlement ainsi modifié.

L'**Index sommaire**, établi par ordre alphabétique d'après les mots clés des titres, donne un accès rapide aux divers règlements.

## Abonnement

Les Publications du Québec vous offrent la possibilité de recevoir automatiquement et dès parution, la publication *Tableau des modifications et Index sommaire*.

- L'abonnement fonctionne selon le système de commande permanente. Chaque abonné reçoit la publication à jour, en mars et en septembre, accompagnée de la facture correspondante.
- L'abonné peut annuler son abonnement en tout temps, par écrit.
- Le prix de l'abonnement correspond à une remise de 10% sur le prix de vente au détail de **55 \$**.

## Tableau des modifications et Index sommaire

Éditeur officiel  
1992, 272 pages  
EQQ 2-551-15042-6

### Abonnement et information

Les Publications du Québec  
Service à la clientèle  
Division des abonnements  
C.P. 1190  
Outremont (Québec)  
H2V 4S7  
Tél.: (514) 948-1222  
Sans frais : 1 800 465-9266  
Télécopieur : (514) 278-3030

### Commandes postales et téléphoniques

Les Publications du Québec  
C.P. 1005  
Québec (Québec)  
G1K 7B5  
TÉLÉPHONE: (418) 643-5150  
(Sans frais) 1 800 463-2100  
TÉLÉCOPIEUR: (418) 643-6177  
(Sans frais) 1 800 561-3479

Également en vente dans nos librairies,  
chez nos concessionnaires  
et chez votre libraire habituel

Mars 92

Découper ici

**BON DE  
COMMANDE**

- Je désire m'abonner au **Tableau des modifications et Index sommaire**  
 Je ne désire pas m'abonner, mais je veux recevoir l'édition de mars 1992

### VEUILLEZ INDIQUER VOTRE CHOIX DE PAIEMENT:

Chèque ou mandat-poste ci-joint, à l'ordre de -Les Publications du Québec-

   ÉCHÉANCE: \_\_\_\_\_

NUMÉRO DE LA CARTE: \_\_\_\_\_

Signature: \_\_\_\_\_

- Mme  
 M.

Prénom \_\_\_\_\_ Initiales \_\_\_\_\_ Nom de famille \_\_\_\_\_

Entreprise: \_\_\_\_\_

(Si livraison à l'entreprise ou au bureau)

Titre (Fonction) \_\_\_\_\_ Service \_\_\_\_\_

Adresse:

- Domicile  
 Bureau

N° \_\_\_\_\_ Nom de rue \_\_\_\_\_ App. / Bur. \_\_\_\_\_

CP \_\_\_\_\_ Succ. \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Province \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Tél. rés.: \_\_\_\_\_ Tél. bur.: \_\_\_\_\_



Port de retour garanti  
Gazette officielle du Québec  
1279, boulevard Charest ouest  
Québec  
G1N 4K7

ISSN 0703-5756

---

